SCOUTS®
Créer un Monde Meilleur

LA JEUNESSE FORCE DE DÉVELOPPEMENT

Rapport du Scoutisme mondial 2006

RAPPORT DU SCOUTISME MONDIAL

NOTRE VISION :

CRÉER UN MONDE MEILLEUR

NOTRE MISSION :

ÉDUQUER LES JEUNES À JOUER UN RÔLE ACTIF DANS LA SOCIÉTÉ

Directeur de la publication: Eduardo Missoni, Secrétaire général de l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout – **Rédacteur en chef :** Richard Amalvy, Directeur de la Communication - **Rédactrice principale :** Elise Jacqueson - **Principaux contributeurs :** Rod Abson, Charles Ayiku, Dominique Bénard, Matthew Disare, Paola Cervo, Eugenio Garavini, John Geoghegan, Mateo Jover, Lydiah Kiburu, Sara Monajem, Gilbert Mussumba, Mathieu Pouret, Arturo Romboli, Luz Taray, Anna-Maria Vignuda, Vanessa Von der Mühll - **Design :** mondofragilis network - **Secrétariat de rédaction :** Chantal Payot, Nicole Mindlin, Elena Lévy, Samantha Pijollet-Hall, Blanche-Marie Servas - **Traductions :** Translatus – **Recherche iconographique et couverture :** Victor Ortega - **Imprimerie :** naturaprint, France.

Remerciements : La rédaction de ce rapport est le résultat de l'effort collectif des équipes du Bureau Mondial du Scoutisme.
Il a également bénéficié de l'expertise de nombreux volontaires issues des groupes de travail sectoriels.

Cette publication a été réalisée grâce au soutien de la Fondation Jacobs

TABLE DES MATIÈRES

UNE TRADITION D'INNOVATION SOCIALE 2
Message du Président
LA PROMESSE D'UN MONDE MEILLEUR 4
Introduction du Secrétaire général

LA JEUNESSE, UNE FORCE DE DÉVELOPPEMENT 7
Introduction
DÉVELOPPEMENT ET ENVIRONNEMENT 8
Le bien-être de l'humanité avant tout
MONDIALISATION 18
Globale, locale, ou glocale ?
PAUVRETÉ ET EXCLUSION SOCIALE 24
Elles frappent doublement les jeunes
ÉDUCATION À LA PAIX 30
Pour changer le monde

LE SCOUTISME, UNE FORCE SOCIALE 37
Introduction
ÉDUCATION 38
Un droit fondamental à plusieurs facettes
SANTÉ ET SÉCURITÉ 48
Deux enjeux éducatifs majeurs
EMPLOI DES JEUNES 58
Un lieu de formation alternatif
HOMMES ET FEMMES 66
Le défi crucial de la parité
PARTICIPATION DES JEUNES 72
Un atout pour la société
DIMENSION SPIRITUELLE 78
Donner du sens à sa vie
PARTENARIATS ET ALLIANCES 80
Coopérer pour être efficace

LE SCOUTISME AUJOURD'HUI 86
Introduction
GÉOGRAPHIE, DÉMOGRAPHIE, GOUVERNANCE 88
Une organisation pour le XXIe siècle
STRATÉGIE POUR LE SCOUTISME 94
Une vision pour l'avenir
CENT ANS DE SCOUTISME 96
Un tremplin pour le futur

© WOSM/FRANKLIN SHU

LES MEMBRES DU COMITÉ MONDIAL DU SCOUTISME.

De gauche à droite : Steve Fossett (Etats-Unis) - Mohamed Triki (Tunisie) - Therese Bermingham, Vice-Présidente (Irlande) - Philippe Da Costa, Vice-Président (France) - Ana Elisa Piubello (Argentine) - Eduardo Missoni, Secrétaire général (Italie) - Herman C. S. Hui, Président (Hong Kong) - Gualtiero Zanolini (Italie) - Georges El Ghorayeb (Liban) - Habibul Alam (Bangladesh) - Nkwenkwe Nkomo (Afrique du Sud) - Mario Diaz Martinez (Espagne) - John A. Gemmill (Canada)

MESSAGE DU PRÉSIDENT

© WOSM/FRANKLIN SHU

UNE TRADITION D'INNOVATION SOCIALE

Par Herman C.S. Hui
Président
Comité Mondial du Scoutisme

Vous avez entre les mains la première édition du rapport du Scoutisme mondial. Cette publication est une initiative du Secrétaire général que nous avons encouragée pour deux raisons :

OUVRIR LE DÉBAT

Où que nous soyons sur la planète, de grandes tendances contribuent à transformer nos modes de vie, et affectent plus particulièrement les jeunes. Parce que le Scoutisme est un mouvement de jeunesse international, il lui appartient d'observer les mutations sociales, politiques et économiques qui influencent ces tendances globales. De cette observation, il peut nourrir le débat qui lui permet d'enrichir sa réponse aux besoins et aux aspirations des jeunes, dans son action locale et globale. Le débat s'ouvre au sein du Mouvement, au moment où il s'apprête à célébrer son centième anniversaire. Il doit aussi s'ouvrir avec l'ensemble des partenaires qui accompagnent le Scoutisme pour offrir une meilleure proposition éducative aux jeunes. Nous sommes donc heureux d'accueillir dans ces pages des représentants du système des Nations unies avec lesquels nous inventons de nouvelles actions en faveur de la jeunesse mondiale.

GARDER VIVANTE NOTRE CAPACITÉ D'INNOVATION

C'est parce que le fondateur du Mouvement a inventé une vision éducative alternative qu'il a connu le succès que nous célèbrerons en 2007. Cette proposition reposait alors sur une méthode innovante qui a ouvert la voie à un mode de vie original qui fait la marque du Mouvement scout, où qu'il soit. La fidélité à l'intuition de Lord Baden-Powell consiste à maintenir cette tradition d'innovation éducative et d'innovation sociale. Mais il n'y a pas d'innovation sans esprit critique de l'action menée, basé sur l'analyse, le débat et l'ouverture. Ce rapport explore des questions et des réponses. Il raconte aussi ce que des Scouts font quotidiennement sur des champs d'action sur lesquels on ne les attendait pas. Il montre que la mission du Mouvement est portée par des millions de volontaires qui sont le cœur battant de l'idéal scout. Les histoires que vous lirez sont un hommage à l'œuvre gratuite qu'ils poursuivent. Elles sont le reflet de leur engagement.

Je remercie celles et ceux qui ont réalisé cette publication qui peut inspirer des recherches similaires au niveau national. Bonne lecture, bonne réflexion et bon débat !

HERMAN HUI

PRÉSIDENT DU COMITÉ MONDIAL DU SCOUTISME

© WOSM/A. MORALES

INTRODUCTION

© MIKAEL JANSSON

LA PROMESSE D'UN MONDE MEILLEUR

Par le Dr. Eduardo Missoni
Secrétaire général
Organisation Mondiale du Mouvement Scout

«Je vous le dis : Regardez au loin, au-delà des cailloux sur votre chemin; voyez où le chemin mène et avancez avec courage. Vous rencontrerez d'autres personnes sur le même chemin qui ne seront peut-être pas si bien équipées ; aidez-les en passant.»

Baden-Powell (Headquarters' Gazette, 1923)

Dans son dernier message, Lord Baden-Powell, a clairement défini la mission que les Scouts doivent poursuivre : *«Essayez de laisser le monde un peu meilleur que vous l'avez trouvé»*. Une invitation qui résonne avec puissance aux oreilles de ceux qui attachent de l'importance à l'installation d'un développement humain juste et durable.

DONNER L'ENVIE DE COMPRENDRE

Ce premier rapport du Scoutisme mondial a été écrit pour comprendre quels sont les problèmes des jeunes dans le monde d'aujourd'hui, et pour donner l'envie de débattre afin d'apporter des réponses. Le développement a besoin d'acteurs qui prennent conscience que ce défi est permanent. Prenant sa part pour relever ce défi, le Scoutisme éduque les jeunes, filles et garçons de chaque génération qui lui sont confiés, à devenir des citoyens responsables et engagés.

A travers l'analyse des problématiques qui affectent la jeunesse, en anticipant des propositions éducatives, en les confrontant dans un débat ouvert avec ses partenaires, le Scoutisme cherche à définir une alternative juste. Son succès tient dans sa capacité à traduire les besoins des jeunes dans des scénarios politiques et socio-économiques toujours différents, car son premier souci est de s'adapter aux réalités locales et nationales. C'est pour cette raison qu'il propose aux jeunes d'être partie prenante de la réponse à donner, au plus proche de leur communauté, là où son impact est le plus sûr. En leur proposant un cadre de réflexion critique, il joue ainsi un rôle d'éveilleur.

PARTAGER UNE ESPÉRANCE

A ces jeunes qui ont une envie d'idéal, et un besoin d'élargir des compétences qui leur permettront d'affronter l'avenir, le Scoutisme offre un cadre d'épanouissement original. Il possède aussi l'outil pour agir : un savoir-faire, un réseau, des partenaires.

Regardons donc au loin, et allongeons les chemins qui nous relient les uns aux autres. Sur ces routes d'humanité, les Scouts peuvent être des passeurs d'espérance en partageant cette vision d'un monde meilleur.

DR. EDUARDO MISSONI

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

© WOSM/ G SANMATEU

INTRODUCTION

LA JEUNESSE, UNE FORCE DE DÉVELOPPEMENT

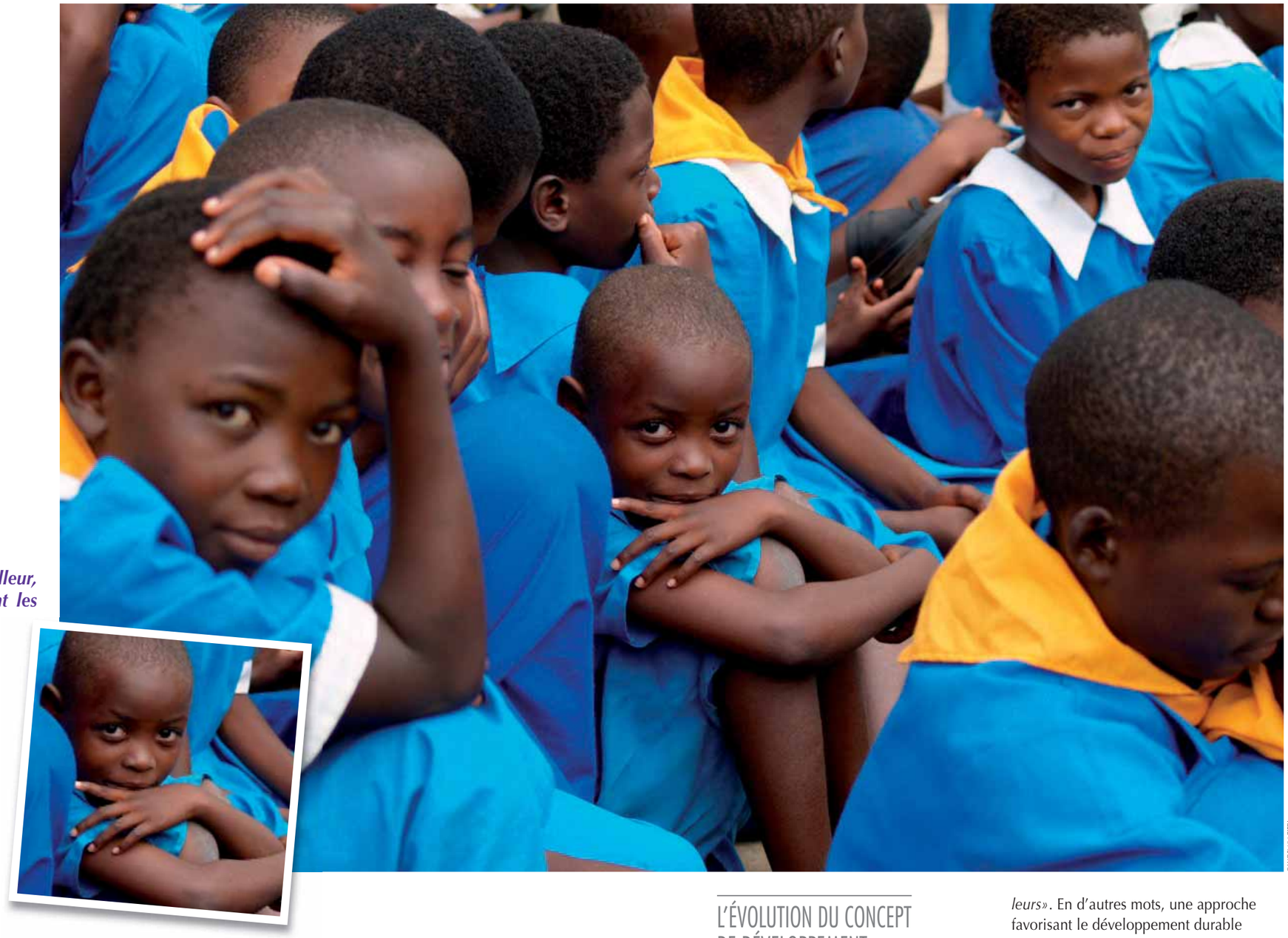
Combien de générations de jeunes ont entendu des responsables politiques dire qu'ils étaient l'avenir ? Combien de jeunes ont espéré voir se réduire la misère et des conflits se régler ? Combien sont-ils à être convaincus que leur environnement est sûr ? Ils sont nombreux à penser que l'avenir c'est aujourd'hui plutôt que demain, et à espérer que des décisions soient prises pour que leur vie quotidienne soit différente. Parmi ceux-là, il y en a qui considèrent que la mondialisation offre une chance énorme d'accéder à l'information planétaire, qu'elle créée de nouvelles opportunités d'échanges. Mais il y a aussi ceux qui doutent qu'elle leur apporte les améliorations économiques et sociales qu'ils espèrent, ou qui ressentent ses effets d'une manière injuste.

Les états signataires de la Déclaration du Millénaire se sont engagés à investir dans la jeunesse. Eveline Herfkens, Coordonnatrice de la Campagne du Millénaire des Nations unies est le grand témoin de ce premier dossier. Elle invite la jeunesse à être une force de développement. Le Mouvement scout, soutient les efforts des Nations unies. Créer de bonnes conditions de développement, préserver l'environnement, comprendre les effets de la mondialisation, réduire la pauvreté, éduquer à la paix : elle pense que ce sont des défis que les Scouts peuvent relever.

DÉVELOPPEMENT ET ENVIRONNEMENT

LE BIEN-ÊTRE DE L'HUMANITÉ AVANT TOUT

Si les jeunes sont convaincus que l'on peut construire un monde meilleur, il est essentiel qu'ils comprennent ce qui doit changer et trouvent les alternatives nécessaires pour parvenir à un vrai développement.



© WOSM/M.PIERI

La question du bonheur et comment l'atteindre a toujours été au cœur de la pensée de l'être humain. Chaque culture a élaboré sa propre idée du bonheur reflétant sa vision globale du monde. Dans le texte en sanscrit de Bhadrayaka Upaniad, Maitrey, qui pense déjà à la fortune dont elle va hériter, demande à son époux,Yjnavalkya : *«Si la terre entière était à moi, la richesse du monde entier m'appartiendrait, serais-je heureuse éternellement ou y aurait-il d'autres choses capables d'entraver mon bonheur en dépit du fait que je possède le monde entier ?»* A la réponse d'Yjnavalkya, que cela ne serait de toute façon pas le cas étant donné que sa vie serait certes plus confortable mais pas heureuse, Maitrey conclut: *«Que dois-je donc faire de cette chose qui ne me rendra pas éternellement heureuse, immortelle et satisfaite ?»*

QUE RECHERCHE-T-ON ?

Outre l'immortalité, le bonheur peut éventuellement être le résultat de l'épanouissement total de l'être humain provenant d'un équilibre entre des facteurs matériels, spirituels, environnementaux et sociaux. De même, cet équilibre ne dépend pas seulement des efforts de l'individu, qui joue certes, un rôle fondamental, mais également d'une société dans son ensemble et des valeurs qu'elle place au cœur même de son développement. Dès la seconde moitié du siècle dernier, la dimension économique a prévalu sur les autres comme orientation générale, et la croissance économique est très vite devenue synonyme de développement. Presque n'importe où dans le monde, lors de débats entre opposants politiques, les candidats se concentrent sur qui assurera la meilleure croissance du produit national brut (PNB). Comme cet indicateur représente la valeur marchande totale des biens et des services produits par l'économie d'une nation pendant une période de temps donnée, il ne prend pas en compte la qualité de ces biens et de ces services, ni l'impact social ou environnemental que leur production peut avoir. Il y a pourtant une différence morale et sociale selon qu'une économie nationale progresse en vendant des armes ou de la nourriture. Notamment si l'on se pose la question de savoir si cette nourriture est bonne ou mauvaise pour la santé. Enfin, l'impact environnemental du cycle de production des marchandises n'est pas toujours pris en compte.

L'ÉVOLUTION DU CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT

Sans abandonner l'approche économique, le concept du développement durable fit son apparition en 1987 dans le Rapport Brundtland *Notre avenir à tous* de la Commission des Nations unies sur l'environnement et le développement[1]. Ce rapport le définit alors comme *«un développement répondant aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs»*. En d'autres mots, une approche favorisant le développement durable ferait en sorte que la production et les modèles de consommation soient compatibles avec le respect de la nature et le souci de la justice.

Même si le Rapport a reconnu quelques limites à ce concept, celles-ci n'étaient pas absolues – elles étaient plutôt des contraintes liées au statu quo de l'époque en termes de technologie et d'organisation sociale, et à la capacité de la biosphère à supporter les effets

1. Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), 1988. Notre avenir à tous, Editions du Fleuve / Les publications du Québec, Montréal, 434 p.

UN DÉVELOPPEMENT QUI VA À L'ENVERS

Si en 1960 le revenu des 20% de la population la plus riche de l'humanité était 30 fois plus élevé que le revenu des 20% de la population la plus pauvre de la planète, en 1990 il était 60 fois plus élevé[2], et 74 fois en 1997[3].

de l'activité humaine. Toutefois, une confiance totale fut accordée à la capacité des futurs progrès technologiques et des améliorations de l'organisation sociale pour *«tracer le chemin vers une nouvelle ère de croissance économique*[4]*»*.

En juin 1992, le concept de développement durable a été établi selon vingt-sept principes lors de la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement[5].

D'UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE À L'AUTRE

Tout en insistant sur le fait que la *«croissance de la production nationale est absolument nécessaire»*, en 1990, le Programme des Nations unies pour le Développement a déterminé que l'objectif fondamental du développement devrait être la création d'un environnement qui permettrait aux individus de jouir d'une vie longue, saine et créative. Le concept de *«développement humain»* a été introduit comme le *«processus donnant un plus large choix aux gens*[6]*»*.

© WOSM/JBERTRAND

A partir de 1995, la dimension sociale a été renforcée avec l'adoption de la Déclaration de Copenhague. Elle reconnaît *«l'importance universelle du développement social et de l'amélioration de la condition humaine»* et constate que les *«sociétés doivent mieux répondre aux besoins matériels et spirituels des individus, de leurs familles et des communautés dans lesquelles ils vivent»*. De même, à Beijing, en septembre 1995, les gouvernements participant à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes déclaraient être résolus *«à faire progresser les objectifs d'égalité, de développement et de paix pour toutes les femmes dans le monde entier, dans l'intérêt de l'humanité tout entière*[7]*»*.

En septembre 2002, le deuxième Sommet de la Terre, organisé à Johannesburg dix ans après celui de Rio, aboutit à l'élaboration de la Déclaration de Johannesburg. Plusieurs thèmes, considérés comme préoccupants, sont abordés : le problème de l'accès à l'eau, source de conflit potentiel, le dossier des énergies et la lenteur dans la mise en œuvre des énergies renouvelables, la biodiversité et la santé, de nombreuses populations restant particulièrement exposées au paludisme et au VIH/Sida. Un plan d'action est rédigé, constatant la lenteur de la mise en œuvre de l'Agenda 21. Il recommande un changement profond des modes de production et de consommation en s'appuyant notamment sur l'analyse du cycle de vie des produits. Les points 5 et 11 de la Déclaration de Johannesburg, signée par les chefs d'État, précisent : *«Nous assumons notre responsabilité collective qui est de faire progresser aux niveaux local, national, régional et mondial le développement économique, le développement social, et la protection de l'environnement, piliers interdépendants et complémentaires du développement durable»*. Et la déclaration se poursuit ainsi : *«Nous estimons que l'élimination de la pauvreté, l'adaptation des modes de consommation et de production, ainsi que la gestion du stock de ressources naturelles nécessaires au développement économique et social sont des objectifs primordiaux de développement durable, et en sont aussi les conditions préalables*[8]*»*.

LES PROGRÈS TECHNOLOGIQUES NE SUFFISENT PAS

En 1987, la Commission des Nations unies sur l'environnement et le développement exprima l'hypothèse que les progrès technologiques pourraient pallier le manque de ressources et de matières premières et remédier à la production de déchets et à la pollution de l'environnement. Cependant, à Johannesburg, la communauté internationale dut reconnaître que : *«L'environnement mondial continue de souffrir. L'appauvrissement de la biodiversité se poursuit, les stocks de poissons s'épuisent, la désertification grignote de plus en plus de terres fertiles, les effets nuisibles du changement de climat sont déjà évidents, les catastrophes naturelles de plus en plus nombreuses et dévastatrices, et les pays en voie de développement sont plus vulnérables. Sans compter la pollution de l'air et de l'eau qui continue d'empêcher des millions de gens d'avoir une vie décente»*.

© WOSM/LINOSTROZA

En fait, les progrès technologiques ont effectivement accru l'efficience économique et environnementale des cycles de production (plus de production à des prix plus bas et moins de consommation des ressources non renouvelables), mais avec cette constante incitation à toujours consommer et produire plus, le résultat au final fut une augmentation - plutôt qu'une diminution - de l'utilisation des ressources non renouvelables et de la production des déchets.

Grâce aux progrès des technologies de l'information et de la communication, par exemple, on pensait que l'utilisation du papier serait systématiquement réduite. Or, le progrès technologique a également permis aux masses d'imprimer leurs documents à un coût de plus en plus faible. Résultat : la consommation de papier a fortement augmenté.[9]

Prenons l'exemple de l'industrie automobile. Considérée comme un véritable symbole en termes de statut social, la voiture représente un facteur de pollution important. Les nouveaux modèles consomment moins de carburant mais leur nombre et leur utilisation ont tellement augmenté qu'au bout du compte, les effets sur l'environnement sont pires qu'avant. Ainsi, les émissions de gaz ont été multipliées par quatre durant les cinquante dernières années. On pensait que le progrès réduirait les inégalités sociales, évincerait la faim dans le monde, etc. En réalité, le monde a enregistré des disparités toujours plus grandes, de nouvelles injustices, l'extension de crises et de nouveaux conflits, alors qu'un grand nombre de ressources naturelles sont en voie d'extinction.

UNE CAUSE MONDIALE

Suite à la reconnaissance de cet échec, en 2000, les 191 pays membres de l'Onu se sont engagés à réaliser, d'ici à 2015, les Objectifs du Millénaire pour le développement. La grande cause poursuivie par ces objectifs est de réduire l'extrême pauvreté et la faim[10], d'assurer un environnement durable, et d'améliorer les conditions d'existence de millions de gens vivant dans les pays pauvres. La Campagne du Millénaire fait état d'un milliard d'êtres humains vivant avec moins d'un dollar par jour[11]. Le nombre de pauvres a atteint les trois milliards (presque la moitié de la population mondiale), si l'on prend en compte ceux qui vivent avec moins de deux dollars par jour. Néanmoins, ces données basées sur le revenu ne donnent aucune information

2. Rapport Mondial sur le Développement Humain, PNUD, 1992.

3. Rapport Mondial sur le Développement Humain, PNUD, 1999.

4. Op. cit.1

5. Cette conférence a eu lieu du 3 au 14 juin 1992 et a réuni 173 pays.

6. Rapport Mondial sur le Développement Humain, 1990 & 2005, PNUD, New York.

7. http://www.un.org/french/womenwatch/platform.htm

8. Le plan d'action peut être téléchargé sur le site www.sommetjohannesburg.org

9. Hetemäki, Lauri and Nilsson, Sten (editors). "Information Technology and the Forest Sector" in IUFRO Task Force Report. Vienna: IUFRO-IIASA-Metla, 2005, p. 235.

10. Objectif n°1 du Millénaire.

11. www.un.org – Objectifs du Millénaire. Rapport 2005.

BRÉSIL

Citoyens dans les favelas

Les Scouts brésiliens ont exploré la dimension humaine du développement durable en essayant d'améliorer les conditions de vie de personnes vivant dans les favelas (bidonvilles) de São Paulo. L'União Escoteiros do Brasil s'est jointe à la Société de São Paulo pour le Développement du Scoutisme afin de construire un centre sportif, culturel et de loisirs. Ce type de centre communautaire offre d'excellentes opportunités de développer des activités socio-éducatives pour les jeunes dans la région. Ainsi, même dans les favelas, on peut avoir le sentiment d'être un peu plus citoyen avec un peu plus de dignité.

LA MISSION DU SCOUTISME A UN IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT

- Impliquer les jeunes pendant leurs années de formation dans un processus éducatif non formel ;
- Utiliser une méthode spécifique dans laquelle chaque individu est le principal agent de son développement en tant que personne autonome, solidaire, responsable et engagée.

sur le nombre réel de personnes pauvres. Mais les indices de pauvreté sont connus : elles ne parviennent pas à subvenir à leurs besoins essentiels tels qu'un abri confortable, la qualité des vêtements n'est pas convenable, la nourriture n'est pas en quantité suffisante. Il existe enfin d'autres éléments, matériels ou pas, qui sont généralement reconnus comme indispensables pour vivre dignement.

Avoir pour objectif d'assurer un environnement stable signifie exploiter intelligemment les richesses naturelles et protéger les écosystèmes complexes dont dépend la survie de l'humanité[12]. Selon le rapport de la Campagne du Millénaire, cet objectif ne peut pas être atteint avec les schémas de consommation et d'exploitation actuels. Les terres se dégradent, les espèces disparaissent et les climats changent. Les populations les plus pauvres sont directement touchées par ces phénomènes car leurs moyens de subsistance dépendent souvent de ressources que leur fournit le milieu. L'enjeu est donc d'intégrer les principes d'une conscience environnementale dans les politiques et les programmes nationaux et d'inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales.

© WOSWH.ABDULMONEM

Or, cela peut-il être atteint sans repenser profondément le modèle de développement dominant et nos choix de tous les jours ? Un avenir est-il possible avec un système basé sur une croissance exponentielle de la production de biens et dans lequel les ressources et la capacité de l'écosystème de la planète d'absorber les déchets sont limitées ?

Force est de constater que la société d'aujourd'hui fonctionne davantage selon une idée de développement allant à l'encontre du principe de durabilité. La consommation - ou plus précisément la surconsommation - est essentielle au fonctionnement d'une société qui mesure sa performance à sa croissance économique, donc à sa production de biens et de marchandises vendus. Elle doit sans cesse inventer de nouveaux besoins pour entretenir le système consumériste. Les «besoins» sont artificiellement créés par une publicité envahissante, poussant à consommer toujours plus et sans distinction. Les supermarchés et les centres commerciaux ne sont-ils pas devenus les nouveaux temples de notre civilisation ?

LES JEUNES, UNE CIBLE IDÉALE

Les jeunes constituent partout une cible importante et en paient le prix fort. C'est le cas, par exemple, du marché mondial de l'alimentation au sein duquel les enfants et les adolescents sont les plus exposés, et de plus en plus dans les pays pauvres, à une consommation excessive de sucres et de graisses dans la nourriture et aux boissons sucrées qu'ils ingurgitent. Cela contribue à l'épidémie d'obésité[13] qui gagne du terrain au niveau mondial. Le même constat s'applique également aux boissons alcoolisées[14] et au tabac[15] avec des conséquences tout aussi dramatiques.

Conformément à un tel modèle de société, les individus se reconnaissent essentiellement à travers ce qu'ils possèdent. Paraître est plus important qu'être. Le mythe de la richesse et du succès à tout prix pousse à une compétitivité exacerbée. Et les conséquences sont multiples. Au niveau individuel, on relève par exemple la détérioration des liens familiaux et des relations humaines, de plus en plus de frustrations, des maladies dues au stress, des dépressions allant parfois jusqu'au suicide (et notamment une augmentation alarmante au niveau mondial du nombre de suicides chez les jeunes entre 15 et 25 ans).

Au niveau collectif, l'appât du gain conduit à des dérives telles que l'exploitation des enfants, la prostitution, la corruption, les trafics illégaux en tout genre, une criminalité organisée impliquant de plus en plus les adolescents, etc. N'existe-t-il pas d'alternatives offrant de meilleures perspectives de vie ?

LES SCOUTS ET L'ÉCONOMIE

«Le scout est économe» dit clairement l'article 9 de la Loi scoute. Il inspire un comportement individuel et collectif qui cherche une forme de simplicité des besoins et des moyens. Mais comment résiste-t-on à l'appel de la consommation ?

LE SCOUTISME, MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'Organisation Mondiale du Mouvement Scout (OMMS) est reconnue comme une organisation non gouvernementale internationale (ONGI), notamment par les Nations unies depuis 1947. Elle travaille en collaboration avec d'autres ONGI dans de nombreux domaines tels que : l'éducation, la politique de la jeunesse, la coopération et le développement, la promotion de la paix etc. Grâce à leur présence dans le monde entier – 38 millions de Scouts et de Guides partagent le même engagement[16] qui passe par un engagement aux niveaux local, national et international, afin de structurer et mettre en œuvre des réseaux nécessaires au renforcement de la société civile[17].

LA VISION DU MOUVEMENT SCOUT

«En partant des valeurs énoncées dans la Promesse et la Loi scoute, la mission du Scoutisme contribue à l'éducation des jeunes afin de participer à la construction d'un monde meilleur, peuplé de personnes épanouies, prêtes à jouer un rôle constructif dans la société». Cette citation de Lord Baden-Powell, fondateur du Scoutisme, illustre bien la volonté du Mouvement de changer le monde.

De par son action éducative, le Mouvement scout contribue au renforcement de la société civile. Il agit pour le changement et participe donc à l'élaboration de nouvelles idées et de nouvelles approches pour le développement. Selon l'avis du Fondateur : *«Le danger repose dans le fait que les personnes sont habituées à avoir une pensée formulée pour eux sans s'exercer à leur propre jugement et prise de conscience»*[18].

La mission du Scoutisme est de contribuer à l'éducation des jeunes grâce à un système de valeurs basé sur la Promesse et la Loi scoutes et à la construction d'un monde meilleur[19] où les gens sont épanouis en tant qu'individus et jouent un rôle constructif dans la société. D'après les valeurs scoutes, un monde meilleur est un monde dans lequel la paix se construit à partir de la bonne volonté, sans discrimination d'aucune sorte, valorisant ainsi les différences personnelles. Par sa nature internationale, le Scoutisme encourage au dialogue interreligieux et interculturel. Une société guidée par un sens absolu de la justice, basée sur la qualité des relations humaines, sur la coopération plutôt que sur la compétition, où on atteint le bonheur en donnant aux autres. Un monde où l'amour de la nature prévaut, où la conscience de l'environnement grandit chaque jour un peu plus, en accord avec un style de vie simple et un usage respectueux des ressources. C'est une véritable utopie.

Les Scouts apprennent à respecter la nature lorsqu'ils participent à la vie de camp en pleine nature, aux randonnées, etc. Là, ils découvrent également qu'ils peuvent faire pour eux-mêmes des tas de choses dont ils se croyaient incapables, gâtés par une société où tout est prêt à l'emploi : *«En partant, ne laissez rien derrière vous, si ce n'est vos remerciements et un bon souvenir»*[20]. Voici encore un message du génial Baden-Powell. Pour le Scout il n'y a pas de différence entre la vie au camp et la vie de tous les jours. Dans une plus large interprétation, le concept correspond à une société dans laquelle les citoyens font attention à leur *«empreinte écologique»*[21].

Pour le Scoutisme le développement est la conséquence de l'enchaînement de deux processus qui amènent à un changement au niveau des individus et de la société. Il s'agit tout d'abord d'un processus d'éducation et de formation qui passe par la mission *«d'éduquer les jeunes à jouer un rôle actif dans la société»*.

L'impact sur la société se mesure par la contribution que chaque individu formé par le Scoutisme apporte dans différents domaines: économique, social, culturel, politique et environnemental.

Le Scoutisme est donc une pépinière d'agents de changement social et de développement ■

12. Objectif n°7 du Millénaire.

13. http://www.who.int/hpr/NPH/docs/gs_obesity.pdf

14.http://www.who.int/substance_abuse/publications/global_status_report_2004_overview.pdf

15.http://www.who.int/tobacco/research/youth/about/en/index.html

16. Association Mondiale des Guides et Eclaireuses (AMGE)/www.wagggsworld.org/en/home

17. Euro.scout.doc «Renforcer la société civile». Région européenne du Mouvement Scout. Avril 2004 - n°3. OMMS, Richard Amalvy, Giuseppe Porcaro.

18. Mario Sica ,«Footsteps of the Founder», n° 271, Edizioni scout nuova fiordaliso edition 2002 - (Source: Scouting and Youth Movements, 1929).

19. Voir partie 2/ chapitre 1 «Éducation», définition de l'éducation non formelle, (pages 46-47).

20. Op. cit. 18 «Footsteps» n°39.

21. Une empreinte écologique est la quantité de terre et d'eau dont les êtres humains ont besoin pour fournir les ressources nécessaires à leur propre entretien vital et absorption des déchets.

CANADA ET AFRIQUE DU SUD

Observer les changement climatiques

Les changements climatiques et leurs effets négatifs sur la terre ont incité les Scouts canadiens et l'Association des Scouts d'Afrique du Sud à développer, tester et mettre en œuvre un programme innovant et totalement adaptable qui s'intéresse aux problèmes environnementaux. Conçu avec l'aide de l'Agence canadienne de développement international et le groupe Delphi pour les louveteaux, les scouts et les pionniers, le programme comporte l'introduction d'un nouveau badge et est centré sur la conservation de l'énergie et comment s'adapter aux effets locaux du changement climatique.

GRAND TÉMOIN

EVELINE HERFKENS

COORDINATRICE EXÉCUTIVE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CAMPAGNE DU MILLÉNAIRE DES NATIONS UNIES

LA CAMPAGNE DU MILLÉNAIRE

Comment progresse la Campagne du Millénaire ? Par exemple, 2005 a été une année clef pour ce qui est d'un meilleur accès à l'éducation. Mais les objectifs n'ont pas été complètement atteints. Pouvez-vous nous donner quelques résultats positifs ?

En effet, 2005 a été une année décisive pour la Campagne du Millénaire. La Campagne a soutenu avec force la plus grande alliance anti-pauvreté de l'histoire. L' Appel global à l'Action anti-pauvreté a réuni plus de 600 ONG nationales et internationales. Au cours de trois journées clefs en 2005, la coalition a mobilisé plus de 30 millions d'individus décidés à tout mettre en œuvre pour mettre fin à la pauvreté dans le monde (G8, Sommet mondial, OIT). Depuis les petits villages au Kenya jusqu'aux capitales d'Europe, petits enfants et citoyens plus âgés, des millions de personnes ont lancé un appel auprès de leurs gouvernements pour qu'ils entreprennent des actions urgentes pour sauver les vies des individus en situation de grande pauvreté. L' Appel global pour une action contre la pauvreté a montré que nous pouvons faire la différence lorsque nous nous mettons ensemble et que nos gouvernements sont contraints de nous écouter !

En ce moment, que pouvez-vous dire de la mise en œuvre de la Campagne du Millénaire ?

2005 a également constitué la première année de référence pour les objectifs du Millénaire. Cinq ans après la signature des Objectifs, le monde a été contraint de réaliser

22. Source : Objectifs du Millénaire pour le développement. Rapport 2005.

LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE : 8 AXES PRIORITAIRES DE DÉVELOPPEMENT

Lors de la 55ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies («Sommet du Millénaire»), la résolution 55/2 a été signée par 189 Etats Membres. Leur *«Déclaration du Millénaire»* commune a reconnu *«des devoirs à l'égard de tous les citoyens du monde, en particulier des personnes les plus vulnérables, et tout spécialement les enfants, à qui l'avenir appartient»*. Le plan pour la mise en oeuvre des objectifs de développement de l'Onu pour le Millénaire a été adopté en septembre 2001[22]. Ils sont détaillés un par un mais ne doivent pas être considérés comme des problématiques à résoudre de manière individuelle. Au contraire, les uns interagissant avec les autres, les objectifs du Millénaire font l'objet d'une action globale, et comprennent l'idée de repenser la signification et la direction du développement.

1. **Réduire l'extrême pauvreté et la faim :** le taux de pauvreté est en baisse dans le monde, en Asie surtout. En revanche, des millions de personnes ont sombré dans la misère en Afrique subsaharienne, région où les pauvres sont de plus en plus pauvres.
2. **Assurer l'éducation primaire pour tous :** cinq régions en voie de développement en sont presque à une scolarisation universelle. En Afrique subsaharienne, moins des deux tiers des enfants vont à l'école primaire. D'autres régions, dont l'Asie du Sud et l'Océanie, ont encore de gros efforts à fournir. Notamment la mise en place d'une politique de scolarisation qui maintient les enfants à l'école et leur offre un enseignement valable.
3. **Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes :** petit à petit, l'écart entre les sexes diminue. Mais, dans presque toutes les régions en voie de développement, les femmes sont moins nombreuses que les hommes à avoir un emploi. Et même lorsqu'elles en trouvent un, il demeure précaire et peu payé. D'autre part, on ne compte que 16% de femmes élues aux parlements à travers le monde.
4. **Réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans :** le taux de mortalité est en baisse mais le nombre de décès est encore de 3.000 par jour soit 1 million par an pour des raisons qu'on pourrait éviter. Il suffirait d'élargir des programmes, peu coûteux et déjà en place.
5. **Améliorer la santé maternelle :** plus d'un demi-million de femmes meurent pendant la grossesse ou pendant l'accouchement. Les progrès sont inexistants dans les pays où la procréation est la plus risquée (Afrique subsaharienne).
6. **Combattre le VIH/Sida, le paludisme et autres maladies :** le Sida est la première cause de décès prématurés en Afrique subsaharienne. Il se propage de manière alarmante dans les pays européens de la Communauté des états indépendants. Quant au paludisme, sur le million de morts dûs chaque année à cette maladie, 90% sont enregistrés en Afrique subsaharienne.

© WOSM/A.MORALES

que parce que certains pays ne remplissent pas leurs promesses relatives aux objectifs, les peuples souffrent. Certains pays ont été forcés de payer plus en dette qu'en soins de santé, des enfants se couchent chaque soir la faim au ventre, des femmes sont privées d'éducation parce que ce sont des femmes. Au Sommet mondial en septembre 2005, les chefs d'états du monde entier ont une fois de plus engagé leur pays à réaliser les Objectifs du Millénaire. Maintenant nous avons deux promesses internationales d'aider les vies de 1,2 milliard d'individus qui vivent avec moins d'un dollar par jour.

Quel rôle les jeunes peuvent-ils jouer dans la Campagne du Millénaire ? Que peuvent-ils faire pour leur propre développement ?

Sans l'aide des jeunes, les Objectifs du Millénaire ne seront tout simplement pas atteints. Le vieux cliché *«les jeunes sont l'avenir»* est toujours d'actualité, mais ils ne sont pas seulement l'avenir, ils sont également le présent. Les jeunes vivent dans un monde qui n'a jamais connu une telle prospérité, mais également dans un monde avec des inégalités extrêmes, un monde dans lequel les décisions de quelques-uns influencent les vies de beaucoup de personnes. 2,8 milliards d'individus ont moins de 25 ans, et dans les pays en développement, les jeunes représentent 70% de la population. Si les jeunes du monde sont exclus du processus de développement, nous allons passer à côté des préoccupations de la moitié de la population du monde. Ces objectifs ne peuvent pas être atteints par les bureaucrates de l'O.N.U., ils ne peuvent être réalisés que dans les villages, les villes, les nations. Ce sont les objectifs des individus et le monde a besoin que les jeunes soient au centre de ce processus.

Après une année de collaboration avec le Scoutisme mondial, comment le Scoutisme contribue-t-il à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ? Pourquoi le Scoutisme mondial est-il un partenaire important ?

La Campagne du Millénaire a toujours considéré le Scoutisme mondial comme un partenaire apprécié dans le combat

7. **Assurer un environnement durable :** pour inverser la tendance dans le processus d'épuisement des ressources naturelles, il faut améliorer la condition des pauvres dont la subsistance est souvent liée aux ressources du milieu. L'eau potable est devenue plus accessible mais la moitié de la population mondiale n'a ni toilettes ni équipements sanitaires.

8. **Mettre en place un partenariat :** les pays en développement doivent consentir à un effort considérable en vue d'un allègement de la dette mais aussi d'ouvertures commerciales, de transferts de technologies et d'amélioration des perspectives d'emploi pour les jeunes par les pays développés.

www.millenniumcampaign.org

www.millenniumcampaign.org/youth

23. La campagne «Jeunes du Monde» a été lancée dans le cadre de l'accord signé entre l'OMMS et la Campagne du Millénaire en avril 2005.

24. Voir partie 2/ chapitre 1 «Éducation», définition de l'éducation non formelle, (pages 46-47).

LES JEUNES ET LA CAMPAGNE DU MILLÉNAIRE

L'Organisation Mondiale du Mouvement Scout propose deux voies pour s'investir dans la Campagne du Millénaire et aider à atteindre les buts définis dans ce cadre.

La Campagne «Jeunes du Monde»[23], développée avec d'autres organisations pour éduquer et mobiliser les jeunes pour la réalisation de projets dans le cadre de la campagne du Millénaire. Elle s'adresse aux jeunes de 15 à 26 ans scouts ou non-scouts désireux de contribuer à la construction d'un monde meilleur.

Le Brevet Scouts du Monde, qui concerne la section «*Routiers*»* du Scoutisme. Ce brevet atteste de la capacité d'un jeune à prendre conscience des enjeux mondiaux et à acquérir l'expérience et les compétences nécessaires pour devenir un citoyen du monde.

L'action des jeunes se base sur des valeurs universelles telles que la liberté, la tolérance, l'égalité, le respect de la nature et la responsabilité partagée.

Ce brevet est également ouvert aux non-scouts âgés entre 18 et 22 ans. Il s'obtient après avoir franchi les deux étapes suivantes :

- Découverte des Scouts du Monde : une aventure de plusieurs jours mettant l'accent sur l'environnement, le développement ou la paix;
- Service volontaire des Scouts du Monde : au minimum deux semaines de travail en tant que participant à un projet déjà mis en place par une organisation ou afin de développer un projet avec un groupe d'amis.

**Branche aînée du Scoutisme (17-22 ans)*

global pour réaliser les Objectifs du Millénaire. Regroupant 28 millions de Scouts dans plus de 155 pays de par le monde, le Scoutisme est une voix puissante qui peut influencer les cœurs et les esprits des gens dans vos communautés et pays. Mais sa voix n'est pas simplement puissante par le nombre de ceux qui la font entendre, mais également par leurs actions. Les Scouts ont toujours participé à d'importants projets de développement, en venant en aide aux moins chanceux. Cependant, toutes les initiatives du secteur privé, groupes de jeunes, ONG, églises… ne pourront jamais complètement compenser le manque d'action des gouvernements à remplir leurs promesses. C'est la raison pour laquelle nous devons tous élever nos voix et exiger des gouvernements qu'ils remplissent leurs promesses. Nous savons ce qui doit être fait et nous avons les moyens de le faire. J'ai confiance que lorsque les jeunes sauront ce qui se passe réellement dans le monde, ils ne se croiseront pas les bras et n'attendront pas que les choses aillent mieux, ils prendront des initiatives et apporteront de réels changements.

© WOSM/A.MORALES

Voyez-vous le système d'éducation non formelle de la même manière que le système scolaire formel ?

L'éducation non formelle[24] est certainement devenue un complément important à l'éducation formelle en ce sens qu'elle fournit les compétences et la formation aux jeunes, mais la disponibilité de l'éducation non formelle ne peut pas être une excuse pour les gouvernements de ne pas offrir une éducation de base gratuite à chacun. Aujourd'hui, moins de 6 enfants sur 10 en âge scolaire en Afrique subsaharienne n'ont jamais vu une classe. La responsabilité de cette situation inexcusable revient tant aux pays riches qu'aux pays pauvres. Les pays pauvres doivent redistribuer leurs ressources de manière à ce que l'éducation de base soit un droit fondamental pour chaque citoyen, homme et femme. Les droits d'inscription dans l'enseignement primaire doivent être éliminés et les écoles doivent être construites près des zones rurales. La responsabilité des pays riches est aussi grande. Ils doivent être plus généreux et tenir leurs promesses d'aide, annuler les dettes, et créer de plus grandes opportunités de commerce avec les pays plus pauvres. Les pays riches doivent également veiller à ce que leurs citoyens soient bien informés des problèmes au niveau mondial. Il ne s'agit pas uniquement d'enfants qui n'ont jamais vu une classe, il s'agit aussi de jeunes qui dans les pays riches ne savent pas comment vivent d'autres jeunes dans ces pays, et comment leurs propres sociétés portent la responsabilité de ce problème. Rappelez-vous que nous sommes la première génération dans l'histoire du monde qui peut enfin mettre un terme à la pauvreté extrême. De grâce, faites en sorte de ne pas rater cette occasion.

Lorsque vous avez signé le protocole d'accord l'année dernière, vous avez dit que les «Scouts essayent de rendre possible l'impossible». Que vouliez-vous dire ?

Je faisais référence à l'injonction de Baden-Powell : *«Rendre l'impossible possible»* et j'ajoutais que nous demandons seulement de *«rendre possible ce qui est possible»*. Ces objectifs du Millénaire sont réalisables. Nous avons les promesses des gouvernements à leur plus haut niveau et nous avons les connaissances et les ressources pour améliorer la vie de milliards d'individus qui vivent avec moins de 1 dollar par jour. Nous ne demandons pas l'impossible, nous demandons un minimum d'actions que les gouvernements ont promis, mais qu'ils omettent de réaliser ■

FRANCE

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SIMPLICITÉ VOLONTAIRE

© C.BARTHOMIER

Depuis toujours, les Eclaireuses et les Eclaireurs Unionistes de France (EEUdF), branche protestante du Scoutisme Français, ont la volonté d'éduquer à une citoyenneté écologique. Leur action se fonde sur une philosophie de vie, appelée simplicité volontaire et qui propose, à travers la simplification des besoins quotidiens, d'augmenter la qualité de vie. Loin du tumulte de la société d'hyper-consommation, le Scoutisme protestant français veut inventer et construire de nouvelles formes de croissance et de nouveaux modèles de relations aux autres et à la nature.

Selon les EEUdF, les mouvements d'éducation ont le devoir de former les enfants et les jeunes pour les rendre acteurs du développement durable. Ils estiment que, de par sa pratique d'activités en pleine nature, le Scoutisme doit être au centre d'une démarche de changements avec deux défis éducatifs.

Le premier consiste à sensibiliser les jeunes et les adultes du Mouvement à la protection de l'environnement. Concrètement, il s'agit d'expliquer aux campeurs les concepts, les enjeux ou encore les constats liés à l'environnement pour faire évoluer les mentalités. Pour cela, le Mouvement scout dispose de nombreux outils pédagogiques.

Le second défi relève de l'action. L'objectif est que les jeunes adoptent un comportement respectueux de la nature et au-delà du respect, qu'ils agissent directement sur l'environnement pour l'améliorer. Cela passe par des installations de camp astucieuses, ainsi que par des comportements responsables dans la vie quotidienne.

Les EEUdF viennent de publier Ecolo Camp, un guide pédagogique à l'intention des responsables de camps, un «Best-of» des bonnes pratiques rencontrées dans les régions du Mouvement, basées sur la simplicité de l'action.

MONDIALISATION

GLOBALE, LOCALE OU GLOCALE ?

La mondialisation a fortement modifié les échanges entre les hommes d'un point de vue économique, social et culturel. Tout en espérant plus sur le plan social, la jeunesse mondiale doute des tendances économiques qui dominent le phénomène.

©WOSM|JPOUTEAU

© WOSM|INOSTROZA

Le dernier rapport mondial des Nations unies sur la Jeunesse l'indique clairement : le souci d'un monde meilleur, d'une redistribution des richesses plus équitable, de conditions de vie dignes pour tous, d'un environnement préservé figurent parmi les principales préoccupations de la jeunesse mondiale[1]. C'est la raison pour laquelle on retrouve la jeunesse engagée dans les mouvements alter ou anti-mondialistes. La plupart de ces jeunes voudraient s'assurer qu'ils bénéficient des retombées positives du phénomène de la mondialisation et compter comme un moteur de changement essentiel. Comme tous ceux qui rêvent d'un monde où l'être humain et l'avenir de la planète passeraient avant l'économie, les jeunes pensent généralement qu'il est beaucoup plus réaliste et surtout plus efficace de changer le système de l'intérieur, c'est-à-dire de valoriser les opportunités offertes par la mondialisation, tout en étant à l'abri des conséquences négatives[2] d'un processus de globalisation conduit par une vision purement économique de la société.

Parce que la jeunesse n'est pas seulement synonyme de comportements à risque, de drogue et de violence, elle appelle les organisations intergouvernementales et les gouvernements à mettre en œuvre des politiques de jeunesses qui prennent en compte les défis du développement. Il s'agit de mettre l'être humain et l'environnement au cœur des décisions politiques et le développement au service de l'Homme.

Telle est l'orientation que différentes organisations internationales et organisations de jeunesse comme l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout ont prise et appellent de leurs vœux comme ligne de conduite de l'ensemble des acteurs de la gouvernance mondiale. Il s'agit alors d'identifier les différentes opportunités offertes par la mondialisation puis de la transformer en une force positive et équitable pour tous les peuples du monde. Mais comment et par qui ?

1. Rapport mondial sur la jeunesse 2005, UN, chap 1. p 13. (United Nations 2005)

2. Ibid chap 1. p 11-12.

DES ENJEUX QUI NE DATENT PAS D'HIER

La mondialisation a un impact sur l'individu, sur les groupes sociaux, sur les petites ou grandes communautés locales ou régionales, et sur les nations. Mais la réciproque est aussi vrai : chacun peut avoir un impact sur la mondialisation afin de l'orienter selon des valeurs et des principes de fraternité, de solidarité et d'humanité et la contrôler lorsqu'elle sert de motif ou de prétexte

POSITIVER LA MONDIALISATION

Les jeunes qui se sentent concernés par la question de la mondialisation veulent être associés à la réflexion. Certains organes de décision politique l'ont compris comme le Conseil de l'Europe, qui réfléchit à cette question à travers sa politique de jeunesse. Elle est aujourd'hui un secteur important de l'action du Conseil de l'Europe. Du 6 au 8 mai 2004, à Strasbourg, ce dernier a invité 400 représentants des jeunes et des organisations de jeunesse de toute l'Europe ainsi que d'autres continents à réfléchir sur le thème *«Europe, jeunesse et mondialisation : jusqu'où va ton horizon ?»* Le rapport[3] de ce colloque souligne la remise en cause de certains modèles par les jeunes mais aussi leur désir de vivre dans un monde plus sensible et plus humain et de construire de nouveaux engagements politiques. Les jeunes estiment que l'Europe a besoin d'un retour à une politique plus réaliste, porteuse de changements, qui doit inventer de nouvelles règles de gouvernance basée sur la responsabilité de chacun.

QU'EST-CE QUE LA GLOCALISATION ?

Selon Roland Robertson, sociologue à l'Université d'Aberdeen, en Ecosse, le «glocal» comporte une vision plus complexe que la «globalisation», un phénomène qui a été jusqu'ici considéré uniquement dans sa dimension économique, laissant de côté ses aspects sociaux et culturels. Or, pour ce chercheur, le concept de «glocalisation» a le mérite de restituer à la globalisation sa réalité multidimensionnelle. En même temps, selon lui, le mélange entre global et local réussirait à éviter que le mot «local» ne définisse qu'un concept identitaire, le «chez soi» confortable et sûr, contre le chaos de la modernité jugée à la fois dispersive et «homologante».

En ce sens, la «glocalisation» est une globalisation qui se donne des limites, qui doit s'adapter aux réalités locales au sein de laquelle on a compris que, pour faire avancer la cause du «local», il faut agir au niveau global. Le fameux slogan «penser global, agir local», s'applique aisément au Mouvement scout qui a une vraie nature glocale : il reconnaît avoir une responsabilité globale tout en ayant la capacité d'agir au niveau local.

pour violer des principes moraux, pour créer une pratique de l'exclusion et pour faire qu'une catégorie d'hommes s'emparent de tous les pouvoirs.

Relativement nouveau dans son appellation, ce phénomène existe en fait depuis plus de 2000 ans. En effet, on retrouve déjà le processus d'extension des échanges économiques dans l'Antiquité. L'Empire romain étendait ses échanges non seulement à tout le Bassin méditerranéen, mais aussi vers l'intérieur de l'Afrique et le nord de l'Europe. A différents moments de l'histoire, les hommes ont eu l'impression qu'ils connaissaient et contrôlaient le monde entier. Notamment lors de la *«découverte»* de l'Amérique par Christophe Colomb et au moment où les impérialismes européens se sont partagé les pays qui sont devenus leurs colonies, à la fin du XIXe siècle[4].

© WOSM/V.ORTEGA

Plus récemment, le sociologue Marshall McLuhan a utilisé l'expression *«the global village»* (le village planétaire) pour *«caractériser l'étendue des communications électroniques qui fait du monde une petite communauté. Ainsi, les gens des différentes régions du monde suivent en même temps les événements à travers la télévision»*[5].

Ainsi, le processus de mondialisation n'est pas nouveau mais a connu une forte accélération ces vingt-cinq dernières années. Le changement est à la fois spatial, temporel et culturel. Certes, un grand nombre d'activités sociales, économiques et politiques ont aujourd'hui dépassé les frontières traditionnelles internationales politico-administratives, en devenant transnationales. Grâce aux moyens de communication plus rapides et meilleur marché, les distances ont été fortement réduites, les échanges sont plus rapides et des habitudes liées à des comportements *«globaux»* s'imposent au niveau local.

LE FOSSÉ ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES SE CREUSE

Or, bien qu'avec la mondialisation la plupart des individus se reconnaissent à travers certaines références communes, comme les marques, tous ne vivent pas le même quotidien selon où ils se trouvent sur la planète et la position sociale qu'ils occupent. Et en dépit de ces *«progrès»*, le fossé entre les riches et les pauvres s'est accentué. En effet, le problème n'est pas la mondialisation en soi, considérée comme un moyen d'accroître les échanges entre les individus et les populations à travers le monde, et cela grâce à l'évolution scientifique et technologique, mais les conséquences sociales, culturelles et environnementales d'un phénomène régi par sa dimension économique et un nombre limité d'acteurs.

En effet, sur le plan économique, la mondialisation a été décrite comme étant : *«l'émergence d'une économie globalisée opérant directement au niveau international et non plus à celui des états-nations, la convergence des marchés à l'échelle du monde, l'émergence des firmes multinationales globales (encadrement, investissement et recherche et développement étant dénationalisés)»*[6]. Sur le plan financier, son trait essentiel est la *«…constitution d'un marché mondial de capitaux»*. Ce processus va de pair avec l'extension d'un modèle de société occidental qui assimile développement et progrès à la quête d'une croissance économique à tout prix. Les disparités augmentent alors que la diversité humaine (et aussi biologique) est en jeu.

LE VILLAGE MONDIAL DU DÉVELOPPEMENT

Dans l'histoire des Jamborees Scouts Mondiaux, la naissance du Village Mondial du Développement[7] (VMD) en 1992 a été une innovation importante. Le VMD s'organise comme un vrai village avec une place centrale et chacune de ses rues principales consacrées à l'un des thèmes de reflexion (éducation, environnement, santé, droits de l'Homme etc.) où les partenaires du Mouvement proposent des ateliers et des expositions. Le VMD est donc un espace d'activités qui a pour objectif de mieux faire comprendre aux jeunes les problèmes qui se posent dans le monde d'aujourd'hui, les invite à découvrir de quelle manière les Scouts peuvent participer à leur résolution et apprendre des techniques concrètes qui peuvent être utilisées à cette fin au sein de leur propre communauté.

3. «Europe, Jeunesse et Mondialisation : jusqu'où va ton horizon ?» événement organisé à Strasbourg en mai 2004. www.coe.int/youth

4. Dictionnaire historique et géopolitique du 20e, sous la direction de Serge Cordelier, Ed. La Découverte, Paris 2000, p.461 Bib. CitéREF 909.82DIC

5. Anthony Giddens, «Sociology», 4th edition, Polity Press and Blackwell Publishers Ltd, Cambridge, 2001, p. 690.

6. Op. cit. 4.

7. Le VMD a été organisé pour la première fois lors du 17ème Jamboree Scout Mondial en août 1991 en Corée.

8. Ritzer, George, The Globalization of Nothing, Pine Fogre Press, Thousand Oaks, California 2004.

9. Op. cit. 1, pp 11-13.

10. On estime aujourd'hui à 130 millions le nombre de jeunes illettrés arrivant à l'âge adultes et sur le marché du travail, Opus cit.1. «It is estimated that illiterate youth are today 130 millions as they enter adulthood and the job market».

11. Article : «World Commission on the Social Dimension of Globalization. Globalization can and must change», World of Work, Magazine of the ILO, Geneva, No. 50, March 2004.

VERS UN PROCESSUS DE GLO-CALISATION

Le monde semble n'avoir pas d'autre alternative que d'accepter cette vérité, alors que la remise en question de cette thèse à travers différentes cultures, approches et expériences pourrait s'avérer fondamentale pour assurer une amélioration durable des conditions de vie à l'échelle mondiale. En fait, alors que le processus de mondialisation pourrait être difficilement arrêté, la défense et la promotion des cultures locales, avec leurs spécificités et leurs diverses approches, pourraient positivement influencer la globalisation et la transformer en un processus plus riche de *«glo-calisation»* (voir encadré). En plus de pouvoir choisir parmi plusieurs options, cela permettrait de garder un œil critique sur l'innovation sociale et culturelle, tout en profitant de la richesse de la diversité, plutôt que de s'abandonner au processus d'homogénéisation en cours.[8]

© JP.POUTEAU

Cela correspond à un type de mondialisation plus «équitable», fondé sur une meilleure intégration de nombreux jeunes[9]. Dans le monde globalisé, ces derniers présentent plusieurs avantages : ils ont grandi avec les nouvelles technologies et sont très mobiles. Aux gouvernements, ensuite, de leur donner la possibilité de profiter des opportunités offertes par la mondialisation en leur assurant une éducation et une formation de qualité. Malheureusement, de nombreux pays ne parviennent pas à relever ce défi[10]. Dans une situation où les dimensions mondiale, locale et individuelle sont inextricablement liées, tout changement affecte notre vie au quotidien.

A l'échelle individuelle, on peut donc résumer les inquiétudes par quelques phrases des participants aux colloques convoqués par la Commission mondiale sur la dimension sociale de la globalisation. Il y a «un sentiment croissant d'insécurité non seulement parmi les gens ordinaires mais aussi dans les pays et des régions entières» ; *«…il n'y a aucun sens à adopter une mondialisation qui réduit le prix d'une paire de chaussures pour un enfant mais fait perdre son travail au père»*; *«si la mondialisation est un fleuve, nous devons construire des barrages afin d'en canaliser les effets»*[11]. Ces trois réactions issues de trois continents différents (Costa Rica, Philippines, Pologne) nous guident vers trois pistes de réflexion plus que jamais nécessaires : la vulnérabilité et la précarité qui conduisent à la désintégration sociale, les contradictions de la mondialisation sur le plan économique, et le besoin d'une prise en charge politique à tous les niveaux.

ROYAUME-UNI

Une meilleure conscience globale

En association avec l'Association nationale des jeunes paysans, l'Association des Scouts du Royaume Uni a lancé le projet GAPP (Global Awareness Partnership Project), présenté au Jamboree Scout Mondial du Chili en 1998. Soutenu par le ministère de l'Education et de l'Emploi, ce programme visait à encourager la prise de conscience globale et la connaissance des questions internationales en abordant les sujets liés à l'environnement et à la mondialisation, en utilisant la dynamique des groupes de pairs auprès des adolescents. Encourager les jeunes à jouer un rôle plus actif dans la prise de décisions et la gestion de tels projets a favorisé le succès et le développement de l'éducation à la mondialisation parmi les jeunes. Ce projet et sa méthode d'animation sont maintenant appliqués par d'autres associations scoutes.

FOSSÉ TECHNOLOGIQUE ET SOURCES LIBRES

Parce que l'un des premiers droit est celui qui consiste à avoir accès à l'information, l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout cherche à créer des systèmes de communication alternatifs pour ceux qui ne peuvent pas se connecter aux systèmes de communication électronique, en vue de surmonter le fossé technologique. Qu'il s'agisse d'utiliser la radio hertzienne en Afrique, ou de promouvoir des logiciels altenatifs en sources libres, l'essentiel est de réduire l'inégalité d'utilisation des médias selon les pays et de diminuer l'effet des monopoles.

LA RESPONSABILITÉ GLOBALE DU SCOUTISME

Le Scoutisme, en tant que mouvement de jeunesse mondial a une responsabilité qui l'invite à répondre aux défis de la mondialisation. Pour le Scoutisme, cela passe par un engagement éducatif et social, tant au niveau local qu'au niveau international. Invités par leur Fondateur à être des citoyens du monde engagés à tout mettre en œuvre afin de *«laisser le monde meilleur qu'ils ne l'ont trouvé»*, les Scouts ont la possibilité d'être des agents de changement et de développement à travers leur expérience au sein de ce mouvement[12]. La connaissance, la promotion et le développement de la culture locale font partie intégrante de l'activité des groupes de Scouts tandis que le partage des expressions culturelles - incluant la nourriture, le mode de vie, la musique et les danses - enrichit l'expérience éducative de chaque camp ou réunion internationale.

© WOSM/H.ABDULMONEM

Rassemblement international de jeunes, le Jamboree[13] représente l'exemple le plus grandiose et le plus excitant de cette rencontre des cultures. Le Jamboree donne également une perception visuelle de la caractéristique *«glocale»* du Scoutisme. Son indubitable dimension mondiale et transnationale se voit de manière évidente à travers la compréhension immédiate commune des symboles, des pratiques au-delà de toute délimitation d'ordre national, culturel, politique ou administrative, ce qui suppose de surmonter la barrière des langues de façon créative. On ne cherche pas à gérer la variété de couleurs et de formes des uniformes et des foulards scouts, tout comme les coutumes de chaque contingent national.

La fraternité qui lie tous ceux qui ont prononcé la Promesse Scoute[14] leur a réellement permis de surmonter les différences et les tensions, même en temps de conflit. Le slogan *«Un monde, une promesse»*, adopté à la veille du second centenaire du Scoutisme qui débutera en 2007[15], reflète bien la compréhension que les Scouts ont de leur engagement commun au niveau mondial, mais aussi de la responsabilité du Mouvement qui dépasse les frontières dans la promotion d'une citoyenneté universelle basée sur une éthique commune.

Dans les années qui viennent, la crédibilité du Scoutisme, en tant que mouvement d'éducation non formelle,[16] se jouera sur sa capacité à faire surgir de ses rangs, chaque année, plusieurs dizaines de milliers de jeunes hommes et de jeunes femmes possédant les compétences, les connaissances et la motivation pour mettre en question les approches dogmatiques, identifier des alternatives et prendre une part active, voire conduire des projets de changement social, aux niveaux local, national, international et mondial, visant à l'avènement d'une société plus ouverte, plus juste, apaisée et respectueuse de la nature ■

12. «Le Scoutisme a pour mission - en partant des valeurs énoncées dans la Promesse et la Loi Scoutes- de contribuer à l'éducation des jeunes afin de participer à la construction d'un monde meilleur peuplé de personnes épanouies, prêtes à jouer un rôle constructif dans la société». Déclaration de mission par la Conférence Mondiale du Scoutisme réunie à Durban, Afrique du Sud, 1999.

13. Le Jamboree : C'est un mot indien qui signifie "rassemblement des tribus". Baden-Powell l'a utilisé pour désigner le rassemblement international des adolescents scouts qui a lieu tous les quatre ans.

14. La Promesse : c'est l'engagement individuel que chaque Scout formule sur les termes de la loi scoute.

15. En 2007, le Scoutisme fête son centenaire. Voir «Cent ans de Scoutisme: un tremplin pour le futur» page 96.

16. Voir pp 46-47.

TOGO

Commerce équitable

Dans le cadre d'un séjour de coopération, cinq Scouts aînés français se sont rendus à Kpalimé, au Togo en 2005, pour analyser et comprendre le fonctionnement du commerce équitable mis en place par l'organisation paysanne locale qui souhaitait utiliser cette dynamique pour développer économiquement sa région. Au terme d'un séjour de trois semaines, les mesures à prendre pour optimiser le système étaient claires: augmenter les débouchés et le rendement de la production de fruits séchés à partir des matières premières telles que l'ananas, la mangue et la banane. Les bénéfices issus du commerce équitable ont d'ores et déjà permis la construction de onze écoles et le réaménagement des pistes de plusieurs villages.

BANGLADESH

UN VILLAGE GAGNE SON INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

© WOSM/D.BENARD

A Bahadurpur, Bangladesh, il est un village qui est un bon exemple des changements sociaux et économiques apportés par les Scouts aînés. Ceux-ci ont fait beaucoup pour la communauté : construire des écoles et des routes, et réduire les risques sanitaires. Ce n'est donc pas une surprise si la population locale lui a donné un nouveau nom en signe de gratitude : Rover Poly, qui signifie le village des Scouts aînés. Les jeunes du village ont appris à évaluer les besoins de la communauté et comment transformer et maintenir une économie locale autosuffisante et construire des maisons plus saines.

En 1978, lorsque le projet a démarré, les Scouts de la branche aînée se sont rendus compte que pour créer des changements sociaux et économiques, ils devaient identifier les domaines qui demandaient l'aide la plus urgente et travailler à les améliorer. Ces domaines étaient l'enseignement, les conditions sanitaires, l'eau propre, les soins et la diversification des sources de revenus.

Le village compte maintenant 5.000 âmes, le double de la population il y a vingt ans. Grâce à la participation des Scouts aînés, après la création d'écoles et d'un collège, le taux d'alphabétisation est de 90%. Le développement des infrastructures du village a permis à chaque maison d'avoir de l'eau propre grâce à un puits et des conduites sans arsenic ainsi que des latrines étanches à l'eau. Le village est maintenant plus accessible grâce à la construction de routes.

©WOSM/WORLD SCOUTING

PAUVRETÉ ET EXCLUSION SOCIALE

ELLES FRAPPENT DOUBLEMENT LES JEUNES

Le développement d'un milliard d'enfants est compromis par la pauvreté. Car celle-ci n'entrave pas seulement leurs conditions de vie d'un point de vue matériel mais aussi sur les plans affectif et spirituel.

Les jeunes représentent près de la moitié de la population mondiale[1]. Malheureusement, en 2006, des millions d'enfants et d'adolescents continuent de subir les effets néfastes de la pauvreté. Ils grandissent dans des conditions trop précaires pour leur permettre un développement personnel satisfaisant. La pauvreté frappe les jeunes doublement. Comme le souligne l'Unicef dans son rapport[2], les enfants ne connaissent pas seulement la privation matérielle mais également un appauvrissement spirituel et affectif.

Le rapport énonce les privations subies par les enfants vivant dans la pauvreté : *«Les enfants vivant dans la pauvreté sont privés des ressources dont ils ont besoin sur le plan matériel, spirituel et affectif pour survivre, se développer et s'épanouir, ce qui les empêche de jouir de leurs droits, de donner la pleine mesure de leurs capacités ou de participer à la vie de la société en tant que membres à part entière et à parts égales»*. Une étude empirique de l'Université de Bristol et de la London School of Economics, réalisée à la demande de l'Unicef, évalue à plus d'un milliard, le nombre d'enfants subissant au moins une privation grave (nourriture, eau, éducation…) et à 700 millions ceux qui subissent au moins deux privations. (voir encadré *«Le Saviez-vous ?»*)

1. L'Assemblée générale des Nations Unies définit la «jeunesse» comme les personnes âgées entre 15 et 24 ans inclus. Toutes les statistiques sur la jeunesse des Nations unies sont basées sur cette définition. Ainsi, les enfants sont les personnes qui ont au plus 14 ans. 5-14 ans: 19,8% de la population mondiale; 15-24 ans: 18%.

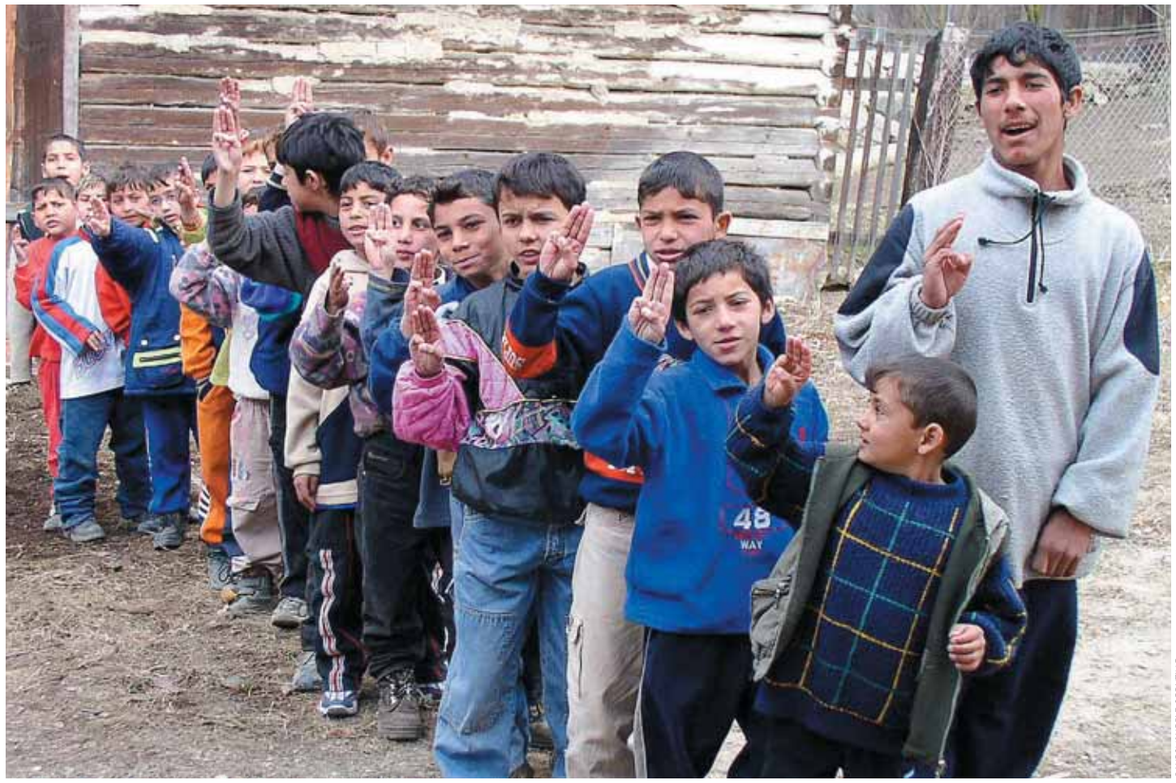
2. «La situation des enfants dans le monde 2005», www.unicef.org

3. Ibidem

4. Cela correspond à la définition même de l'extrême pauvreté.

LA MALNUTRITION, SIGNE EXTÉRIEUR DE PAUVRETÉ

Parmi ces privations : le manque de nourriture. Toujours selon l'Unicef[3], plus de 16% des enfants de moins de cinq ans dans le monde en développement sont atteints de malnutrition aïgue. En septembre 2000, parmi les objectifs pour le développement à atteindre d'ici 2015, le Sommet du Millénaire a fixé la réduction de moitié de la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour[4] ainsi que de celle de la population souffrant de la faim. La diminution de deux tiers de la mortalité des enfants en dessous de cinq ans est aussi visée. D'après les progrès enregistrés jusqu'en 2004, l'objectif de réduire de moitié l'extrême pauvreté devrait globalement être atteint en grande partie grâce à la forte croissance économique de l'Inde et de la Chine. En revanche, les pays d'Afrique subsaharienne sont à la traîne. Or, la croissance économique, bien que plus justement répartie, ne fera pas à elle seule une grande différence dans



© WOSM/WORLD SCOUTING

LE SAVIEZ-VOUS ?

- 218 millions d'enfants travaillent dont 126 millions dans des conditions dangereuses.
- 11 millions d'enfants meurent de faim chaque année; et toutes les 3,6 secondes, un enfant de moins de 5 ans.
- 400 millions d'enfants n'ont pas accès à l'eau salubre.
- 500 millions d'enfants n'ont pas accès à des installations sanitaires.

la réduction de la mortalité infantile, où moins d'un cinquième de la population des pays en voie de développement vit dans des pays qui tentent d'atteindre cet objectif[5]. Aucun pays d'Afrique saharienne n'est près du but. Le constat est le même pour la Chine et l'Inde. La réduction de la population souffrant de la faim suivra la même tendance. La tendance est dramatique pour l'Afrique subsaharienne, mais en dépit de sa performance économique, l'Asie du Sud comptera toujours 40% des cas de malnutrition en 2015[6]. Quoiqu'il en soit, les conséquences pour les enfants seront modestes. Car l'augmentation de l'espérance de vie et des revenus de la famille ne suffisent pas à leur offrir une enfance digne de ce nom.

DES FACTEURS AGGRAVANTS

Par ailleurs, en dépit des efforts de la communauté internationale, deux facteurs aggravent la pauvreté des jeunes. Les conflits armés et le Sida. Ces deux fléaux conduisent à l'accroissement de la paupérisation de la famille et à sa disparition à plus ou moins long terme. La confiscation des terres en période de conflit où l'impossibilité pour le ou les parents malades de subvenir aux besoins du foyer compromettent fortement le bon développement de l'enfant. Ce dernier doit aider sa famille et commencer à travailler alors qu'il n'a souvent pas atteint l'âge de dix ans. Leur situation se dégrade encore davantage lorsqu'ils se retrouvent orphelins. Ils apparaissent alors comme la catégorie la plus vulnérable de la population. Livrés à eux-mêmes, ils deviennent ce que l'on appelle des «enfants des rues», une catégorie dont le nombre ne cesse d'enfler. L'Unicef et le Bureau International du Travail (BIT) l'estime à 120 millions dont la moitié sur le continent sud-américain et 30 millions en Asie[7].

LE SCOUTISME MONDIAL ET L'OIT MAIN DANS LA MAIN CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

Suite au protocole d'accord signé en décembre 2004 entre l'OMMS et le Programme International pour l'abolition du travail des enfants (IPEC), plusieurs projets ont vu le jour notamment au Kenya, au Salvador, en Egypte. Par ailleurs, trois nouvelles actions ont été lancées en 2006: un projet d'éducation et de prise de conscience sur la question du travail des enfants auprès des employeurs et des parents ainsi qu'un programme d'activités scoutes pour les enfants au Pakistan, et l'utilisation du programme SCREAM[8] en Zambie et en Ouganda. L'IPEC a lancé une nouvelle initiative : «SCREAM» Halte au travail des enfants. Ce programme est axé sur l'éducation et la mobilisation sociale en vue d'aider les éducateurs du monde entier à renforcer la compréhension et la sensibilisation des jeunes en matière de droits des enfants. SCREAM s'appuie essentiellement sur les arts visuels, la littérature et le théâtre. Les Scouts marocains, yéménites, égyptiens, jordaniens et libanais ont été initiés à la méthodologie SCREAM. Enfin, cette année, le 12 juin, jour de lutte contre le travail des enfants, a été célébré de concert par Juan Somavia, Directeur général de l'OIT et Eduardo Missoni, Secrétaire général de l'OMMS.

© WOSM/SRINATH.TV

5. La mortalité infantile ne devrait pas être réduite de 2/3 avant 2045 soit avec 31 ans de retard. Source: UNDP, «Human Development Report 2005», www.undp.org

6. Source: UNDP, «Human Development Report 2005», www.undp.org

7. Chiffres issus d'une étude commune réalisée par l'Unicef et le BIT.

8. SCREAM est l'acronyme de Supporting Children's Rights through education, the Arts and the Media.

9. Rapport du Fonds des Nations unies pour la Population, «Etat de la population 2004» / Les adolescents et les jeunes. www.unfpa.org

10. Publication de la Banque Mondiale, Children and Youth, «A framework for action», Mai 2005.

La marginalisation de ces enfants est grande mais elle atteint son paroxysme avec les orphelins souffrant d'un handicap. Car qu'ils vivent dans la rue ou dans une institution, ces enfants sont en plus victimes de l'intolérance et de l'exploitation de ceux dont ils sont totalement dépendants.

INVESTIR DANS LA JEUNESSE POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

L'expression de la pauvreté ne se limite donc pas aux revenus du foyer. L'environnement dans lequel s'épanouit le jeune est primordial. Un rapport des Nations unies[9] insiste donc sur la nécessité de garantir le bien-être des adolescents afin de leur donner des moyens et des aptitudes pour construire leur vie. Plus de la moitié des jeunes âgés entre 10 et 19 ans (1,3 milliard) est pauvre. La Banque mondiale, qui s'est récemment dotée d'une politique de la jeunesse, voit dans le soutien et l'encadrement des jeunes une stratégie de lutte contre la pauvreté[10].

PEUPLE ROM

Sur la route de l'intégration

En Slovaquie, le Scoutisme œuvre contre l'exclusion des enfants roms. Mais si le Scoutisme rom dans la société slovaque connaît des succès, il rencontre également de nombreux problèmes et défis, en particulier ceux liés aux préjugés. Adaptée à la réalité communautaire, l'action des Scouts roms s'appuie sur chaque expérience pour se développer comme une force solide pour les jeunes. Transnational par nature, le peuple Rom n'a pas de frontières, une certitude que les jeunes Roms qui ont participé à leur premier Jamboree ont pu faire partager en juillet 2004 en Serbie. Ce fut pour eux l'occasion d'apprendre aux autres leur culture souvent méconnue.

© WOSM/WORLD SCOUTING

L'Organisation Mondiale du Mouvement Scout qui a contribué à l'élaboration de la politique de jeunesse de la Banque mondiale, est convaincue de l'importance d'introduire un changement dans l'approche économique traditionnelle des principaux acteurs du développement, en partant du constat suivant : même s'il est impossible de chiffrer avec exactitude le coût de l'inaction, qui consiste à ne rien faire pour traiter les problèmes sociaux au niveau des états, on peut imaginer que le coût de la réparation sociale est certainement plus fort que celui qui consiste à investir dans la prévention et l'éducation. Selon la Banque mondiale, il s'agit d'un réel investissement dans l'intérêt de l'enfant et de la société qui, tout en donnant aux jeunes la possiblité de participer à la vie active, limite les coûts liés aux comportements à risques, conséquence fréquente de la pauvreté chez les jeunes.

Le Mouvement scout voit dans cette approche une réponse à la question de son utilité sociale, et sait pouvoir répondre avec des solutions adaptées au plus proche des communautés, pour un coût financier réduit grâce à l'implication des agents volontaires qui le composent ■

HONG KONG

Tous mes Scouts sont en prison…

En 1986, Herman Hui, l'actuel président du Comité Mondial du Scoutisme, a eu l'idée de faire porter l'uniforme scout aux jeunes prisonniers de Hong Kong : «Pour les aider à changer de valeurs et devenir des citoyens à part entière». En les habillant de la même façon, y compris les non-scouts, les détenus se sont alors sentis «frères», ce qui a sensiblement amélioré l'ambiance au sein de la prison. Les jeunes ont pu avoir un contact avec l'extérieur grâce aux activités de groupe et aux orchestres de musique mis en place par Herman Hui. En 20 ans, 2500 détenus ont bénéficié de l'apport de la méthode éducative du Mouvement scout.

EGYPTE

ALI À L'ÉCOLE DE LA DEUXIÈME CHANCE

© WOSM/WORLD SCOUTING

Lorsque les Scouts ont rencontré Ali, celui-ci était âgé de 14 ans et vivait à Alexandrie, en Egypte, avec sa grand-mère de 80 ans qui ne pouvait plus rester seule. Ses parents et ses frères et sœurs vivaient dans un village rural loin de là et Ali ne les avait plus vus depuis plus d'un an…

Pour Ali, une journée type commence à 4h du matin. Ali parcourt 500 m pour aller chercher l'eau pour la journée et un pain pour sa grand-mère. Ceci doit se faire avant qu'il ne parte au travail à 6 heures et qu'il marche pendant 45 minutes pour se rendre dans un magasin de métaux de l'autre côté de la ville.

En Égypte, la législation sur le travail des enfants prévoit que les enfants qui travaillent doivent être nourris lorsqu'ils arrivent au travail. Mais la plupart des employeurs ne la respectent pas. Contrairement à bon nombre de patrons dans le quartier, le patron d'Ali insiste pour que ses ouvriers reçoivent un verre de lait et un morceau de pain avec de la viande. Ali a donc beaucoup de chance.

C'est le patron d'Ali, M. Hassan, qui a été contacté par les Scouts marins. Le Maire lui a montré une lettre qui décrivait les besoins des enfants travaillant dans le quartier et qui expliquait en quoi il pouvait être utile.

Bénéficiant du soutien de son employeur, Ali et les autres enfants ont eu le droit d'aller suivre un enseignement une fois par semaine le dimanche de 9 h à 16 h. Une série d'activités y étaient organisées. Au programme figuraient l'assistance sociale, des cours d'alphabétisation, des soins de santé, des activités culturelles, de la musique, des compétences techniques, de la formation professionnelle et des activités scoutes. En parallèle, les patrons comme M. Hassan pouvaient suivre des activités de formation sur des thèmes tels que la santé et la sécurité au travail.

Plus de 2.000 enfants ont déjà bénéficié de ce programme dont le succès repose sur la contribution volontaire formidable des Scouts marins d'Alexandrie. Non seulement ils travaillent avec les enfants, mais une des raisons de leur succès est qu'ils impliquent les propriétaires des ateliers et les encouragent à recruter leurs ouvriers et à améliorer leurs conditions de travail.

©WOSM/WORLD SCOUTING

ÉDUCATION À LA PAIX

POUR CHANGER LE MONDE

Vœu universel, la paix reste fragile et menacée dans de nombreuses régions parmi les plus pauvres du monde. Processus à long terme, l'éducation à la paix s'impose pour faire évoluer les comportements personnels et collectifs.

«Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix»[1]. Par conséquent, la promotion de la paix par l'éducation apparaît comme essentielle. Cela d'autant plus qu'aujourd'hui, toute guerre implique la participation de la jeunesse. On estime en effet à 300.000 le nombre d'enfants et de jeunes combattants impliqués activement dans des conflits armés[2]. La pauvreté, l'élargissement du commerce des armes légères, les fortes idéologies de guerre sont autant de moyens d'enrôler les jeunes dans les conflits armés.

L'Unicef définit l'éducation comme étant un *«processus d'amélioration des connaissances, des compétences, des attitudes et des valeurs nécessaires pour faire évoluer les comportements de façon que les enfants, les jeunes et les adultes parviennent à prévenir les conflits et la violence, tant ouvertement que structurellement; pour régler pacifiquement les conflits; et pour créer les condition favorables à la paix, que ce soit sur le plan interpersonnel, intergroupes, national ou international»*[3].

Toujours selon l'Unicef : *«l'éducation à la paix a sa place dans toutes les sociétés et est forcément un processus à long terme.»* Au niveau international, celui-ci s'inscrit dans le cadre de deux grandes actions décidées il y a quelques années déjà. Tout d'abord, la décennie internationale de la culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde (2001-2010) proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies et conduite par l'Unesco[4]. Ensuite, la campagne mondiale pour l'éducation à la paix lancée lors de la conférence de l'Appel de La Haye pour la Paix en mai 1999. Celle-ci vise deux objectifs: sensibiliser le public et obtenir un soutien politique pour intégrer des cours sur la paix à toutes les sphères de l'éducation, y compris l'éducation non formelle, dans toutes les écoles du monde. Or, comment toucher la centaine de millions d'enfants qui n'a toujours pas accès à l'école ?

1. Constitution de l'UNESCO, Préambule, 1er paragraphe, Londres, 16 novembre 1945.

2. Forum des Jeunes de l'UNESCO, 2005. 4ème édition du Forum des Jeunes de la 33ème session de la Conférence générale de l'UNESCO.Groupe de travail 3 «Apprendre à vivre ensemble: promouvoir le dialogue pour la paix et la réconciliation».

3. http://www.unicef.org/french/girlseducation/index_focus_peace_education.html

4. http://www3.Unesco.org/iycp/fr/fr_sum_kits.htm

AGIR POUR UNE TERRE SANS MINES

En 1997, un groupe de responsables de l'Association Scoute de Genève a décidé d'agir pour sensibiliser un plus grand nombre de jeunes au problème des mines anti-personnel. Soutenu par le Bureau Mondial du Scoutisme, le projet a pris une dimension internationale. L'initiative *«Ensemble, nous pouvons agir pour une Terre sans Mines»* a vu le jour à l'issue d'un accord conclu entre Handicap International et le Scoutisme mondial[5]. Un kit éducatif a été fabriqué puis distribué à toutes les Associations scoutes nationales. Par son action, le Mouvement scout s'est ainsi joint aux nombreuses forces de la communauté internationale, unies dans la *«campagne internationale pour bannir les mines anti-personnel»*[6], financée par l'Union européenne.

© JPJOUTEAU

5. Un accord de coopération a été signé le 3 janvier 1999 au cours du 19ème Jamboree Scout Mondial qui s'est déroulé au Chili.

6. La Convention sur les mines a été signée le 1er décembre 1997 et est entrée en vigueur le 1er mars 1999.

7. Lord Baden-Powell, Fondation du Mouvement Scout, discours d'ouverture à la Conférence mondiale de Kandersteg, dans «Jamboree», octobre 1926.

8. Les Jamborees Scouts mondiaux sont des rassemblements de jeunes du monde entier qui ont lieu tous les 4 ans. Voir partie 2 Chap 6. Encadré «Les explorateurs de l'Invisible».

9. Les Moots Scouts Mondiaux sont des rassemblements de membres d'associations scoutes nationales appartenant à la branche des aînés - routiers et autres jeunes adultes - dont l'âge se situe entre 18 et 25 ans.

10. World Chief Scout's Broadcast to America (July 6, 1937), in Jamboree, October 1937.

11. Scoutisme et Paix, page 22. 4.3 Dimension personnelle: la paix intérieure. Octobre 2002.

12. Voir histoire p.35.

LA PAIX, LA PRÉOCCUPATION MAJEURE DU SCOUTISME

La paix sera célébrée à l'occasion du centenaire du Scoutisme en 2007, notamment à travers une grande campagne internationale qui suscite des initiatives et des gestes de paix aux quatre coins du monde, les dons pour la Paix (voir encadré). Cette question est au centre de la mission du Mouvement scout. Depuis sa création, la question de la paix et de l'éducation à la paix a toujours été sa préoccupation majeure, et surtout celle de son fondateur Lord Baden-Powell qui déclarait :*«La paix ne saurait être entièrement assurée par les intérêts commerciaux, les alliances militaires, le désarmement général ou les traités bilatéraux, si l'esprit de paix n'est pas présent dans la conscience et la volonté des peuples. Cela, c'est une question d'éducation»*[7]. Pour le Scoutisme mondial, le concept de paix revêt plusieurs dimensions.

La dimension politique semble être la plus éloignée du Scoutisme. Ce n'est pourtant pas le cas. Depuis ses débuts, le Scoutisme a créé un sentiment de fraternité et de compréhension au-delà des barrières nationales en adoptant un style de vie pacifique et en intégrant dans la méthode scoute un nombre de pratiques qui encouragent les attitudes et les comportements fraternels pour résoudre les conflits. A tous les niveaux, le Scoutisme mondial a pris des centaines d'initiatives destinées à promouvoir la paix. Parmi les plus importantes, des événements qui ont lieu régulièrement (les Jamborees Scouts mondiaux[8], les Moots Scouts mondiaux[9]) ainsi que les échanges internationaux entre organisations nationales ou groupes locaux, souvent sous l'aspect de jumelages.

BADEN-POWELL, UN SOLDAT CONVERTI À LA PAIX

Si Baden-Powell a démarré sa vie publique comme militaire de l'armée coloniale britannique, il l'a terminée comme promoteur de la paix. Surpris par la rapidité de la diffusion du Mouvement scout au niveau international et frappé par l'horreur de la Première Guerre Mondiale, le fondateur du Scoutisme a exprimé un souhait universel : *«Tout ce que nous voulons dans le monde est la paix, le bonheur et la prospérité pour tous. Et nous pouvons l'obtenir si tous les hommes deviennent des amis au lieu d'être des rivaux»*[10].

UNE ÉCOLE D'AGENTS DE PAIX

De par sa méthode éducative basée sur un système d'équipe, le Scoutisme aide les jeunes à développer la paix à travers les relations interpersonnelles. Cette capacité à établir des relations constructives avec les autres est essentielle comme moyen de développement de la personnalité aussi bien que comme développement social. D'autre part, le Scoutisme estime qu'en aidant au bon développement des jeunes, ces derniers pourront atteindre une certaine paix intérieure à travers l'acceptation volontaire d'un code de vie et d'un système de valeurs[11]. En résumé, on peut dire que toute la philosophie éducative du Scoutisme tend à favoriser le développement de personnalités ouvertes, adultes et équilibrées.

Le Scoutisme joue un rôle important dans la compréhension des relations interculturelles en aidant les jeunes à comprendre leur culture, leur mode de vie et ceux des autres. Il favorise ainsi le respect et l'estime des cultures et des styles de vie différents des leurs. Le projet, intitulé Amahoro Amani[12] mérite d'être cité. Pendant plus de 10 ans, la sous-région africaine des Grands Lacs a connu une longue et profonde crise. Le génocide au Rwanda, la guerre inter-burundaise, la guerre dans la République démocratique du Congo. Face à cette situation, dès 1999, des Associations nationales scoutes se sont engagées davantage dans la

MÉDITERRANÉE ET MOYEN ORIENT

La Croisière pour la Paix

Imaginez un trois-mâts naviguant au Moyen-Orient avec à son bord des Israéliens et des Palestiniens, des Turcs et des Chypriotes, des jeunes issus de tout le Bassin méditerranéen : ce sont les Marins de la Paix, les participants d'un projet unique pour des jeunes de 18 à 25 ans, issus de mouvement de jeunesse de tous horizons politiques et religieux, et organisé par l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout durant l'été 1999. Entre chaque étape, soit un voyage de deux semaines, 24 participants recevaient une formation dans des domaines tels que l'éducation à la paix, la résolution des conflits, la sociabilité, l'apprentissage interculturel, les techniques de communication et de négocation. Plus de 100 jeunes ont pris part au programme conçu avec le soutien du Centre Nord Sud du Conseil de l'Europe et du Centre d'études appliquées de la négociation internationale de Genève. Un projet soutenu par l'Union européenne et l'Unesco. Chaque escale en Egypte, Israël, à proximité de Gaza, Chypre, Turquie, Grèce fut l'occasion d'événements faisant la promotion de la paix. Plus d'informations : www.peacecruise.com

© WOSM/V.ORTEGA

LES DONS POUR LA PAIX[13]

Pour célébrer son Centenaire, en 2007, le Scoutisme mondial offre la possibilité à tous les Scouts du monde entier de participer sous la forme de Dons pour la Paix.

Les Dons pour la Paix doivent répondre à de réels besoins et contribuer à changer la vie de la communauté dans les domaines suivants: la gestion des conflits sans violence, la lutte contre les préjugés et l'encouragement à une plus grande solidarité.

restauration de la paix en intégrant dans leur programme éducatif un volet spécial d'éducation à la paix et à la non-violence.

Le concept de participation sociale, d'engagement communautaire et de devoir envers les autres est profondément ancré dans les idéaux du Scoutisme. Il se retrouve notamment dans la Promesse et la Loi scoutes et, depuis le début du Mouvement, est incarné par la célèbre «bonne action», qui rappelle que chaque scout doit aider son entourage et rechercher activement l'opportunité d'agir dans ce sens. Par voie de conséquence, le Scoutisme contribue à la paix lorsqu'il implique les jeunes dans des projets pour l'éradication de la faim et la réduction de la pauvreté, la lutte contre l'analphabétisme, la promotion des droits de l'homme etc.

ÊTRE EN PAIX AVEC LA NATURE

En faisant prendre conscience aux jeunes qu'ils sont responsables de leur environnement, le Scoutisme participe à l'éducation d'une génération de citoyens qui souhaitent adopter un mode de vie compatible avec la protection des ressources naturelles.

La cause de la paix a de multiples facettes. On peut la servir de nombreuses façons. Certaines d'entre elles sont spectaculaires et d'autres ne font que très rarement les grands titres de la presse. Le Scoutisme, en travaillant sur l'être humain lui-même, à la racine, et en tendant vers un idéal de fraternité et de compréhension joue un rôle fondamental dans la promotion de la paix à tous les niveaux. Ce rôle s'accomplit en profondeur, en créant un sentiment de fraternité et en étant structurant pour des jeunes qui seront les citoyens et souvent les responsables du monde de demain ■

13. Voir Part3/Chapitre3/Centenaire.

14. Amahoro signifie paix en Kirundi et Kinyarwanda, langues du Burundi et du Rwanda. Amani signifie paix en Swahili, langue parlée au Nord et au Sud Kivu (provinces de la RDC frontalière avec le Rwanda et le Burundi).

15. Depuis 1996, la CSGL rassemble les Associations scoutes nationales de la sous-région des Grands Lacs.

16. Association des Guides du Burundi, Association des Scouts du Burundi, Association des Guides du Nord Kivu, Association des Scouts du Nord Kivu, Association des Guides du Rwanda, Association des Scouts du Rwanda, Association des Scouts du Sud Kivu.

EL SALVADOR

Brigades contre la violence

La guerre civile et la violence au Salvador ont eu pour conséquence qu'un nombre toujours plus grand de jeunes se regroupent en gangs. Les Scouts du Salvador ont pensé que les jeunes avaient besoin d'une manière plus adaptée pour s'exprimer. En réaction à ce phénomène, ils ont développé le concept des «brigades de la solidarité». Au cours de camps organisés avec le concours du Ministère de l'Education, les jeunes ont l'occasion de réaliser des activités basées sur la constitution de «brigades» dans un environnement positif, qui mettent l'accent sur l'intégration, l'esprit d'équipe, l'apprentissage de compétences utiles et le service à la communauté. Ces camps sont devenus tellement populaires que le concept a été repris dans les écoles où les jeunes forment leurs propres «brigades».

RÉGION DES GRANDS LACS

LA PROMOTION D'UNE PAIX DURABLE

© WOSM/C.CAILLEAUX

Les Grands Lacs : une région vaste au cœur de l'Afrique qui lie le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo par un passé et un avenir commun tout en ayant des traditions, langues et destins différents. C'est aux jeunes de ces trois pays que le Projet Amahoro Amani[14] s'adresse pour les deux prochaines années en mettant en valeur leur rôle essentiel pour le rétablissement de la paix dans la région.

Le projet, démarré en décembre 2005, est né de l'initiative de la Concertation des Scouts des Grands Lacs[15], et est exécuté en collaboration entre les sept associations[16] guides et scoutes de la région, avec l'appui de l'AMGE et de l'OMMS. C'est à partir de l'expérience de tous ces acteurs et avec leurs efforts conjoints que, d'ici 2007, 420 médiateurs communautaires, âgés de 15 à 25 ans, seront formés pour agir dans leurs communautés avec des actions de prévention, médiation et résolution pacifique des conflits. Ainsi, à terme, pas moins de 21.000 jeunes seront formés en tant qu'«agents de la paix» grâce à l'éducation de pair-à-pair.

Ces médiateurs communautaires seront appelés à organiser des campagnes de sensibilisation sur la cohabitation pacifique et le rejet des préjugés ethniques à travers des activités variées telles que des pièces de théâtre, des débats, des veillées culturelles et des rencontres sportives, avec le soutien d'un réseau de formateurs présent sur tout le territoire concerné.

L'expérience acquise par ces médiateurs communautaires sur le terrain sera évaluée lors des Caravanes de la paix, organisées en juillet 2007 et lors du Rassemblement international pour la paix qui aura lieu à Gitega (Burundi) du 30 juillet au 6 août 2007, s'inscrivant dans les célébrations du Centenaire du Scoutisme. Les deux événements seront pour les médiateurs communautaires l'occasion d'échanger sur les activités réalisées et les expériences vécues pendant les deux années. Des équipes de guides et de scouts étrangers seront invitées à partager leurs expériences interculturelles.

© WOSM/ G SANMATEU

INTRODUCTION

LE SCOUTISME, UNE FORCE SOCIALE

«Le Scoutisme, à quoi cela sert-il ?» Il offre des alternatives récréatives et porte dans ses origines une méthode éducative qui fonde son unicité. Mais, comme toute œuvre qui prétend apporter des solutions, le Scoutisme est confronté à la question de son utilité sociale. Il lui appartient alors d'évaluer ses pratiques éducatives sous l'angle des problèmes qui affectent les jeunes aujourd'hui. Est-il capable d'y répondre ?

Education, santé et sécurité, emploi des jeunes, parité hommes-femmes, participation des jeunes, compréhension de la dimension spirituelle, sont autant de sujets sur lesquels le Scoutisme peut apporter des propositions originales. Il sait aussi que de tels sujets demandent des partenariats qui permettent de mieux répondre à la demande des jeunes et de la société. C'est le cas quand il s'agit de l'emploi des jeunes, sujet crucial pour lequel le Mouvement scout a accepté de rejoindre le Réseau pour l'emploi des jeunes, placé sous l'égide du Secrétaire général des Nations unies. Régina Monticone, Coordonnatrice du réseau, est le grand témoin de ce deuxième dossier.

ÉDUCATION

UN DROIT FONDAMENTAL À PLUSIEURS FACETTES

© IPPOLITEAU

Même si l'éducation est une priorité pour de nombreux états, elle reste inaccessible pour des millions d'enfants. Pour pallier à cette inégalité, les organisations de jeunesse offrent une alternative : l'éducation non formelle.

L'éducation est un droit fondamental inscrit dans la Déclaration des droits de l'Homme. Pourtant, en 2005, on estime encore à cent millions le nombre d'enfants qui ne sont toujours pas scolarisés[1]. La pauvreté, les conflits et le Sida sont des freins importants à l'accès à l'école pour tous (EPT) souhaité par l'Onu[2]. Dans ce contexte, de nombreux enfants sont exclus du système d'éducation classique dit formel. De même, l'éducation informelle, garantie en principe par la famille, est bien souvent compromise.

L'éducation non formelle (voir encadré), promue notamment par le Scoutisme, apparaît alors comme un outil essentiel dans les pays en voie de développement. Elle permet aux populations défavorisées d'acquérir des connaissances et de développer des compétences pratiques à partir de l'expérience du terrain. Dans les pays industrialisés, l'éducation non formelle est davantage considérée comme un processus d'apprentissage complémentaire à l'éducation de base, véhiculant des valeurs, permettant d'acquérir des compétences fondamentales et favorisant l'envie d'entreprendre.

1. Le rapport mondial de suivi de l'Education Pour Tous 2005 donne le chiffre de 103,5 millions d'enfants non scolarisés. www.unesco.org

2. Lors du Sommet du Millénaire, en septembre 2000, les 191 pays membres de l'Onu se sont engagés à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 : réduction de la pauvreté, de la mortalité infantile, accès à l'éducation pour tous. Pour plus de détails, www.un.org

3. «Education pour tous: toujours pour demain», Entretiens du XXIe siècle. www.unesco.org

4. En avril 2000, plus de 1100 délégués venus de 164 pays ont renouvelé leur engagement à l'égard de l'EPT au Forum mondial sur l'éducation à Dakar (Sénégal). Ils ont adopté le Cadre d'action de Dakar, document qui définit les objectifs de l'éducation pour tous et les stratégies pour les atteindre.

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE POUR TOUS

Parce que l'éducation est un droit et qu'elle constitue l'une des clés du développement économique et social, *«poursuivre l'objectif de l'éducation pour tous est donc une obligation des Etats»*, estime Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'Unesco[3]. Les principes de l'Education Pour Tous (EPT) ont été réaffirmés lors du Sommet de Dakar[4]. Ils s'inscrivent dans le cadre

© WOSM/D.BENARD

des Objectifs du Millénaire pour le Développement qui, d'ici à 2015, visent l'accès à l'enseignement primaire pour tous les enfants du monde.

A dix ans de l'échéance, la situation démontre que la réalisation de cet objectif s'effectue selon les prévisions dans plusieurs régions, dont l'Europe centrale et orientale, la Communauté des Etats indépendants[5], l'Amérique latine et les Caraïbes. L'Asie de l'Est et le Pacifique l'ont presque déjà atteint. En revanche, les résultats enregistrés en Afrique subsaharienne semblent insuffisants. Par ailleurs, une analyse des données collectées montre que le manque de qualité des systèmes éducatifs (classes surchargées, enseignants peu qualifiés, classes sous-équipées) est préjudiciable aux enfants dans de nombreuses régions du monde. Ainsi, dans un tiers des pays où les données existent, moins de 75% des élèves atteignent la cinquième année du primaire.

La communauté internationale a donc un rôle crucial à jouer pour encourager l'EPT. On estime en effet à 5,6 milliards de dollars par an le supplément nécessaire pour atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle. Les gouvernements doivent quant à eux faire preuve de volontarisme afin de changer les mentalités, à l'exemple du Kenya qui, grâce à l'abolition des frais d'inscription à l'école primaire, a vu son nombre d'élèves multiplié par deux[6].

LE SAVIEZ-VOUS ?

- 103,5 millions d'enfants ne sont pas scolarisés.
- 125 pays sur 180 ont atteint la parité.
- 82% des enfants non-scolarisés vivent dans des régions rurales. 75% d'entre-eux ont une mère qui elle-même n'est pas allée à l'école.

L'ÉDUCATION SELON L'UNESCO

L'éducation formelle, c'est-à-dire le système éducatif hiérarchisé, chronologique, qui va de l'école primaire jusqu'aux institutions universitaires.

L'éducation informelle, c'est-à-dire le processus par lequel chacun acquiert les attitudes, les valeurs, les compétences et les savoirs, à partir de l'expérience quotidienne, sous l'influence de la famille, des amis, des camarades, des médias et des autres facteurs qui modèlent l'environnement social.

L'éducation non formelle, c'est-à-dire une activité éducative organisée en dehors du système officiel, destinée à une clientèle bien définie et orientée vers des objectifs éducatifs précis.(voir page 46 et 47)

5. La Communauté des Etats indépendants (CEI) a été créée en décembre 1991 et regroupe douze des quinze anciennes républiques d'URSS.

6. Rapport de l'Unicef: «Progrès pour les enfants» consacré à la parité des sexes dans l'enseignement primaire. Avril 2005.

7. Ibidem

8. Sur 180 pays pour lesquels des données existent, 125pays ont d'ores et déjà atteint la parité des sexes à l'école (91 pays en développement. 34 industrialisés, www.unicef.org)

ELIMINER LA DISPARITÉ ENTRE FILLES ET GARÇONS

Eliminer les disparités entre les sexes et instaurer l'égalité dans l'éducation figurent parmi les principaux défis à relever. En novembre 2005, la Directrice générale de l'Unicef, Ann M. Veneman, déclarait : *«Le progrès national repose sur l'instruction, des filles en particulier, car elle débouche sur une plus grande productivité économique, une baisse de la mortalité maternelle et infantile et une probabilité plus grande de voir les enfants de la génération suivante aller à l'école»*.

© JP.POUTEAU

En tant que pilote de l'initiative des Nations unies en faveur de l'éducation des filles, l'Unicef s'est engagée à combler le fossé entre filles et garçons d'ici à 2015. Dans l'un de ses récents rapports[7], l'Unicef annonce que le nombre d'enfants scolarisés a augmenté, notamment grâce à l'accès des filles à l'école. Comme le soulignait Carol Bellamy, ancienne Directrice générale, *«l'éducation c'est plus que l'apprentissage»*. En effet, dans les pays en développement, plus une fille est éduquée, plus elle sera protégée du Sida. Trois régions n'atteindront cependant pas la parité d'ici à 2015[8]: le Moyen-Orient/Afrique du Nord, l'Asie du Sud et l'Afrique de l'Ouest et centrale.

LA FAMILLE, UN CADRE AUX CONTOURS INSTABLES

A côté de l'école, vecteur de l'éducation formelle, la famille est le véhicule qui permet de transmettre les connaissances, les valeurs et les pratiques nécessaires à la survie de la culture. On parle alors d'éducation informelle, soit le processus par lequel chacun acquiert les attitudes, les compétences et les savoirs à partir de l'expérience quotidienne, sous l'influence de la famille mais aussi des amis, des camarades, des médias et des autres facteurs qui modèlent l'environnement social. La famille devrait normalement être le lieu où l'enfant est protégé de toute forme d'exploitation ou de maltraitance. En réalité, dans de nombreux endroits du monde et plus particulièrement dans les pays en développement, la pauvreté, les conflits et le Sida ébranlent fortement la famille dans son rôle éducatif. De plus, l'évolution de la société a engendré de lourdes conséquences sur l'éducation des jeunes, qui souffrent aujourd'hui d'un manque de repères criant. La mobilité des individus a remis en cause les modes de vie traditionnels. Les structures familiales se sont beaucoup modifiées. Enfin, la société de consommation suscite beaucoup d'aspirations difficiles à atteindre chez les jeunes. Le désir de posséder domine largement celui d'être, et provoque par conséquent un sentiment de frustration énorme que les familles ne sont pas prêtes à combler, essentiellement pour des raisons économiques.

SÉNÉGAL

Apprendre dans un lieu confortable

De 2000 à 2005, un groupe de Scouts français et sénégalais a développé un projet pour aider le village de Tobor, au Sénégal, à rénover les vieux bâtiments de l'université de la ville. Ils ont construit de nouveaux équipements tels que des toilettes et des salles de classe de sorte qu'un complexe moderne était prêt pour le début de l'année scolaire 2003. Le projet incluait également un programme d'échange qui a permis aux Scouts français et sénégalais d'apprendre à connaître les cultures des uns et des autres. L'éducation au développement est à la base de toutes les coopérations internationales.

SOUTENIR LA TRANSITION DE L'ADOLESCENCE VERS L'ÂGE ADULTE

Aider les jeunes à passer de l'enfance à l'âge adulte est au coeur de la mission du Scoutisme puisqu'il a été fondé précisément dans ce but. Les jeunes expriment des attentes auxquelles les systèmes traditionnels ne sont plus capables de répondre. Par conséquent, ils ne trouvent pas toujours le soutien dont ils ont besoin dans leur progression vers les rôles adultes. La capacité à répondre à ces besoins est un facteur clé pour le succès du Scoutisme. Or, dans certains pays, cette mission n'est pas toujours remplie de manière satisfaisante.

Cette priorité stratégique vise à aider les Organisations scoutes nationales à répondre avec efficacité aux besoins des adolescents afin d'accroître le nombre d'adhérents au Mouvement et la réputation de ce dernier en tant qu'organisation capable d'aider les jeunes dans le passage à l'âge adulte.

9. Youth Report 2003, «The global situation of young people», United Nations publications.

10. Le Forum européen de la Jeunesse a publié deux rapports sur le sujet. «Créer des passerelles pour l'apprentissage : la reconnaissance et la valeur de l'éducation non-formelle», une étude entreprise pour le Forum européen de la Jeunesse en 1999 par le Dr. Sahlberg. Il analyse la façon dont les organisations de jeunesse contribuent à l'éducation non formelle. Le rapport «Staying Alive : le domaine de l'éducation non-formelle en Europe», adopté par l'Assemblée générale du Forum. européen de la Jeunesse en octobre 2000, analyse la reconnaissance de l'éducation non formelle.

11. l'Alliance des responsables des six plus grandes organisations de jeunesse composée par : L'Alliance Universelle des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens, L'Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines, L'Association Mondiale des Guides et des Eclaireuses, La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, the international Award Association, Organisation Mondiale du Mouvement Scout.

12. «L'éducation des Jeunes, une déclaration à l'aube du 21e siècle» Genève, 1997.

L'IMPACT ÉDUCATIF DU SCOUTISME

En 2003, l'Institut de recherche sociale IARD Franco Brambilla a réalisé une étude[13] auprès de 1.200 Scouts italiens, âgés entre 12 et 16 ans (filles et garçons) et présents dans quatre camps scouts nationaux. Ces derniers devaient répondre à une série de questions destinées à faire ressortir l'impact du Scoutisme sur les jeunes en terme de valeurs, de comportement et de projection dans l'avenir etc. Ainsi, on apprend que 85,2% d'entre-eux considèrent l'amitié comme la valeur la plus importante alors que 6% seulement désignent la richesse. Dans les valeurs en tête arrivent ensuite la famille (85%) puis la paix (79%). Par ailleurs, 57,3% estiment que la guerre représente le problème le plus urgent à régler dans la société actuelle, suivi par celui de la faim dans le monde avec 54,1%. Le Scoutisme marque donc bel et bien de son empreinte. Enfin, il semble que ce système éducatif les rende optimistes et leur donne confiance en eux puisque près de 70% affirment qu'ils réaliseront leurs rêves s'ils en ont la possibilité.

UNE PROPOSITION ALTERNATIVE : L'ÉDUCATION NON FORMELLE

Pour pallier au manque, voire à l'absence d'éducation formelle et/ou informelle dans certains pays, l'éducation non formelle apparaît comme une solution. Elle est principalement représentée par le secteur associatif et volontaire. Elle est considérée au niveau international comme une manière d'éduquer plus flexible et dotée d'un véritable programme d'apprentissage pédagogique[9]. L'Onu admet qu'elle manque de soutien financier et de reconnaissance. Un groupe de travail sur l'éducation non formelle a d'ailleurs été créé en 1996 à l'Onu afin d'étudier la nature et l'impact de nombreuses formes d'éducation offertes hors du cadre scolaire.

Le Forum européen de la Jeunesse[10] porte un intérêt tout particulier à l'éducation non formelle. Car selon lui, l'éducation est *«un processus recouvrant tous les aspects de la vie, se déroulant dans des contextes tant formels, qu'informels ou non formels»*. Une grande partie de son travail consiste notamment à promouvoir la reconnaissance de l'éducation non formelle au sein des organisations de jeunesse. Son souhait est que celle-ci obtienne le même statut que l'éducation formelle auprès des institutions européennes et des états membres de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe.

©WOSM/JNOSTROZA

LE RÔLE DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE

A l'image du Forum européen de la jeunesse, les organisations de jeunesse mènent depuis plus de dix ans au niveau global une action de plaidoyer visant à faire reconnaître la valeur universelle de leur mission. En 1997, les six plus grandes d'entre-elles[11], dont l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout, ont publié un document sous forme de déclaration[12], présentant les caractéristiques de l'éducation non formelle. Dans ce document, elles rappellent que quel que soit l'environnement dans lequel ils vivent, tous les jeunes ont les mêmes besoins essentiels basés aussi sur la nécessité d'apprendre à faire face aux événements et à prendre en charge leur propre développement pour *«devenir des personnes autonomes, solidaires, responsables et engagées»*.

Au niveau local, c'est-à-dire au plus proche de l'action communautaire, que l'on soit en brousse en Afrique ou dans un quartier sensible d'une grande ville occidentale, les organisations de jeunesse apportent une contribution unique au processus d'éducation permanente. Elles accordent une très grande importance à l'engagement et à la responsabilité de chacun dans son processus d'épanouissement personnel. Souvent considérées sous un angle folklorique ou récréatif, on oublie qu'elles jouent un rôle politique, en ce sens qu'elles fondent leur action sur une réponse à une carence des autorités. C'est pour cette raison qu'elles demandent l'application du principe de subsidiarité qui permet à l'acteur le plus proche du problème d'apporter la solution, quand l'agent gouvernemental le plus éloigné peut se contenter d'annoncer une intention politique sans agir. Eduquer est un acte politique dès l'instant qu'il procède d'une vision de la société.

Ces organisations jouent donc un rôle considérable d'un point de vue

©WOSM/P.POUTEAU

13. «80 voglia di...Bisogni, valori e sogni di adolescenti scout. Rapporto istituto IARD su esploratori e guide partecipanti al campo nazionale. Agesci 2003». edizioni scoutnuova fiordaliso, janvier 2004.

14. L'Alliance a publié en 1998 le document «Politiques nationales de jeunesse» en réponse à la première Conférence mondiale des ministres de la Jeunesse.

social, en se subsituant à la puissance publique et en tissant du lien mais elles contribuent également d'un point de vue culturel, puisque c'est bien une source de culture qu'elles apportent par des moyens éducatifs. Enfin, bien qu'offrant des moyens alternatifs, les organisations du secteur de l'éducation non formelle jouent aussi un rôle économique. Une économie de secteur, qui reflète une activité réelle, souvent génératrice d'emplois et consommatrice de moyens matériels et financiers que les autorités acceptent d'offrir quand elles comprennent le bénéfice de cet apport.

PAS D'ÉDUCATION SANS VÉRITABLES POLITIQUES DE JEUNESSE

Leader dans la promotion de l'éducation non formelle, tant du point de vue du plaidoyer global que de l'action locale, le Mouvement scout facilite la syndicalisation des organisations de jeunesse au sein de plates formes qui demandent de véritables politiques de jeunesse pour parvenir à installer durablement des résultats au profit des jeunes.

Pour l'Alliance des responsables des six plus grandes organisations de jeunesse[14]: *«Une politique nationale de jeunesse*

ILES SALOMON

Réhabiliter une école pour les malentendants

Les Iles Salomon ont connu des tensions ethniques et la guerre civile au cours des premières années de ce siècle, ce qui a causé beaucoup de souffrances. Une équipe de Scouts australiens a soutenu la rénovation d'une école, la seule dans le pays à accepter les étudiants malentendants; c'est un établissement important de la capitale Honiara. L'école est dirigée par la Croix-Rouge. Les Scouts ont non seulement amélioré les équipements tels que les toilettes et la cuisine, mais ils ont également installé un réseau d'ordinateurs à écran plat. L'accès à l'éducation pour tous est une des missions que le Scoutisme s'est donnée.

SUGGESTIONS POUR DES POLITIQUES DE JEUNESSE

Pour le bénéfice des agences nationales et internationales de tout type qui sont impliquées dans le travail de développement des jeunes, il y a un avantage à utiliser une méthode commune sur la manière d'établir le contenu des politiques nationales de jeunesse. Voici quelques suggestions :

- Renforcer des partenariats responsables avec tous les acteurs, surtout les réseaux de jeunes, les institutions et organisations non gouvernementales de jeunesse. D'autres organisations non gouvernementales travaillant avec des jeunes femmes, particulièrement des fillettes, des jeunes gens, leurs familles, les gouvernements, les agences internationales, les institutions éducatives, la société civile, le secteur privé et les médias devraient aussi être impliqués, afin de créer des synergies pour mieux répondre aux problèmes et au potentiel des jeunes, tant au niveau national que local;
- Faciliter l'accès des jeunes aux instances législatives, à travers leurs représentants, afin de les engager plus directement dans la formulation, l'exécution, le suivi, le contrôle et l'évaluation d'activités et de programmes de jeunesse, et d'assurer leur participation au développement;
- Donner la priorité à l'établissement de canaux de communication avec les jeunes afin de leur donner la parole, aux niveaux national, régional et international, et de leur donner l'information nécessaire pour leur permettre de participer efficacement et de devenir des leaders.

doit émerger d'un désir sincère de répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes. Et pour assurer qu'il en soit ainsi, elle devrait être conçue avec les jeunes et pas uniquement pour les jeunes». Pour être valable et crédible, une politique de jeunesse doit s'appuyer sur les forces créatives de la jeunesse afin d'être comprise et soutenue par tous les jeunes, y compris ceux qui ne font pas partie d'organisations de jeunesse. En clair, ces politiques devraient exprimer la façon dont les jeunes peuvent contribuer au développement de leur société et en bénéficier.

Une politique nationale de jeunesse doit avoir un rôle de coordination transversale et donner une orientation à toutes les politiques qui affectent les jeunes et leur développement en tant que citoyens, de manière directe ou indirecte. Pour cela, il faudrait qu'elle soit une politique d'état et non purement d'un gouvernement; qu'elle reflète une approche intégrée, trans-sectorielle et cohérente, qui soit interdisciplinaire, interministérielle et pluri-départementale; qu'elle procède d'un consensus national entre différents partis, basé sur une consultation large, incluant particulièrement la jeunesse; enfin, qu'elle soit conçue comme un instrument stratégique à long terme et non sur la base d'expédients politiques à court terme.

Pour le Mouvement scout et ses alliés : *«On peut avoir des divergences d'opinion sur le type de société que l'on souhaite bâtir, mais nous devrions tomber d'accord sur les qualités des individus qui la composent. Il faudrait renforcer ce type de qualités personnelles dans le cadre d'une éducation intégrale, couvrant à la fois l'école, la famille et la société civile»*. C'est cette vision holistique que le Scoutisme s'attache à trouver en rappelant qu'il agit en complément de l'action éducative menée par les familles et l'école.

© WOSM/V.ORTEGA

KENYA

LA NOUVELLE VIE DE PETER

© WOSM/J.O.OMONDI

Grandir dans les rues de Nairobi était une lutte constante pour le jeune Peter Kariuki qui n'a jamais su d'où proviendrait son prochain repas, ni jamais connu le luxe que sont des vêtements propres et l'éducation. Or, un jour, en 1993, une rencontre fortuite avec les Scouts a changé sa vie pour toujours. Alors qu'ils traînaient dans les rues de Nairobi, Peter et ses amis ont été invités à partager un repas dans une école primaire voisine et très rapidement un lien particulier s'est tissé entre les deux groupes.

Peter a bénéficié d'une partie du Programme d'Extension de l'Association des Scouts du Kenya. Celle-ci a aidé Peter à aller à l'école primaire de Muthurwa, puis à lui trouver une place à l'école secondaire de Kiriani, où Peter a fini ses études en 2003. Grâce au Scoutisme, Peter a appris et a enseigné aux autres que le cycle de la pauvreté pouvait être rompu. Il a même créé sa propre troupe à l'école secondaire. C'est en raison de ce sentiment qu'il s'est impliqué dans une organisation de charité appelée «Déplacer des montagnes» où il travaille avec de jeunes enfants des rues et leurs familles, et il a aidé à fonder un orphelinat dans le district de Siaya.

Peter attribue toutes ses réalisations personnelles à sa rencontre avec les Scouts il y a bien longtemps. Il encourage tous les enfants qu'il rencontre, en particulier aux «Montagnes» ,de rejoindre le Scoutisme. Il souscrit à l'idée d'aider les enfants défavorisés car il s'est engagé à le faire dans la Promesse scoute. Lorsqu'on lui demande comment il parvient à gérer tous ses engagements, Peter dit qu'il se rappelle toujours de l'enseignement du Scoutisme en matière de gestion du temps. Il est maintenant directeur d'une compagnie de tour-operator -AfriCampus- qui organise des safaris et emploie neuf personnes à temps plein et plusieurs ouvriers à mi-temps qui ont également bénéficié du Programme d'Extension.

La ville de Nairobi compte plus de 60.000 enfants de la rue dans et jusqu'à présent, les Scouts du Kenya ont inscrit plus de 1.200 Scouts dans le Programme d'Extension. Treize ans après, Peter prétend que le Scoutisme lui a sauvé la vie, et que toutes les opportunités qu'il a eues jusqu'ici n'auraient pas été possibles sans le Scoutisme. Il ajoute : «Le Programme d'Extension du Scoutisme est un bon exemple du véritable esprit du Mouvement».

LES ÉLÉMENTS DE L'ÉDUCATION NON FORMELLE

Le concept	Qu'est-ce que c'est ?	Que font les scouts ?
LE VOLONTARIAT	Les jeunes qui y adhèrent le font librement, ce qui renforce l'engagement et a une influence positive sur la formation de leur caractère.	Le caractère volontaire de l'adhésion au Scoutisme se manifeste particulièrement par la *«Promesse scoute»*. Lorsqu'un jeune a découvert les valeurs qu'on lui propose au sein du Scoutisme (et qui sont résumées dans la *«Loi scoute»*) après quelques mois de participation à un groupe scout, il est invité à *«faire sa promesse»*, c'est-à-dire à manifester sa volonté de *«faire de son mieux»* pour vivre les valeurs de la Loi scoute.
L'APPRENTISSAGE PAR L'EXPÉRIENCE	L'éducation non formelle permet d'acquérir une expérience pratique dans le domaine qui est le leur. L'apprentissage découle de l'expérience et non pas seulement d'une explication théorique. Par exemple, le développement des compétences relationnelles résulte de l'expérience directe de la vie en commun.	Dans le Scoutisme, les jeunes n'apprennent pas à partir de leçons théoriques mais à travers des activités et des projets qu'ils choisissent eux-mêmes avec l'aide des responsables adultes. Ces activités - adaptées à chaque âge - sont très diverses : jeux, explorations, randonnées et camps dans la nature, chantiers et constructions, services à la communauté, rencontres internationales, expression artistique, etc. car elles visent un développement global touchant toutes les dimensions de la personne: physique, intellectuelle, sociale, affective, spirituelle, autonomie et caractère.
PROGRAMMES PROGRESSIFS	Les jeunes ont la possibilité de mesurer leur propre évolution de façon souple sans être obligés de se tenir à un programme rigide. Chacun entreprend, exécute et franchit les étapes du programme lorsqu'il est mentalement et émotionnellement prêt à le faire.	Cette progressivité du programme éducatif est assurée dans le Scoutisme de plusieurs façons. D'une part, le Scoutisme est organisé en plusieurs branches ou tranches d'âge, en général les Louveteaux (dernière enfance, de 8 à 11 ans), les Scouts (première adolescence, de 11 à 15 ans), les Pionniers (seconde adolescence, de 15 à 18 ans) et les Routiers (jeunes adultes de 17 à 22 ans). Cette répartition en tranches d'âge permet d'adapter les objectifs éducatifs et les activités du Scoutisme aux caractéristiques de chaque stade de développement depuis l'enfance jusqu'à l'âge adulte. D'autre part, les jeunes sont invités à évaluer eux-mêmes leurs besoins de développement et à se donner des objectifs éducatifs personnels - avec l'aide des responsables adultes - qu'ils devront atteindre à travers les activités scoutes, guidés par un système de progression personnelle comprenant des étapes progressives et la possibilité de choisir des brevets de spécialité.
LE GROUPE DE PAIRS	Les jeunes souhaitent naturellement s'intégrer dans un groupe. Les organisations éducatives non formelles exploitent cette tendance naturelle à travers une dimension éducative. Le groupe de camarades est un cadre idéal dans lequel chacun peut, en association avec les autres, élaborer et exécuter des projets, prendre des responsabilités, nouer des relations et jouer un rôle particulier.	Le groupe de pairs, c'est-à-dire la petite équipe de jeunes de la même tranche d'âge, est l'unité de base du Scoutisme. La petite équipe d'amis choisis est typiquement le genre de groupe que recherchent spontanément les enfants et surtout les adolescents : *«Le Scoutisme insère les jeunes dans des bandes fraternelles qui sont leur organisation naturelle...»* (Baden-Powell). L'équipe de jeunes, dans la mesure des capacités de chaque âge, peut développer des activités de manière autonome. Elle est dirigée par un jeune plus expérimenté qui joue un rôle de tuteur, de mentor et de médiateur, avec le soutien des animateurs adultes. C'est une méthode d'éducation de pair à pair, systématiquement développée par le Scoutisme.
RELATION JEUNES-ADULTES	Un réel partenariat s'établit entre les jeunes et les adultes, qui apprennent les uns des autres. Il existe très peu de lieux où une telle relation peut se développer sans autoritarisme.	Baden-Powell insistait sur le fait que dans le Scoutisme le responsable adulte n'était ni un maître d'école, ni un prêtre, ni un officier, ni un instructeur, mais un «grand frère" (ou une grande sœur), capable de se situer de plein pied avec les jeunes et de parler leur language. Le responsable scout ne dirige pas, il conseille, oriente, guide. Tout en étant le garant des valeurs du Scoutisme, de sa mission et de ses objectifs éducatifs, il aide les jeunes à prendre des responsabilités et à participer aux décisions. Le Scoutisme est avant tout un système d'auto-éducation dans un cadre inter-générationnel.
INITIATIVE ET RESPONSABILITÉ	Les organisations éducatives permettent aux jeunes d'acquérir des qualités de meneur sans attendre d'avoir grandi. Ainsi, ils font très tôt l'expérience de la prise de décision et de l'exercice du pouvoir démocratique.	Dans le Scoutisme, le groupe des jeunes est organisé et fonctionne comme une petite démocratie avec ses «communautés locales» - les petites équipes autonomes qui permettent aux jeunes de partager projets et responsabilités -, son *«gouvernement»*- le Conseil des chefs d'équipes, qui planifie les activités et organise la vie du groupe -, son *«parlement»*, l'assemblée de tous les jeunes, qui évalue la vie du groupe, choisit les activités et décide des règles communes.
ELABORATION D'UN SYSTÈME DE VALEURS	Toutes les organisations expriment un système de valeurs dans lesquelles elles plongent leurs racines et qui correspondent à leur éthique. Elles permettent aux jeunes d'élaborer progressivement un système de valeurs qui guidera leur vie.	Dans le Scoutisme, la *«Loi scoute»* est la loi fondamentale du groupe. Elle propose dans un langage adapté à chaque âge un ensemble de valeurs toujours exprimées de manière positive: être une personne de confiance, la droiture et la loyauté ; le respect de toute personne et la solidarité ; protéger la nature et la vie ; une attitude positive vis-à-vis des aléas de la vie ; le respect du travail, l'utilisation des ressources à bon escient et le souci de faire de son mieux; le sens de sa propre dignité. Il n'y a aucun interdit dans cette loi. Baden-Powell, dès l'origine, a fortement insisté sur ce point: *«Le jeune n'est pas gouverné par des interdictions, mais guidé par des indications positives. La Loi scoute est établie comme un guide de ses actes et non pas comme un instrument de répression de ses défauts»*. En utilisant la Loi scoute comme référence, les jeunes, guidés par les responsables adultes, sont appelés à évaluer la vie du groupe et à se donner des règles communes pour progresser ensemble. Ainsi se construit progressivement une dynamique qui aide chacun à progresser vers l'autonomie morale.

© JPPOUTEAU

SANTÉ ET SÉCURITÉ

DEUX ENJEUX ÉDUCATIFS MAJEURS

Période de changements sur le plan physique, émotionnel et social, l'adolescence, peut donner lieu à des comportements à risques. Il est donc essentiel d'informer les jeunes sur ces risques et de faciliter la prévention et l'accès aux soins.

Chaque année, des millions d'enfants sont victimes d'exploitation, d'abus sexuels et de violence. Enlevés de leurs foyers, abandonnés par des parents malades ou trop pauvres, enrôlés de force dans l'armée, vendus comme travailleurs du sexe sur catalogue ou maltraités au sein de leur propre famille : les enfants sont victimes d'abus portant gravement atteinte à leur développement physique, moral et affectif. Les conséquences peuvent aller jusqu'au suicide où un fort taux est enregistré chez les victimes d'exploitation sexuelle. La question des comportements à risque est extrêmement large car elle touche à des problèmes variés.

LES COMPORTEMENTS SEXUELS DES JEUNES

Abordons tout d'abord les questions liées à l'activité sexuelle des jeunes. Très souvent considérée comme un tabou, cette question doit cependant être explorée dans les mêmes termes que le fondateur l'abordait lui-même lorsqu'il écrivait au sujet de l'hygiène sexuelle, dans Le guide du chef éclaireur: *«Il ne peut être ignoré dans l'éducation du garçon, encore moins dans celle de la jeune fille. Il y a*

LES GUIDES POSENT SEPT QUESTIONS ESSENTIELLES

Luttons contre le Sida

Près d'un quart des filles interrogées disent connaître quelqu'un vivant avec le virus du Sida. Les Guides et les Eclaireuses peuvent obtenir le badge de lutte contre le Sida en entreprenant des activités dans trois domaines: celui du combat contre la peur, la honte et l'injustice; de la prévention pour aider à changer les comportements; et du soutien des personnes vivant avec le virus. L'Association Mondiale des Guides et des Éclaireuses (AMGE) est en train de mettre en place un partenariat avec l'Onusida afin d'améliorer l'impact de la prévention chez les jeunes.

Faisons le choix d'une nourriture saine

89% des filles interrogées pensent que les jeunes savent comment garder la forme mais 54% ont répondu en indiquant que les gens choisissaient de ne pas manger sainement. L'AMGE travaille étroitement avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette enquête a révélé que les jeunes filles souhaitent que l'AMGE continue à donner des conseils sur la nourriture saine et donc aussi les bénéfices apportés par celle-ci selon les différentes parties du monde.

Prévenons la grossesse chez les adolescentes

80% des jeunes filles consultées pensent que la grossese chez les adolescentes est un sujet important dans leur pays. 42% des filles et jeunes femmes plébiscitent même l'AMGE pour que celle-ci lance son propre programme d'éducation sexuelle. 39% d'entre-elles souhaitent travailler sur cette question au sein de leur communauté. L'AMGE est donc invitée à continuer à promouvoir l'accès à l'éducation et à l'information sur ce sujet.

Il est important de parler de sexe

Un tiers des filles interrogées assurent que leurs parents ont été les premiers à leur parler de sexe. Cependant, 38% déclarent que les filles ne recoivent aucune éducation sexuelle dans leurs pays. 85% accordent qu'elles seraient plus à l'aise si elles étaient informées par des filles de leur âge. L'éducation par les pairs fait partie intégrante de l'éducation chez les Guides et les Eclaireuses. Ces dernières les aident notamment à faire des choix et à développer leur propre système de valeurs.

Parlons du danger des drogues

Plus de la moitié des filles estiment que les jeunes femmes ne réalisent pas le danger que représente l'accoutumance à la drogue. On attend donc de l'AMGE qu'elle prenne position sur les drogues et l'éducation des jeunes femmes concernant les dangers qui lui sont liés. L'AMGE collabore étroitement avec l'Office des Nations unies contre la Drogue et le Crime.

Interdisons de fumer dans les lieux publics

83% des filles Guides à travers le monde sont d'avis que fumer dans les lieux publics devrait être interdit. L'AMGE doit alors essayer d'influencer les gouvernements et les entreprises afin de faire changer la loi et interdire la cigarette dans les lieux publics en utilisant les résultats de cette étude.

Découvre ton potentiel

82% des filles interrogées ressentent une pression quant à leur façon de paraître et de s'habiller. 36% des filles commencent à se préoccuper de leur apparence avant l'âge de 12 ans. Les amies sont désignées comme ayant la plus grande influence sur leur apparence (39%). C'est pourquoi l'AMGE doit continuer à aider les jeunes filles à développer leur confiance et leur estime d'elles-mêmes.

Ce document a été élaboré sur la base d'une enquête sur la santé des adolescentes menée par l'Association Mondiale des Guides et des Éclaireuses (AMGE)[5].

© WOSM/VORTEGA

toute une barricade de préjugés et de fausse pruderie à renverser du côté des parents et du public… C'est avant tout le devoir des parents de s'occuper de cette question; mais beaucoup d'entre-eux reculent devant ce devoir puis inventent des excuses. Une telle négligence frise le crime». L'ignorance est un facteur aggravant des problèmes liés à la sexualité. Il est donc clair que l'information auprès des jeunes doit être davantage diffusée en réponse aux questions et aux problèmes qu'ils rencontrent.

Dans la majeure partie du monde, les jeunes atteignent la puberté plus tôt et se marient plus tard qu'auparavant. Les rapports sexuels avant le mariage sont en augmentation[1]. Les grossesses d'adolescentes sont en baisse dans de nombreux pays. Or, elles demeurent une grande source de préoccupation en raison du risque qu'une grossesse précoce fait courir à la mère. Dans les pays en développement, une femme sur trois donne naissance avant l'âge de 20 ans[2].

Pour de nombreuses jeunes filles, refuser un rapport – protégé ou non - ne semble guère évident, voire quasiment impossible. La violence, les normes socio-culturelles, mais aussi les conditions de vie précaires donnent malheureusement aux rapports sexuels une valeur de monnaie d'échange. Une étude[3] réalisée par l'Association Mondiale des Guides et Eclaireuses (AMGE) en 2005 relève sept questions à aborder en priorité concernant la santé des adolescentes et les actions à mener. Deux[4] d'entre-elles soulignent notamment l'importance qui consiste à oser parler de sexe et de faire de la prévention contre les grossesses précoces (voir encadré).

LE SIDA : DÉGÂTS DES RAPPORTS NON-PROTÉGÉS

Dans un tel contexte, la difficulté de refuser un rapport sexuel explique en partie la fulgurante propagation du Sida. Celui-ci frappe de plus en plus les jeunes et surtout les filles. Les 15-24 ans constituent la moitié des nouvelles infections dans le monde[6]. Au total, on estime à plus de dix millions le nombre de jeunes infectés par le virus dont 6,2 millions en Afrique subsaharienne et 2,2 millions en Asie[7]. Le taux d'infection chez les filles est plus élevé pour de multiples raisons: biologiques, mariage précoce, inégalité des sexes, violence sexuelle, normes socio-culturelles. Avec elles, les orphelins, les professionnels du sexe, les enfants des rues, les jeunes homosexuels et les toxicomanes constituent la population la plus vulnérable face à la maladie.

Le manque d'information est un obstacle majeur à la lutte contre le virus. Les jeunes connaissent toujours très mal les faits les plus importants les concernant. Par exemple en Ukraine, 39% des adolescents n'en ont jamais entendu parler ou pensent qu'il s'attrape par des voies surnaturelles[8]. En règle générale, dans les pays développés, on constate un relâchement de la protection lors de rapports sexuels depuis l'apparition des trithérapies qui ne soignent pas, mais inconsciemment «rassurent». Une fois le virus contracté, l'accès aux traitements antiviraux demeure limité. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estime que neuf personnes sur dix ayant besoin d'un traitement d'urgence n'en bénéficient pas. Et cela, en dépit du mouvement mondial en faveur de l'élargissement de l'accès aux traitements et de la chute des prix des médicaments[9].

© WOSM/WORLD SCOUTING

A ce sujet, lors du XVIème Congrès international sur le Sida, qui s'est tenu à Toronto du 13 au 18 août 2006[10], plus de 45 organisations ont demandé un moratoire sur les accords bilatéraux de libre-échange, qui selon elles nuisent à la production de médicaments génériques abordables contre le Sida[11]. Selon le Programme commun des Nations unies sur le Sida (Onusida), il y avait à la fin de 2005, un nombre estimé à 39 millions de personnes de par le monde qui vivaient avec la maladie, dont une majorité dans des pays en développement. Et sur les 6,8 millions de personnes infectées vivant dans les pays à revenu de niveau faible à moyen et qui ont besoin de médicaments antirétrovitaux, seulement 24% (1,6 million au total) y ont accès[12].

L'action des organisations de jeunesse est vitale dans la prévention et la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles. Elles tentent de guider les jeunes pour qu'ils adoptent un comportement sexuel responsable, avec des approches différentes selon la culture, les croyances et les traditions familiales de chacun (abstinence sexuelle, fidélité, utilisation de préservatifs, etc.). Partenaire de la lutte contre le Sida, l'OMMS a produit un manuel de formation en collaboration avec la Fédération internationale de la Croix-

1. Rapport sur l'état de la population mondiale 2004. www.unfpa.org

2. Les 15-19 ans donnent naissance à 17 millions d'enfants sur les 131 millions qui naissent chaque année. Source : Unaids. La grossesse est une cause majeure de décès chez les 15-19 ans.

3. «Adolescent Health Survey» : seven key messages and point actions. Les 7 points évoqués (à gauche) ont été traduits de l'anglais et résumés. Texte intégral sur le site : http://www.wagggsworld.org/fr/resources/documents/84

4. 37% des Guides et Eclaireuses pensent qu'il est très important que leurs leaders abordent cette question.

5. Opus cit. 3

6. Rapport sur l'épidémie mondiale du Sida, 2004. 4e rapport mondial. Onusida. www.unaids.org/bangkok2004

7. Rapport mondial sur la jeunesse 2005. www.un.org/youth

8. http://www.unicef.org/french/publications/index_4447.html.

9. Opus cit. 7.

10. http://www.aids2006.org/fr/

11. http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=200003&sid=6983608

12. Opus cit.10.

BRÉSIL

Des dents propres pour tous !

Une étude récente a montré qu'au Brésil, 30 millions de personnes ont perdu leurs dents parce qu'elles étaient trop pauvres pour maintenir une bonne hygiène buccale. Réagissant à ce phénomène, les Scouts brésiliens ont lancé une campagne nationale pour améliorer les soins dentaires de base. Afin de combattre la marginalisation que plusieurs de ces familles pauvres ont connu en raison d'un manque d'accès aux soins dentaires, les Scouts ont identifié les communautés dans le besoin et ont fourni des informations structurées et bon marché sur les soins dentaires de base.

© H.ABDUSALAM

PRÉVENTION DES IST DANS LES ÉVÉNEMENTS SCOUTS

Depuis bientôt 15 ans, la politique de l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout, qui est l'autorité responsable pour le Jamboree Scout Mondial, est de mettre gratuitement des préservatifs à disposition des participants qui le demandent, dans les centres de santé de l'événement.

La lutte contre le Sida et la résurgence des infections sexuellement transmissibles (IST) a amené l'OMMS à travailler étroitement avec l'Onusida, l'Unicef, l'OMS et le FNUAP à la mise en place de programmes éducatifs qui permettent une meilleure éducation affective et sexuelle des jeunes, intégrant d'une part le développement affectif des jeunes, garçons et filles, et d'autre part la prévention des risques liée aux infections sexuellement transmissibles (voir histoire). La présence du Scoutisme dans de nombreux pays touchés par les IST a naturellement amené les Organisations scoutes nationales à intégrer ce problème dans leurs programmes éducatifs.

Rouge et du Croissant-Rouge à l'usage des jeunes responsables scouts[13]. Elle participe également à de nombreux programmes en matière de lutte contre la pandémie en collaboration avec les agences onusiennes. Elle est aussi à l'origine d'initiatives comme le Forum panafricain de la Jeunesse sur le Sida, qui s'est tenu en 2004 au Sénégal (voir encadré page 54). Le but était d'encourager les participants à mettre en œuvre, dans leurs pays respectifs, des plans nationaux, coordonnés ou communs, de lutte de la jeunesse contre le Sida.

NÉPAL ET INDE

Éradiquer la lèpre

L'Organisation mondiale de la Santé a identifié le Népal et l'Inde comme étant deux des cinq pays fortement endémiques dans le monde. Aujourd'hui, les Scouts et les Guides contribuent inlassablement non seulement à supprimer la lèpre mais également à combattre les préjugés liés aux lépreux. Les Scouts et les Guides suivent une formation intensive sur la sensibilisation et l'éradication de la lèpre. Le plus marquant est qu'ils s'occupent de faire la toilette des patients à la maison, ce qui établit une certaine confiance et crédibilité entre les Scouts, les lépreux et les villageois.

LE SAVIEZ-VOUS ?

- La grossesse est une cause majeure de décès chez les 15-19 ans.
- Toutes les 14 secondes, un jeune est infecté par le Sida.
- 10 millions de jeunes vivent avec le Sida (Onusida, 2004).
- 57.000 enfants sont victimes de crimes chaque année (OMS).
- Entre 200.000 et 350.000 enfants sont soldats.
- 40 millions de jeunes de moins de 15 ans souffrent de maltraitance.
- 1,2 million d'enfants font l'objet d'un trafic.
- 5,7 millions sont victimes d'esclavage.

13. Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Organisation Mondiale du Mouvement Scout : Agir avec les jeunes. Manuel de formation sur le SIDA. CH - Genève, 1990.

14. www.unicef.org

15. Opus cit. 7

L'ALCOOL ET LES DROGUES DE SYNTHÈSE EN RECRUDESCENCE

Dans de nombreux pays, les jeunes consomment du tabac et de l'alcool de plus en plus tôt[14]. Un fait nouveau en Europe : la consommation d'alcool des jeunes femmes est en train de rattraper celle des hommes. Le problème est que plus le jeune commence tôt, plus les risques de dépendance et de traumatismes liés à la consommation sont importants. Dans les pays en voie de développement, les données sont rares. On a toutefois relevé l'augmentation de la consommation d'alcool en Amérique latine, notamment chez les femmes. L'alcool et les drogues ont contribué à la hausse de la mortalité et du risque d'infection par le Sida chez les jeunes enfants. En Asie centrale et en Europe orientale, 25 % des toxicomanes par voie intraveineuse ont moins de 20 ans. Il s'agit la plupart du temps de travailleurs du sexe.

Les drogues de synthèse (amphétamines, ecstasy) sont en nette progression alors que le cannabis - la drogue la plus courante - est en recul depuis 2003. Les recommandations du Rapport mondial sur la jeunesse 2005[15]sont les suivantes : les programmes et les politiques doivent tenir compte des facteurs qui poussent les jeunes à devenir toxicomanes, faire la promotion d'un mode de vie plus sain et restreindre la commercialisation du tabac et de l'alcool.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ / UNICEF

Les jeunes parlent aux jeunes

Avoir un réel impact sur les jeunes en matière de prévention et de santé n'est pas assuré. C'est pourquoi 240 jeunes leaders d'Egypte, de Jordanie, du Liban et du Sultanat d'Oman ont été formés pour éduquer leurs pairs sur des sujets sensibles comme le virus du Sida, l'abus de drogue ou encore les accidents. Ce projet a vu le jour grâce à l'établissement d'une alliance stratégique avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Des projets individuels avaient déjà été mis en place ces dernières années grâce à des partenariats avec des agences onusiennes telles que l'Unicef, l'Unesco ou encore l'UNHCR.

A Oman, le Ministère de la Santé a choisi la solution des jeunes parlant aux jeunes pour évoquer le Sida. Il a confié cette mission à l'Organisation nationale des Scouts et des Guides. Aujourd'hui, des milliers de jeunes Scouts et Guides améliorent leurs connaissances en matière de santé à travers des programmes informatiques et des séances de questions-réponses. Ils sont soutenus par l'Unicef, en charge de la couverture médiatique.

Le but est que ces jeunes puissent ensuite en informer d'autres et faire de la prévention un outil le plus efficace possible. «Les jeunes reçoivent mieux un message venant de leurs pairs que des adultes et sont donc plus à même de se laisser convaincre de la nécessité de se protéger», confirme June Kunugi, représentante de l'Unicef à Oman. Marwa Munsoor, 15 ans, reconnaît quant à elle la valeur d'un dialogue ouvert concernant le Sida. «Chaque citoyen devrait être informé à propos de ce virus et surtout nous, les jeunes, car nous sommes le futur».

Ce programme vise à développer des habitudes saines et des compétences de base en terme de communication chez les jeunes et à leur faire prendre conscience de l'importance de prendre soin d'eux-mêmes. Simple à appliquer dans les écoles, les clubs et les collèges, il nécessite peu de moyens et de préparation.

16. Baden Powell R., quoted in «Footsteps of the Founder of the Founder» , rassemblées par Mario Sica, Edizioni Scout/Fiordaliso, 2001.

© WOSM/M. POURET

LA CONTRIBUTION DU SCOUTISME À LA SANTÉ PUBLIQUE

Le Scoutisme n'est pas un mouvement spécialisé dans les problèmes de santé. Par contre, ayant pleinement conscience que sa proximité avec les jeunes lui permet de mener des campagnes de prévention et d'éducation, il est naturellement devenu l'allié des agences nationales ou internationales qui travaillent dans le champ de la santé. Les actions varient selon la réalité sociale. La plupart des associations scoutes nationales intègrant les enfants handicapés, ont créé des programmes spécifiques pour les enfants en situation difficile, comme celui pour les enfants des rues au Kenya et en Ouganda. Le Scoutisme conduit des campagnes d'immunisation contre la polio à l'échelle nationale, comme cela se fait en collaboration avec l'Unicef en Angola. Dans plus d'une douzaine de pays, en partenariat avec l'organisation de lutte contre la lèpre, le Scoutisme est allé au devant de ceux qui voient leurs corps mutilés par ce fléau. Pour cette action, le Mouvement a été publiquement félicité en 2004, par l'ancien directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, J.Wong Lee, à l'occasion de la Journée mondiale contre la lèpre.

Le rôle de l'éducation non formelle est primordial, notamment pour tous les jeunes qui ne peuvent pas être scolarisés. Pour le Scoutisme, c'est fondamental. «La santé et la manière de la développer font autant partie de l'éducation que l'instruction, l'acccomplissement scientifique ou technique»[16] déclarait son fondateur qui fit de nombreuses recommendations pour se maintenir en bonne santé. En fait, «le devoir envers soi-même» et le développement d'habitudes saines font partie intégrante de la méthode scoute et, indépendamment des projets spécifiques liés à une communauté, ces deux principes représentent la plus importante contribution du Scoutisme au maintien de la santé publique.

En interagissant avec ses pairs et sa famille, chaque Scout, conscient des problèmes de santé, devient un puissant démultiplicateur. Dès lors, l'introduction de la promotion pour la santé dans les activités, même de loisir, est de plus en plus courant. Cette action est reconnue comme l'une des plus importantes mesures de prévention pour les maladies dont la transmission est fortement influencée par les comportements individuels et collectifs, comme c'est le cas pour la consommation des drogues illicites et de tabac, ou de l'abus d'alcool.

AFRIQUE

Union des jeunes contre le Sida

Créer une synergie entre les organisations de jeunesse et les organismes spécialisés afin de mieux lutter contre le Sida en Afrique. Tel était l'enjeu du Forum panafricain de la jeunesse, intitulé «Le Sida: une question d'éducation», qui s'est déroulé à Dakar du 22 au 26 mars 2004 sur l'invitation du Président de la République du Sénégal, Abdoulaye Wade. L'événement a réuni près de 220 jeunes membres des plus grandes organisations mondiales de jeunesse présentes en Afrique et des experts de 45 pays africains pour établir des plans nationaux pour combattre le Sida ensemble chez eux.

Pour assurer une participation la plus efficace possible, une approche en trois étapes a été mise sur pied.

1. Une phase de préparation afin de créer un partenariat avec les organisations nationales et internationales dans le but d'aboutir à un plan d'action commun.
2. Le Forum en lui-même pour renforcer l'alliance entre les différents partenaires
3. Une phase de suivi afin d'exécuter le plan d'action avec le soutien technique et financier des partenaires (Onusida, Unesco, Unicef, OMS, UNFPA, Francophonie, CNLS et Banque mondiale).

Les participants ont eux-mêmes conçu, affiné et développé la contribution commune de leurs organisations au Plan national de lutte contre le Sida pour leurs pays respectifs. Unis par un même idéal d'engagement social volontaire et d'esprit de service à la communauté, ils étaient idéalement placés pour faire passer à leurs pairs un message convaincant de lutte contre le Sida.

INDONÉSIE

TSUNAMI : UN DEVOIR SCOUT

© M.CLAYTON

Edi Darmadi, un étudiant ingénieur de 19 ans, membre des Scouts routiers de son université regardait avec horreur les conséquences du tremblement de terre et du tsunami à la télévision et savait qu'il devait faire quelque chose. Il revêtit son uniforme et enfourcha sa moto pour parcourir les dix milles qui le séparaient du bureau.

Dès qu'il eut atteint la porte principale, Edi fut étonné de voir tant de Routiers proposant leurs services comme bénévoles. Il vit Firman et Apriadi, ses amis de la troupe scoute de Bogor. Le Scoutisme indonésien était en train d'installer un camp de secours pour travailler en relais avec la Croix-Rouge indonésienne à Banda Aceh. Edi commença sa formation. C'était un mélange épuisant d'entraînement physique, de contrôles sanitaires, de vaccins et de formation aux soins de santé et aux problèmes de sécurité en temps de catastrophes.

Le 3 janvier, alors qu'Edi descendait d'un véhicule militaire dans le petit aéroport de Banda Aceh, Agustamin l'accueillit d'une poignée de main et d'un sourire chaleureux. «Merci de venir aider mon peuple !» «C'est aussi le mien» , dit Edi. Agustamin a encore souri. «Suivez-moi tous». Les 50 premiers volontaires scouts ont suivi Agustamin avec leurs vélos et leurs sacs à dos et ont rejoint le campement scout à cinq miles de là.

«Vous travaillerez au camp provisoire installé près de la station de TV. Quatre cents personnes sans abri y sont réfugiées. Nous avons besoin de vous pour vous occuper des repas et pour montrer aux gens comment monter les tentes». Les autorités étaient très impressionnées par l'efficacité de l'organisation scoute et par le respect que les personnes sans abri leur ont témoigné. Elles alors demandaient aux Scouts de rejoindre un camp plus important et de gérer les stocks ainsi que la distribution de nourriture et de médicaments qui arrivaient par transports aériens de manière désorganisée.

Après deux semaines de dur labeur à Aceh, Edi reprit sa vie à Jakarta. «Je me souviendrai toute ma vie de cette expérience. Je suis fier de ce que nous avons réalisé à Aceh. Notre équipe a vraiment changé la vie des gens là-bas et aussi...nos vies».

© WOSM/A.PIERI

PROTECTION DE L'ENFANCE

GARANTIR UN ENVIRONNEMENT SÛR

Comme toute organisation qui accueille des enfants, le Scoutisme, a dû inventer des mesures qui garantissent la prévention des menaces qui les entourent et définir les sanctions contre quiconque viole l'intégrité d'un enfant. La prise de conscience grandissante de la société concernant le besoin de protéger les enfants contre les abus, a amené le Mouvement à voter une résolution précise lors de sa 36e Conférence mondiale. Cette résolution exhorte les Associations scoutes nationales à adopter et mettre en place une politique et des procédures, pour protéger les plus jeunes de ses membres.

Pour la plupart des Associations scoutes nationales qui ont déjà établi une telle politique sur la protection des enfants, cela passe par une formation adéquate des responsables adultes et par une connaissance suffisante des droits de l'enfant. Certaines Associations scoutes nationales ont publié une carte individuelle à l'adresse des responsables, jointe à leur contrat de volontaire. Cette carte, que l'on peut placer dans son portefeuille, indique fermement ce que l'on peut et ne peut pas faire vis-à-vis d'un enfant. Les Scouts des Etats-Unis ont mis en ligne un outil de formation sur la protection de la jeunesse. Ils proposent également une brochure aux parents, leur expliquant ce que signifie le terme d'abus, comment repérer les signes psychologiques chez les enfants qui en sont victimes et surtout comment les aider à les éviter et à en parler.

La prise de conscience du Scoutisme a progressé de façon conséquente au sein de la région Afrique, région touchée également par des conflits qui augmentent les risques d'abus. La région Asie-Pacifique inclut un module sur le sujet dans le cadre de sa formation sur la gestion des risques.

Suite à une recommandation votée par la Conférence européenne des Scouts et Guides, en 2001, la région européenne a créé des outils de formation et de sensiblisation pour soutenir ses associations membres à appliquer les mesures de protection de la jeunesse. La recommandation de 2001 précisait que la protection des enfants doit faire partie intégrante de la politique des organisations de jeunesse. Le kit de formation rappelle que les jeunes gens ont des droits, que leur bien-être et leur plein développement priment, et qu'une politique garantissant ce bien-être et les protégeant des abus doit être adoptée au niveau national.

SIX CATÉGORIES D'ENFANTS À PROTÉGER

L'Unicef a défini six catégories d'enfants à protéger en priorité:

- Les victimes d'esclavage ou de travail forcé: selon l'Organisation internationale du Travail (OIT)[17], 218 millions d'enfants travaillent dont 126 dans des conditions dangereuses. Dans les pays industrialisés et en transition, leur nombre atteint 2,5 millions.
- Les enfants livrés à eux-mêmes: séparés de leur famille par la guerre ou orphelins du Sida, ils sont exposés à toutes les formes d'abus tout en étant totalement privés de soutien affectif.
- Les victimes de trafics: organes, vente de fillettes sur catalogues, etc…Leur nombre est estimé à 1,2 million.
- Les victimes de l'exploitation sexuelle dont le nombre est évalué à 1 million : l'abus sexuel est alimenté par la demande locale et souvent par des gens qui sont le plus proches des enfants. Les gouvernements et les communautés rechignent à intervenir dans ce type d'affaires[18].
- Les enfants soldats, estimés à 300.000 et âgés parfois d'à peine huit ans.
- Les victimes de châtiments corporels que l'on trouve dans les pays riches comme dans les pays pauvres. Au Royaume-Uni, les bébés de moins d'un an ont quatre fois plus de risque que n'importe quelle autre catégorie d'âge d'être tués par leurs parents.

17. Rapport OIT 2006. http://www.ilo.org/public/french/index.htm

18. www.unicef.org/french/media. Faits et chiffres : Protection de l'enfant.

NATIONS UNIES

Etude pour prévenir la violence contre les enfants

Quelle sorte de violence les enfants subissent-ils à travers le monde? Comment celle-ci affecte-t-elle les enfants? Que faut-il faire pour la prévenir? C'est à toutes ces questions que doit répondre le rapport pour l'étude des Nations unies sur la violence contre les enfants qui sortira en octobre 2006 et auquel l'OMMS a participé. Elle a fait partie du groupe chargé de rédiger ce rapport ainsi qu'une version éducative destinée aux enfants. L'étude des Nations unies a pour but d'aider les gouvernements, les organisations travaillant avec les enfants et les parents à comprendre mieux ce phénomène pour mieux le combattre.

EMPLOI DES JEUNES

UN LIEU DE FORMATION ALTERNATIF

Chômage, manque de formation ou formation inadéquate. Ils sont des millions de jeunes à en souffrir. Les organisations de jeunesse leur offrent d'acquérir des compétences qui ne sont pas acquises à l'école ou dans les centres de formation.

© WOSM/JL BERTRAND

Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), 88 millions de jeunes femmes et de jeunes hommes sont sans emploi. Cela représente 47 % des 186 millions de personnes au chômage dans le monde. Elle estime par ailleurs que 59% de jeunes entre 15 et 17 ans exécuteraient des travaux à risque. Les femmes sont les plus désavantagées. D'une manière générale, les jeunes occupent souvent des postes peu rémunérés, à durée incertaine et offrant peu de perspectives d'avenir. La question de l'emploi des jeunes est donc l'un des grands enjeux de notre temps.
La communauté internationale l'a compris puisqu'elle en a fait un objectif précis, inscrit dans la Campagne du Millénaire[1].

D'après l'OIT, se confronter à une génération sans espoir de trouver un emploi stable est une responsabilité lourde à porter pour la société. Car le manque d'espoir favorise l'émergence de comportements à risque tels que la violence. L'OIT souligne qu'un premier emploi n'offrant pas des conditions de travail dignes peut avoir des répercutions négatives sur la suite de la vie professionnelle et personnelle.

Il s'agit alors de chercher les atouts qui permettent aux jeunes de participer à la vie économique. Les organisations du secteur de l'éducation non formelle l'ont compris et apportent une réponse pertinente : pallier le manque d'expérience et acquérir des compétences qui ne seraient pas acquises à l'école ou dans les centres de formation. Cela passe par une meilleure employabilité.

1. Objectif du Millénaire 8. Développer un partenariat pour le développement. Point 16 : En collaboration avec les pays en développement, «formuler et appliquer des stratégies qui donnent aux jeunes, partout dans le monde, une chance réelle de trouver un travail décent et utile»

© WOSM/WORLD SCOUTING

UN RÉSEAU MONDIAL DE CONCERTATION

A l'instar de la Banque mondiale, les Nations unies sont convaincues que plus on investit tôt chez les jeunes, plus les retombées seront positives et durables. Or, pour récolter les fruits de la semence, encore faut-il que l'emploi existe. Les Nations unies se sont alliées avec la Banque mondiale et l'OIT afin de trouver des solutions en donnant naissance au Réseau pour l'Emploi des Jeunes (lire

LE SCOUTISME, PREMIÈRE ÉCOLE DE MANAGEMENT

«Le Scoutisme, l'école de formation des leaders», tel est le titre qui a fait l'an passé la couverture d'un numéro du plus important magazine économique suisse, Bilanz. C'est aussi ce qui pousse des entrepreneurs à soutenir le Mouvement, à l'image de Klaus Jacobs, le propriétaire d'Adecco, première agence mondiale de travail temporaire. Grâce à sa fondation, Klaus Jacobs finance un important projet de formation de leader sur le continent africain. Le monde économique reconnaît ainsi la valeur ajoutée de l'expérience scoute dans le CV des futurs dirigeants, certaines valeurs comme la confiance, la loyauté, l'intégrité. Ils reconnaissent aussi des compétences précises acquises grâce à la méthode scoute. En partenariat avec l'OMMS, la prestigieuse Bocconi University Management School de Milan a décidé de décrire les compétences acquises dans le Scoutisme, à l'occasion d'un cours interactif sur les valeurs de base du management. Ce cours expérimental, qui se déroulera en octobre 2006, a été créé pour observer des expériences similaires dans le milieu des organisations de volontaires. Il devrait déboucher sur un mécanisme de validation des compétences. Cette expérience s'apparente aux recommandations de l'Union européenne sur la formation tout au long de la vie.

l'interview de Regina Monticone, notre grand témoin). Il s'agit d'une initiative du Secrétaire Général de l'Onu, Kofi Annan. Le Bureau International du Travail (BIT), au sein de l'OIT, accueille le secrétariat du Réseau à Genève. Celui-ci rassemble des industriels, des représentants de la société civile et des décideurs qui réfléchissent à la question aux niveaux mondial, national et local. Le BIT, qui est en charge du secrétariat du Réseau, s'appuie sur les organisations de jeunesse. Deux résolutions des Nations unies aident à justifier cette implication. La collaboration avec ces dernières est essentielle, car elle permet, non seulement la participation des jeunes, mais elle garantit une crédibilité auprès de la société civile, notamment des syndicats de travailleurs et d'étudiants. Parmi les organisations de jeunesse qui sont parties prenantes : l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout[2].

© JP.POUTEAU

Le Réseau permet aux jeunes d'être concertés et d'être directement impliqués dans la conception et la mise en place de mesures en faveur de l'emploi. Les consultations auprès des jeunes sont considérées comme un outil essentiel du Réseau. Il offre un appui technique et des conseils stratégiques grâce à l'étroite collaboration avec les organisations mondiales de jeunesse. Il a ainsi favorisé l'élaboration de plans d'action nationaux au sein d'un groupe de dix-sept pays[3] qui se sont engagés à agir activement dans ce sens avec le soutien du BIT. Un projet entre autre piloté par les Scouts est en cours de réalisation en Egypte. Il vise à informer les organisations de jeunesse présentes dans le pays, sur les possiblilités d'impliquer davantage les jeunes dans les plans d'actions nationaux visant à augmenter l'emploi et l'employabilité (lire l'interview page 62).

L'EMPLOYABILITÉ, UNE CONSÉQUENCE DU SAVOIR-FAIRE SCOUT

Comme toujours avec le Mouvement scout, il y a la partie méconnue du travail de plaidoyer, qui vise à négocier et obtenir des politiques en faveur de la jeunesse, mais il y a aussi l'action au niveau local. Comment donner de l'expérience aux jeunes pour qu'ils trouvent du travail à la sortie de l'école ? L'action passe par des programmes visant à améliorer l'employabilité des jeunes en les préparant à s'insérer dans le monde du travail. Il s'agit en fait d'une conséquence de la pratique éducative du Scoutisme. A travers ses programmes et ses activités, le Scoutisme aide les jeunes à développer des compétences de savoir-être et de savoir-faire très recherchées dans le monde productif, indispensables pour démarrer et mener de nouvelles entreprises. Des qualités essentielles telles que le leadership, l'engagement, la participation, l'adaptation, l'esprit d'initiative, le sens des responsabilités, la confiance en soi. Il apporte aussi des compétences telles qu'une bonne communication, le sens de l'organisation, de la médiation, l'esprit d'équipe. Il appartient ensuite au jeune de le valoriser en portant cette expérience de façon pertinente sur son curriculum vitæ.

Mais si l'employabilité est un facteur favorisant, elle n'est pas suffisante. Il faut mettre en adéquation les compétences du jeune avec les besoins des employeurs et la réalité du marché. Cela dépend du dynamisme de l'économie. En cas d'absence d'opportunités pour les jeunes, les efforts mis en place en matière de formation formelle ou non-formelle sont ruinés. Il faut dans ces cas-là s'en remettre à l'initiative personnelle. Les qualités acquises dans le Scoutisme, l'employabilité accrue, sont alors des atouts qui permettent d'orienter différemment sa carrière professionnelle.■

2. Le Scoutisme mondial participe activement au Réseau pour l'Emploi des jeunes. Il est représenté au sein du Groupe consultatif qui a été créé en 2003 à Genève.

3. Azerbaidjan, Brésil, République Démocratique du Congo, Equateur, Egypte, Indonésie, Iran, Jamaïque, Mali, Namibie, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Sri Lanka, Syrie, Ouganda, Royaume-Uni.

LE SAVIEZ-VOUS ?

- 88 millions de jeunes sont chômeurs. (source OIT)
- Dans plus d'un quart des pays industrialisés le taux de chômage des jeunes femmes est supérieur de 20% à celui des jeunes hommes.
- En Afrique du Sud, la moitié des jeunes sont au chômage.

FRANCE

COMMENT OFFICIALISER LA VALIDATION DES ACQUIS ?

© JP. POUTEAU

Le Scoutisme Français jouit d'une reconnaissance du Ministère de la Jeunesse et des Sports qui lui permet de proposer une formation de responsable scout, l'équivalent du badge de bois, reconnue par l'État. Le ministère délivre alors au stagiaire le Brevet d'aptitude à la formation d'animateur qui lui ouvre les portes de n'importe quel centre de vacances et de loisirs. Pour beaucoup de jeunes en France, ce brevet a permis d'acquérir un premier emploi. Suite à la demande croissante d'attestations dans le cadre de démarches de qualification professionnelle de la part de leurs membres, les Scouts et Guides de France ont pris conscience de la nécessité de lancer un chantier autour de la validation des acquis. C'est un phénomène qui a gagné les universités qui ouvrent leurs portes à des spécialistes non spécifiquement diplômés qui souhaitent valider leur pratique par un renforcement des connaisances théoriques. Pour les Scouts et Guides de France, il s'agit d'une réflexion plus globale sur la façon de valoriser les compétences acquises dans le Scoutisme pour soutenir l'engagement de leurs responsables.

ETATS-UNIS

Des leçons pour la vie

Le programme des Pionniers (14-20 ans) des «Boys Scouts of America» (BSA) est celui qui progresse le plus rapidement ces dernières années car il est très attractif pour les jeunes. Il est basé sur la notion selon laquelle on apprend et on vit une expérience, mais on doit pouvoir également la transmettre. Les activités sont développées autour de six domaines de compétence : citoyenneté, leadership, forme physique, relations sociales, activités extérieures et services. Des leçons de vie utiles sont transmises : travail en équipe, établir un budget, gérer de l'argent, gérer un plan, confiance. Ainsi équipés pour la vie, les Pionniers américains sont à même de pouvoir agir directement sur leur milieu de vie.

© R.MONTICONE

GRAND TÉMOIN

REGINA MONTICONE

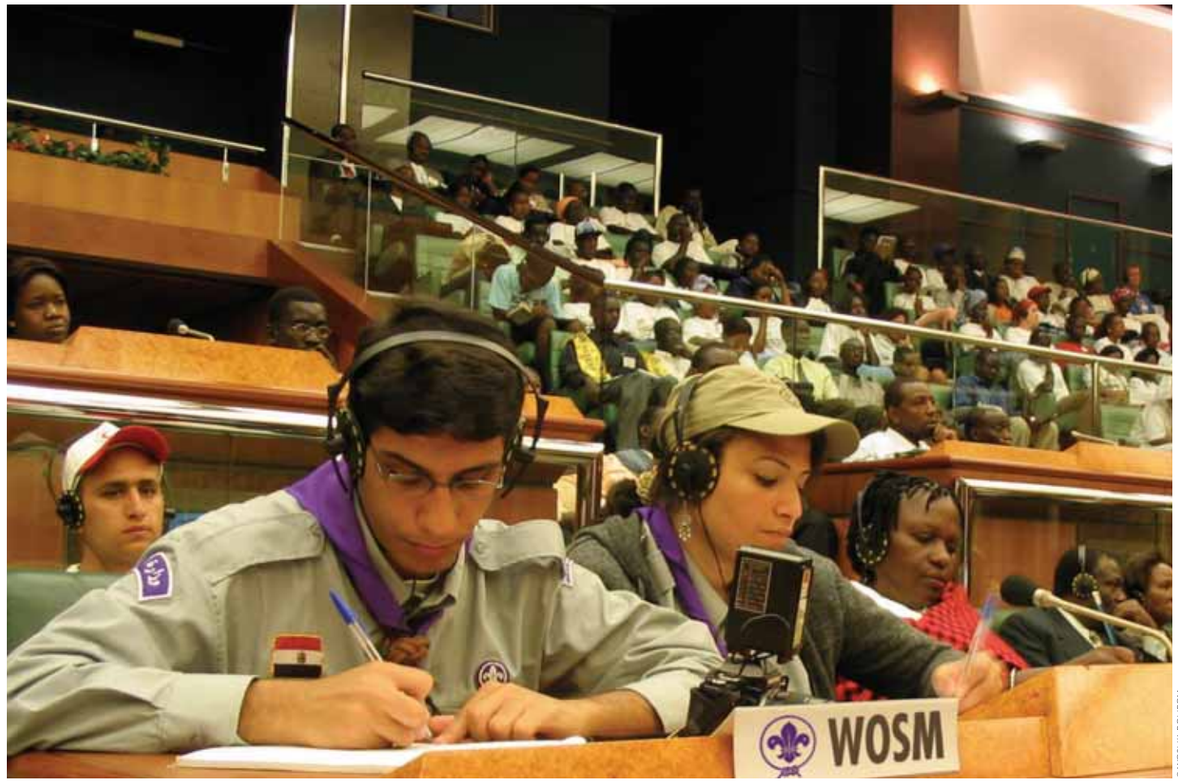
COORDINATRICE DU RÉSEAU POUR L'EMPLOI DES JEUNES (YEN)

L'EMPLOI DES JEUNES VU DES NATIONS UNIES

Six ans après sa création, comment évolue le Réseau pour l'Emploi des Jeunes ? Quelle importance lui accorde-t-on ?

Le Réseau intéresse de plus en plus de gouvernements. Depuis juin 2005, le nombre de pays qui se sont manifestés pour être des pays leaders et se sont engagés à élaborer des plans d'action nationaux pour l'emploi des jeunes a doublé. Nous comptons aujourd'hui dix-neuf pays leaders dont la Georgie et la Turquie, qui viennent d'être admis récemment. Nous devrions prochainement atteindre le nombre de 20, étant donné le grand nombre de pays qui ont témoigné leur intérêt pour ce projet.

De plus, à l'instar de la Grande-Bretagne, qui est déjà un pays leader, les pays développés portent une attention grandissante à cette problématique. Constatant le nombre croissant de jeunes déferlant sur le marché du travail, ils réalisent que la pénurie de l'emploi ne concerne pas que les pays en développement. Jusqu'alors, ils ont apporté leur soutien politique et financier. Or, à présent, nous travaillons également avec eux afin de partager leur expérience sur l'emploi des jeunes avec le reste du monde. Aujourd'hui, la question de l'emploi est cruciale car elle n'est pas seulement liée à la grande pauvreté



© WOSM/A.ROMIROLI

mais aussi à la sécurité intérieure des pays. Le chômage et le manque d'opportunités peuvent pousser les jeunes à adopter des comportements dangereux pour la société.

Quel est le rôle des pays chefs de file ?

Ils doivent développer des plans d'action au niveau national et échanger activement avec les autres pays. La démarche devient d'ailleurs collective. Les pays s'organisent en bloc, par région, comme en Afrique où ils ont pris conscience que les conséquences du problème de l'emploi ne s'arrêtent pas aux frontières.

L'un des fondements importants du Réseau est qu'il implique les jeunes dans son processus de réflexion à travers le Groupe consultatif des jeunes (GCJ). Quel est son mandat exact et son poids au sein du Réseau ?

Le GCJ joue un rôle à plusieurs niveaux, à la fois juridique, politique et opérationnel. Treize organisations de jeunesse y contribuent en envoyant un de leurs représentants. Le Groupe jouit d'une certaine influence grâce à deux résolutions de l'Onu[4], qui exigent une participation active des jeunes dans la formulation des plans d'action nationaux. Le GCJ rencontre chaque année le réseau de réflexion de haut niveau afin de donner son opinion sur ce que les priorités et les grandes directions à prendre du YEN devraient être, d'un point de vue de la jeunesse.

Par ailleurs, il soutient la participation des jeunes dans l'élaboration des plans d'action nationaux. Idéalement, la jeunesse devrait jouer un rôle conséquent dans ce processus. Or, dans un premier temps, le but est de mettre en place des mécanismes nationaux qui donnent davantage d'espace et de parole aux jeunes dans le processus de prise de décision. N'oublions pas que beaucoup de pays ne sont pas habitués à laisser les jeunes jouer un rôle aussi important. Il s'agit donc d'un véritable défi mais le processus est enclenché.

En quoi le Scoutisme mondial apporte-t-il une contribution spécifique au Réseau ?

L'OMMS est un partenaire important de par sa longue histoire et son impact mondial. Elle est également représentée

4. Les résolutions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies A /RES/57/165 sur la promotion de l'emploi des jeunes, et la résolution A/RES/58/133 relative aux politiques et programmes mobilisant les jeunes, invitent les pays à préparer des plans d'action pour l'emploi des jeunes avec la participation des jeunes eux-mêmes.

© WOSM/WORLD SCOUTING

aux réunions annuelles du YEN depuis ses débuts. Plus spéficiquement, le Scoutisme véhicule un message essentiel à travers son système d'éducation non formelle, qui valorise les compétences fondamentales. Il donne ainsi une solution pour accroître l'employabilité des jeunes, l'un des principaux défis de notre époque. En effet, nous nous posons tous cette question : comment donner de l'expérience aux jeunes pour qu'ils trouvent du travail à la sortie de l'école ? Généralement, dans beaucoup de pays, les jeunes quittent l'école en étant sous qualifiés ou dotés de qualifications non adaptées aux besoins du marché du travail. Les organisations de jeunesse peuvent contribuer à combler ce fossé en travaillant aux niveaux international, régional et local.

Quels sont les projets menés conjointement par le Réseau et les Scouts ?

Au niveau mondial, le Bureau Mondial du Scoutisme a réalisé un inventaire de tous les projets scouts en lien avec l'emploi. Ces projets ont été soumis à la Banque mondiale pour figurer dans un inventaire mondial, regroupant toutes les initiatives concernant l'emploi des jeunes et qui sera bientôt publié dans le cadre du YEN.

Au niveau national, un projet de coopération est en train d'être mis en place en Egypte, basé sur un précédent travail effectué en Ouganda. Il est le fruit d'une étroite collaboration entre nous, la coopération technique allemande (GTZ)[5] et le Scoutisme mondial. Ce dernier a joué un grand rôle en identifiant les organisations de jeunesse existantes en Egypte. Dans un premier temps, l'objectif est de les informer sur le rôle du Réseau et de leur donner les outils et les compétences pour s'intégrer au plan d'action national et agir avec le gouvernement. Si cette opération est un succès, elle sera étendue aux autres pays. D'autre part, le Réseau souhaite renforcer son partenariat avec le Scoutisme mondial dans le cadre d'un projet de recensement des trois principales compétences reconnues par les entreprises comme critères d'employabilité dans les pays chefs de file où le Mouvement scout est présent.

5. La coopération technique allemande (GTZ) est une entreprise qui travaille à promouvoir le développement économique et social partout dans le monde pour le compte du gouvernement fédéral allemand.

Le Réseau apporte de l'espoir dans un contexte où le marché de l'emploi apparaît à la fois dur et déprimé. Peut-on rester optimiste ?

Oui, si l'on relève les nombreuses initiatives qui voient le jour. Par exemple, la Banque mondiale soutient l'effort en faveur de l'emploi des jeunes. Elle est sur le point de publier un inventaire mondial des meilleures pratiques dont environ 90 programmes élaborés par des organisations de jeunesse. Cette démarche va dans le sens de la reconnaissance de la jeunesse comme actrice de son propre développement.

D'autre part, l'OMMS est un partenaire clé du processus Jeunesse, Développement et Paix de la Banque mondiale dans le sens où elle a, avec d'autres organisations de jeunesse, donné le point de vue de la jeunesse en participant à la rédaction du Rapport de la Banque mondiale sur le développement 2007, axé sur la jeunesse. La Banque mondiale et GTZ ont aussi démarré un projet sur la capacité de développement des groupes de jeunes dans lequel l'OMMS est impliquée.

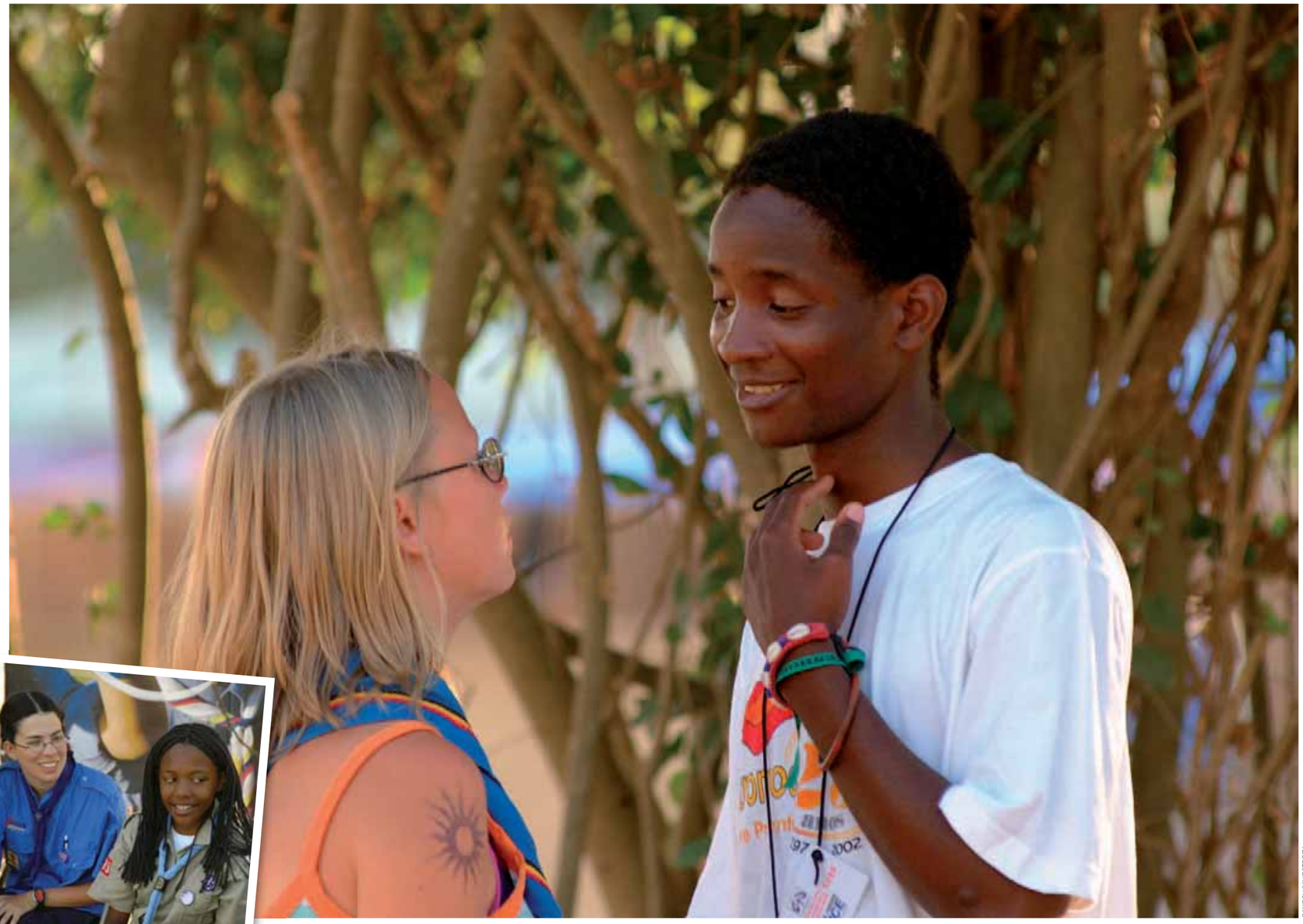
Par ailleurs, nous tentons d'atténuer les effets négatifs de la mondialisation en invitant le secteur privé à reconnaître et à assumer sa responsabilité sociale. Par exemple, nous collaborons avec des chefs d'entreprises installés dans des pays en voie de développement afin de fournir un meilleur soutien à l'emploi des jeunes par la formation et l'acquisition de compétences et aussi à travers une assistance aux jeunes gens qui veulent se lancer dans les affaires. Des activités de coopération ont démarré en Egypte et devraient également bientôt voir le jour à Dakar, au Sénégal, dans le cadre de l'Unité pour l'emploi des jeunes du Bureau du YEN/Onu de l'Afrique de l'ouest (OnuWA). A travers ces activités, les entreprises participeront au développement économique local en donnant aux habitants une meilleure chance de trouver un emploi et ainsi renforceront la qualité du marché du travail local sur le long terme.

A cet égard, le Réseau pour l'Emploi des Jeunes s'est engagé avec le mouvement syndical pour voir quel soutien ce dernier peut apporter aux jeunes travailleurs qui, dans beaucoup de pays, sont employés de façon précaire et temporaire. Au sein du Réseau, les syndicats aux niveaux mondial, régional et national sont représentés dans le Groupe consultatif des jeunes du Réseau, à côté des Scouts. Ils sont les initiateurs de campagnes visant à faire prendre conscience aux jeunes travailleurs de leurs droits et les aider à les revendiquer.■

© WOSM/WORLD SCOUTING

HOMMES & FEMMES

LE DÉFI CRUCIAL DE LA PARITÉ



© WOSM/LINOSTROZZA

© WOSM/WORLD SCOUTING

La discrimination et les préjugés sexistes sont des obstacles à l'épanouissement des jeunes filles et à leur participation à la vie de la société. Malgré les progrès des dernières décennies, la parité des sexes demeure une question d'actualité.

Tant que leurs droits fondamentaux seront bafoués, les jeunes filles ne bénéficieront pas des mêmes conditions de développement humain que leurs homologues masculins. Considérée comme essentielle au progrès de l'humanité, la parité est au cœur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement[1]. Un objectif particulier propose qu'à l'avenir, les filles et les jeunes femmes puissent assumer des responsabilités au sein de leur famille et de leur communauté. Cette préoccupation était déjà au cœur des débats lors des conférences internationales des Nations unies, dans les années 90, et des récentes réunions de suivi "Beijing + 5" où les dirigeants du monde ont rappelé que sans l'éducation des filles, l'objectif de l'égalité entre les sexes ne serait jamais atteint et que le développement national et économique serait freiné[2].

1. Objectif n°3 du Millénaire / www.un.org

2. Suivi de la 4ème Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995 avec 189 pays participants et 2.100 organisations non gouvernementales.

3. Campaign for Global Education (2005) «Missing the Mark: A school Report on rich countries contribution to Universal Primary Education by 2015». www.campaignforeducation.org/schoolreport

LA PAUVRETÉ, PRINCIPAL OBSTACLE

La pauvreté est l'un des principaux obstacles à l'égalité. Dans les pays en voie de développement, on attend des jeunes filles qu'elles restent à la maison pour s'occuper du foyer et des enfants en bas-âge. De nombreuses familles vivant dans la pauvreté doivent choisir entre envoyer leur garçon ou leur fille à l'école. Le garçon l'emporte bien souvent sachant qu'il gagnera mieux sa vie ultérieurement. Par conséquent, il est difficile pour les filles de jouir du droit à l'éducation élémentaire. L'Unicef s'est donc engagée à éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire, secondaire ainsi qu'à tous les autres niveaux de l'enseignement, et ceci d'ici à 2015. C'est la condition préalable à la pleine participation des femmes à la vie sociale, politique et économique. La communauté internationale a cependant échoué dans son objectif d'accès pour tous à l'école primaire en 2005. En effet, plus de 60 millions de fillettes ne sont toujours pas sur les bancs de l'école[3].

UN APPEL EN FAVEUR DES JEUNES FEMMES

En 1999, l'Alliance des responsables des six plus grandes organisations de jeunesse, parmi lesquelles le Scoutisme et le Guidisme mondiaux, se sont mobilisées en faveur des femmes en publiant une déclaration s'intitulant «Filles et jeunes femmes au XXIème siècle, un appel à l'action». Ce document ne se limite pas à une prise de position sur la nécessité d'élaborer une politique de la jeunesse visant à la parité homme-femme dans la société. Il propose aussi des solutions. Dans un premier temps, il est rappelé à quel point la situation des femmes dans le monde demeure peu enviable aujourd'hui. Il faut donc «démarginaliser» les femmes au niveau culturel, social, politique, économique mais le chemin à parcourir est encore long. Dans la seconde partie, les organisations de jeunesse font leurs recommandations. A qui? «A tous ceux qui ont de l'influence», «qui participent à l'élaboration des politiques de jeunesse». Et elles ne se trompent pas de cible car elles s'adressent non seulement aux gouvernements mais aussi aux organisations-non-gouvernementales, aux investisseurs, aux donateurs, aux employeurs et aux responsables de l'enseignement. C'est alors l'occasion pour elles de s'exprimer sur les améliorations à apporter en matière d'éducation formelle ainsi que sur les avantages qu'offre l'éducation non formelle en terme d'épanouissement des femmes.

© WOSM/WORLD SCOUTING

UNE VOLONTÉ POLITIQUE MAIS PEU DE RÉSULTATS

Pour changer ce qui perdure depuis toujours, il faut une volonté politique forte et ancrée dans le temps. Ainsi, au-delà de l'éducation, les inégalités dans les questions de genre doivent aussi être corrigées au niveau du salaire, de la protection et des droits légaux. A la Conférence de Beijing sur les femmes en 1995, les gouvernements se sont mis d'accord sur le fait que: *«Des mesures spéciales doivent être prises afin que les jeunes femmes acquièrent les compétences nécessaires pour une participation active et efficace à tous les niveaux de direction dans les domaines social, culturel, politique et économique. Il sera crucial pour la communauté internationale de faire preuve d'un nouvel engagement pour le futur, c'est-à-dire inspirant une nouvelle génération de femmes et d'hommes à travailler ensemble pour une société plus juste. Cette nouvelle génération de dirigeants doit accepter et promouvoir un monde dans lequel chaque enfant sera à l'abri des injustices, de l'oppression et des inégalités et libre de développer son propre potentiel. Le principe d'égalité entre les femmes et les hommes doit donc être intégré au processus de socialisation»*[4].

Les politiques de jeunesse que les organisationsde jeunesse demandent aux gouvernements jouent un rôle primordial de coordination pour accorder une attention particulière au rôle des femmes et à leurs besoins[5] (voir encadré).

INTÉGRER LES SEXOSPÉCIFICITÉS

L'intégration des spécificités est essentielle à la réalisation de la parité. De quoi s'agit-il ? D'évaluer les implications des politiques et des programmes pour les femmes et les hommes, en prenant en considération leurs différents rôles, besoins et perspectives, de telle manière que les inégalités ne soient pas perpétuées et que les deux sexes puissent tirer profit de ces politiques et programmes. L'intégration des sexospécificités signifie également qu'il faut examiner comment la dynamique des rapports entre les sexes retentit sur la prise de décision au sein des familles et des communautés, notamment s'agissant de savoir si les filles seront envoyées à l'école et si les femmes auront une influence sur la manière dont les ressources familiales sont dépensées[6].

En 2004, l'Assemblée générale du Forum européen de la Jeunesse déclarait que *«les organisations de jeunesse avaient un rôle considérable à jouer dans le développement de jeunes, autonomes, attentifs, responsables et engagés dans une société véritablement égale (…). Il est fondamental que les questions de genre soient bien comprises afin de mieux prendre en compte les besoins des femmes»*[7]. Cela passe par une meilleure compréhension des sexospécificités et par la réduction des préjugés sexistes, une démarche qui pourrait s'apparenter à un véritable apprentissage interculturel entre personnes des deux sexes. Car l'inégalité trouve ses racines dans un ancrage culturel puissant, et les stéréotypes de type machiste correspondent à une projection des représentations et des modèles sociaux souvent conformistes.

4. www.unicef.org/voy.

5. «Filles et jeunes femmes au XXIème siècle, Un appel à l'action». Déclaration des plus grandes organisations de jeunesse, 1999. Alliance Universelle des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens, World YWCA, Organisation Mondiale du Mouvement Scout, Association Mondiale des Guides et des Eclaireuses, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Mérite International de la Jeunesse, Fondation Internationale pour la Jeunesse.

6. Etat de la population mondiale 2005, www.unfpa.

7. Extraits du document politique «Comment les jeunes conçoivent la coopération et le développement», adopté par l'Assemblée générale du Forum européen de la Jeunesse, 11-13 novembre 2004, Madrid, Espagne.

8. L'étude du Professeur Harriet Nielsen est téléchargeable en version PDF dans la bibliothèque scoute en ligne sur le site. Elle n'existe qu'en anglais. www.scout.org

9. Le Scoutisme Hassania Marocain est la première association scoute dans le Royaume. Il est encadré par la Fédération Nationale Marocaine de Scoutisme (FNMS), créée en 1958 et composée également de l'Organisation Marocaine des Scouts et Guides et de l'Organisation du Scout Marocain.

COMMENT CELA SE VIT DANS LE SCOUTISME ?

Comme une société est composée de personnes des deux sexes, la vision du Scoutisme est de:

- permettre aux filles et aux garçons de développer tout leur potentiel dans le respect des différences individuelles et sans se limiter aux rôle sexuels traditionnels
- rendre les femme et les hommes capables de coopérer sur un pied d'égalité, en partageant les rôles d'animation à tous les niveaux des associations

Cette priorité stratégique vise à identifier l'appui et les outils nécessaires pour aider les organisationsscoutes nationales à offrir des chances égales aux filles et aux garçons, aux femmes et aux hommes à tous les niveaux.

LA PARITÉ DANS LE SCOUTISME

En 2001, le Scoutisme mondial a commandé une étude au Professeur Harriet Bjerrum Nielsen du Centre d'études sur les femmes et le genre de l'Université d'Oslo, en Norvège. Cette recherche s'inscrit dans le cadre de la politique *«Filles et Garçons, Femmes et Hommes dans le Scoutisme»* adoptée en 1999 par la Conférence mondiale de Durban.

Le projet a été conçu en deux parties. La première devait contribuer à mieux comprendre les pratiques des questions de genre dans le Scoutisme. Et la seconde devait trouver des méthodes pour instaurer une pratique d'équité dans les questions de genre.

Ce projet a été réalisé en collaboration avec onze jeunes leaders scouts de différents pays. Ces derniers ont été considérés sur le même plan que les professionnels adultes présents. Les responsables scouts ont reçu une formation spéciale du Professeur Harriet Bjerrum Nielsen afin de devenir des assistants de recherche.

Cette recherche a été conduite durant deux années et le rapport du Professeur Harriet Bjerrum Nielsen, *«One of the Boys, doing gender in Scouting»* a été publié en octobre 2002. Disponible sur le site de l'OMMS[8], ce rapport a été téléchargé par plus de 20.000 personnes. Cette marque d'intérêt prouve qu'il est relativement important de faire plus pour la parité dans le Scoutisme et d'aider les responsables scouts à mieux traiter cette question. Le Département de l'éducation, de la recherche et du développement du Bureau mondial du Scoutisme travaille d'ailleurs sur le développement de matériels basés sur les conclusions de cette recherche afin de fournir aux responsables scouts des indications précises pour appliquer la parité concrètement.

Pour la première fois dans le Scoutisme, cette politique a donné une priorité claire à la parité. En effet, elle considère que les hommes et les femmes sont des individus qui doivent être respectés de la même façon. Elle engage le Mouvement scout à contribuer aussi bien à l'éducation des jeunes femmes que des jeunes hommes sur la base des besoins et des aspirations de chaque individu, à appliquer les principes d'égalité des chances et de partenariat et à parvenir à une situation, dans les sociétés où les relations mixtes sont la norme, dans laquelle l'égalité est une réalité au sein des programmes éducatifs, du management, et d'autres aspects du Mouvement à tous ses niveaux.■

MAROC

L'émancipation passe par la réflexion

Le Scoutisme Hassania Marocain est à l'origine de projets pilotes visant à impliquer davantage la femme dans la vie sociale marocaine. Le 26 mai 2006, journée nationale du Scoutisme au Maroc, a mis en lumière l'action des femmes au sein du Mouvement. Alors qu'elles ne représentent que 30% des 10.000 membres, les filles sont très actives. Elles organisent des rencontres, animent des débats sur des questions sociales et d'actualité. Ainsi, elles mettent en avant la contribution de la femme au développement de la société. Par cette réflexion et l'apprentissage de l'autonomie et de la responsabilité proposé au sein du Mouvement, les Scoutes marocaines contribuent à l'émancipation de la femme dans leur pays.

Toutefois, la présence féminine au sein du Mouvement reste faible. «Je regrette que les filles soient moins présentes que les garçons dans le Mouvement, notamment à cause de la réticence des parents de voir leurs filles participer aux excursions», témoigne Iman, une jeune adhérente de l'Association scoute Hassania Marocain[9]. «Par ailleurs, à moins qu'elle ne soit issue d'une famille scoute, une jeune femme ne prend généralement pas de responsabilités dans le Mouvement» explique Samir, responsable de district à Rabat.

Mohamed Saad Kilito, président du Scoutisme Hassania Marocain précise que jusqu'à la fin du colonialisme français, le Scoutisme était essentiellement masculin. Ce n'est qu'après l'indépendance que les filles ont commencé à intégrer les effectifs du Scoutisme, mouvement éducatif qui cherche avant tout à faire participer les jeunes filles et garçons sans presque aucune distinction.

©WOSM/WORLD SCOUTING

ÊTRE UNE FEMME EN RESPONSABILITÉ DANS LE SCOUTISME

Deux questions ont été posées à des femmes qui ont des responsabilités différentes au sein du Mouvement, dans leurs pays ou au niveau international. Elles sont nos grands témoins.

Pensez-vous qu'il soit plus difficile pour une femme que pour un homme d'accéder à des responsabilités dans le Scoutisme ? Quelle est votre expérience à cet égard ?

Therese Bermingham : En ce qui me concerne, je n'ai jamais eu de mauvaises expériences en tant que femme. Je suis scoute depuis que je suis adolescente et en Irlande, ça ne pose aucun problème. Ensuite, que les femmes souhaitent prendre des responsabilités est un autre sujet. D'une certaine façon, je pense que les femmes sont un peu plus réticentes, et que cela est lié au fait qu'elle doivent déjà assumer des responsabilités à la maison. D'après mon expérience, les femmes sont un peu plus prudentes lorsqu'il s'agit d'occuper une fonction à un niveau international ou national car de telles responsabilités exigent beaucoup de temps passé loin de la maison et de la famille.

Tamara Shukakidze : Si nous parlons de la Géorgie et de sa culture et ses traditions, les responsabilités ont souvent été davantage données aux garçons qu'aux filles. Ceci a souvent causé un sentiment de déception parmi les filles scoutes et elles estimaient qu'il n'y avait pas assez d'égalité. Mais au cours des dernières années, la tendance dans le Scoutisme a changé.

Rania Taher : Je crois qu'une personne, femme ou homme, qui connaît ses responsabilités, peut avoir plus d'opportunités... En étant la personne que vous êtes réellement, et si vous êtes heureux d'être vous-même, tout le monde vous respectera et vous obtiendrez ce que vous recherchez...

De quelle manière le Scoutisme doit-il atteindre une réelle parité dans la participation entre les garçons et les filles, les femmes et les hommes ?

Therese Bermingham : Pour moi, la parité est une question de respect mutuel entre les genres et l'un des rôles clés du Scoutisme. Ceci s'accomplit à travers les programmes et les activités scouts, qui encouragent les garçons et les filles, les femmes et les hommes à agir dans un respect mutuel des uns et des autres. Reconnaître les différences et les respecter et respecter ce que chaque personne de sexe opposé peut apporter dans une situation donnée. Ce respect peut réellement se déployer au sein du Scoutisme car le Mouvement permet la rencontre des esprits, notamment au niveau international.

Ana-Elisa Piubello : La seule manière est de continuer à encourager les responsables à donner des chances égales aux garçons comme aux filles, aux femmes et aux hommes. En ce moment, je peux dire que ce n'est pas seulement une question de femmes ou d'hommes mais également de participation des jeunes aux processus décisionnels.

Mari Nakano : Quand j'étais à l'âge scout, j'ai toujours voulu participer aux activités pour les garçons. Ma fille a adhéré au Scoutisme parce qu'elle voulait faire comme ses frères. Ce qui importe, c'est d'écouter ce que veulent les garçons et les filles et de les encourager à prendre les décisions qui les concernent. Ceci est une de nos priorités : «Impliquer les jeunes dans la prise de décision». Pour arriver à une égalité des sexes, je pense qu'il faut constamment militer et travailler en réseau. Ce sont là deux moyens essentiels■

QUI SONT ELLES ?

IRLANDE

THERESE BERMINGHAM

50 ans, Fiscaliste

Vice-présidente du Comité mondial du Scoutisme

GÉORGIE

TAMARA SHUKAKIDZE

26 ans, responsable de projet à CARE International

ÉGYPTE

RANIA TAHER

28 ans, étudiante en histoire de l'art

ARGENTINE

ANA-ELISA PIUBELLO

53 ans, professeur

Membre du Comité Mondial du Scoutisme

JAPON

MARI NAKANO

51 ans, traductrice

PARTICIPATION DES JEUNES

UN ATOUT POUR LA SOCIÉTÉ

© WOSM/V.ORTEGA

La participation est un processus destiné à permettre aux jeunes d'être partie prenante dans les décisions qui les affectent. Elle leur ouvre des possibilités d'engagement pour transformer leurs communautés.

Les adultes engagés dans les organisations de jeunesse, les gouvernements et l'opinion publique commencent à percevoir les jeunes comme des membres utiles à leur communauté : *« …Beaucoup de gens pensent que les jeunes doivent être traités dès maintenant comme des citoyens (au lieu d'être traités comme de futurs citoyens) et donc impliqués dans les décisions qui sont prises à propos des communautés et des sociétés dans lesquelles ils vivent»*[1]. La participation des jeunes est mieux acceptée lorsqu'on découvre que les décisions prises sans l'implication des jeunes ont peu de liens avec leurs besoins ou leurs intérêts véritables. Les organisations volontaires peuvent s'engager dans la participation des jeunes de deux façons différentes : de manière interne, en faisant en sorte que le point de vue des jeunes soit écouté et qu'ils soient impliqués dans la prise de décision et dans la planification au sein de l'organisation elle-même. Extérieurement, en aidant les jeunes avec lesquels elles travaillent à participer aux décisions publiques et à s'intéresser aux problèmes de la communauté qui les concernent.

©WOSM/V.ORTEGA

1. National Council for Voluntary Youth Services.

2. À ce jour, deux pays seulement n'ont pas signé la Convention : la Somalie et les Etats-Unis d'Amérique.

UN DROIT ET UN ATOUT POUR LES JEUNES

La participation est un droit fondamental pour toute personne, quel que soit son âge. Pour les jeunes, ce droit est garanti par la Convention des Nations unies sur les Droits de l'Enfant, signée à ce jour par 191 pays[2]. L'article 12 de la Convention stipule en effet : *«Les états parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité…».*

UNE VÉRITABLE PARTICIPATION

Dans le cadre d'une participation significative, les jeunes :

- reçoivent la possibilité de développer leur capacité d'autonomie ;
- font des choix responsables par rapport à l'utilisation de leur temps ;
- participent, en tant que membres du groupe, à des décisions qui ont une influence sur le programme général ;
- ont la possibilité d'acquérir des compétences d'animateurs de groupe et d'assumer des rôles de leaders dans la planification d'activités et de projets ;
- reçoivent l'occasion de «donner en retour» en apportant leur contribution au programme, au bénéfice d'autres jeunes ou de la communauté élargie ;
- Acquièrent un sentiment d'appartenance.

UN AVANTAGE POUR LA SOCIÉTÉ

La participation des citoyens est un élément essentiel pour une démocratie. Cela inclut la participation des jeunes, notamment pour répondre au doute dans les processus politiques traditionnels. En impliquant les jeunes dans la planification et le management, on s'assure de la pertinence et de l'efficacité des services qui leur sont offerts puisque ceux-ci sont fondés sur leur réalité.

On reconnaît souvent aux jeunes la capacité d'apporter des perspectives nouvelles qui permettent de réviser les modes opératoires traditionnels. Brainstore Ltd, une compagnie établie en Suisse, offre aux firmes et aux associations une méthodologie pour développer *«des idées nouvelles avec un avantage compétitif»*. Lorsque cette compagnie anime un séminaire pour une organisation, elle inclut des adolescents dans les groupes d'experts à cause de leur capacité à développer des points de vue innovants et des idées plus originales. Brainstore Ltd déclare : *«de manière significative, nos exercices fonctionnent mieux grâce à l'apport des adolescents...»*.

La participation des jeunes est possible quand les adultes considèrent les jeunes comme ayant non seulement à suivre leurs traces mais aussi à les dépasser pour améliorer la société. C'est en étant impliqués dans un processus de prise de décision que les jeunes peuvent découvrir des valeurs telles que celles de travailler avec les autres pour atteindre des objectifs communs, écouter les autres et porter attention aux opinions des autres personnes de manière à réaliser un consensus, partager les compétences et les efforts dans un travail d'équipe pour partager la réussite de manière collective au lieu de rechercher sa promotion personnelle.

De telles valeurs sont essentielles pour construire une société plus tolérante et plus solidaire : *«Au contraire des jeunes qui acceptent passivement leur situation, les jeunes qui participent sont plus enclins à penser de manière critique et à réagir de manière active aux événements de leur vie. Au contraire des jeunes qui ne se perçoivent pas comme appartenant à un groupe, les jeunes qui participent sont impliqués dans des rôles qui contribuent à l'action collective et peuvent marquer une différence»*[3].

Dans le cadre d'une participation significative, les adultes jouent un rôle de mentor et de facilitateur pour développer les compétences des jeunes et partagent leur pouvoir de manière réelle avec les jeunes. Cela veut dire leur ouvrir des occasions de résoudre des problèmes, de prendre des décisions, de planifier, d'établir des objectifs. Une étude portant sur des enseignants a révélé que lorsque ceux-ci s'appuient sur des méthodes classiques visant à instruire l'ensemble de la classe, ils gardent la parole pendant plus de deux-tiers du temps. Plus de 70% de ce temps est utilisé à faire de la discipline, sermonner, donner des instructions et poser des questions. Quand on passe à une méthode d'enseignement plus participative et plus centrée sur l'élève, le temps de parole de l'enseignant est réduit de 25%, et 75% du temps est consacré à féliciter, encourager les initiatives, donner un suivi, faciliter la communication entre les élèves et leur apporter un soutien. Le processus d'apprentissage est donc beaucoup plus encouragé et soutenu.

Bien que les effets positifs de la participation des jeunes aux prises de décision dans la société soient parfaitement connus, de nombreux obstacles s'opposent encore à une véritable participation des jeunes dans les diverses organisations sociales. Ces obstacles sont sociaux et organisationnels.

BOLIVIE

Promotion des droits humains

En réaction aux violations des droits humains, les Scouts de Bolivie ont écrit un Manifeste pour la Paix et les Droits de l'Homme, et ont participé à des événements éducatifs destinés à promouvoir une société plus juste et plus équitable. Le projet a motivé les jeunes à prendre une initiative en vue de favoriser un meilleur respect des droits humains dans leur pays. Les Scouts ont également formé d'autres jeunes, encourageant la coopération sur un mode souple et dynamique. Après qu'un projet pilote ait été créé, le programme a été appliqué avec succès dans les écoles.

3. Adult as allies - Les adultes comme alliés - Barry Checkoway, School of Social work. The University of Michigan.

4. Roger Hart, Professeur au Center for Human Environments de l'Université de New-York.

NORMES CULTURELLES ET MODÈLES MENTAUX

Certains parents craignent de perdre le «contrôle» sur leurs enfants si ceux-ci acquièrent plus d'assurance et de confiance en eux-mêmes après avoir développé des compétences nouvelles et acquis un sentiment de réussite personnelle. Selon les modèles mentaux traditionnels, les jeunes doivent être protégés et dirigés ; ils sont formés à rester dans une relative passivité, à ne pas mettre l'autorité des adultes en question et à renoncer à revendiquer leurs droits. Ces modèles mentaux expriment de la part des adultes un manque de confiance quant aux capacités des jeunes. Parfois, les jeunes, qui ont suivi une formation et acquis des compétences, sont rejetés par la communauté en raison de convictions largement partagées que les opinions et les capacités des jeunes doivent être subordonnées à celles des adultes.

GENRE, PAUVRETÉ ET HANDICAPS

Dans de nombreuses sociétés à travers le monde, et même au sein des plus développées, on accorde moins de respect aux filles et on leur offre moins de possibilités qu'aux garçons. La situation dans laquelle les jeunes vivent peut représenter un obstacle à une participation active, particulièrement pour ceux qui traversent une crise - toxicomanie, violence familiale, problèmes psychologiques provoqués par le stress issu de l'environnement ou des conflits - . Ces jeunes-là ont besoin de recevoir une aide avant de pouvoir participer activement.

Les jeunes qui souffrent d'un handicap physique ou mental sont souvent privés de la possibilité de participer. Ils sont exclus des programmes d'activités ou de la possibilité d'assumer des responsabilités du fait de préjugés à propos de leurs compétences et de leurs capacités. On interdit souvent à ces jeunes de participer sous le prétexte de les protéger des dangers et du stress.

AU PLAN DE LA SOCIÉTÉ

Dans de nombreux contextes culturels, les différences de classes interdisent aux jeunes issus de familles pauvres de coopérer et de partager des responsabilités avec ceux qui sont issus de familles plus riches. La pauvreté est un obstacle majeur au développement de la participation des jeunes en raison des lourdes responsabilités qui pèsent sur les enfants contraints de contribuer aux revenus de leur famille et donc incapables de fréquenter l'école ou d'y rester.

LES OBSTACLES INSTITUTIONNELS

De nombreuses organisations éducatives ou de jeunesse ne soutiennent que du bout des lèvres la participation des jeunes. Quand on arrive au niveau de la mise en œuvre des programmes, ce sont généralement les adultes qui gèrent et donc qui ont le dernier mot dans le degré de délégation de l'autorité ou de la responsabilité accordée aux jeunes. Ces obstacles sont parfois très puissants et bloquent tout développement de la participation des jeunes. «Le développement communautaire et la participation des jeunes pourraient ouvrir la voie au développement de la société civile. C'est une formidable occasion perdue. Il est particulièrement important que tous les jeunes aient l'occasion d'apprendre à participer dans les programmes qui affectent leur vie[4].»

CAMEROUN

Prendre l'initiative

Les Scouts de Yaoundé, Cameroun, étaient mécontents du fait que les jeunes dans leur pays semblaient être toujours tenus à l'écart de la prise de décision, particulièrement par rapport aux problèmes de développement. Ils ont donc mis sur pied le programme de pairs-à-pairs pour les jeunes locaux. Les Scouts ont organisé des conférences sur l'acquisition de compétences et des ateliers éducatifs en même temps que d'autres organisations, et le succès des ateliers a inspiré quatre écoles secondaires à également adopté ce programme.

LA PARTICIPATION DES JEUNES DANS LE SCOUTISME

«SOIS SCOUT, CHANGE LE MONDE»

Le critère essentiel pour juger de la qualité du Scoutisme au niveau national pourrait être de mesurer le nombre de jeunes adultes qui partent chaque année avec la motivation et les compétences pour être actifs dans la société.

La mission du Scoutisme est d'éduquer les jeunes à jouer un rôle actif dans la société. On ne peut donc réduire la participation des jeunes dans le Scoutisme à un phénomène interne. *«Sois Scout, change le monde»*, tel pourrait être le mot d'ordre proposé aux jeunes. Dans cette perspective, la branche aînée, qui s'adresse aux jeunes adultes de 18 à 22 ans, joue un rôle capital dans le Mouvement scout. il lui appartient de s'assurer que les jeunes qui vont quitter le Mouvement possèdent la motivation et les compétences pour être des citoyens actifs, responsables et efficaces. Mais pour parvenir à cela, il faut une volonté politique déterminée, exprimée en 2003 par la Conférence Mondiale du Scoutisme réunie à Thessalonique en Grèce : elle a désigné la participation des jeunes comme priorité stratégique numéro un. Depuis, l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout a lancé des innovations majeures dans trois domaines essentiels : les programmes éducatifs, la vie institutionnelle du Mouvement, et enfin l'engagement dans la communauté.

LE FORUM DES JEUNES

Le Forum des Jeunes du Scoutisme mondial est un événement éducatif, s'adressant aux membres de la branche aînée, qui se situe juste avant la Conférence mondiale pour permettre à des jeunes participants au Forum d'être membres de la délégation de leur Organisation nationale à la Conférence mondiale. Le programme du Forum doit permettre aux jeunes de s'initier aux procédures démocratiques (débats, élaboration de résolutions, votes) en cours dans les instances décisionnelles. Le programme doit permettre aux jeunes de «partager leurs idées et leurs expériences sur les problèmes actuels affectant les jeunes dans les différentes parties du monde ; suggérer des voies pour renforcer les politiques nationales de jeunesse et pour préparer les jeunes à la citoyenneté mondiale ; contribuer enfin à l'émergence de nouvelles idées de nature à enrichir les programmes éducatifs destinés aux jeunes de plus de 16 ans». Les recommandations votées par le Forum sont présentées par les jeunes au Comité Mondial du Scoutisme afin qu'il les étudie, les mette en œuvre et fasse rapport à la Conférence mondiale.

UNE ACTUALISATION DU PROGRAMME ÉDUCATIF

Depuis plusieurs années, une nouvelle approche du programme des jeunes s'est fait jour et prend de l'ampleur au sein du Scoutisme mondial. Elle est intitulée *«Renouveau et Actualisation du programme»* (RAP)[5]. Elle vise à intégrer la participation des jeunes au cœur du processus éducatif du Scoutisme. Cette idée n'est pas nouvelle. Elle est au cœur de la proposition originelle du fondateur, Lord Baden-Powell. Mais au fil du temps, certains l'avaient peut-être quelque peu oubliée. RAP met l'accent sur la participation des jeunes à trois niveaux clés du programme : (1) la détermination et l'évaluation des objectifs éducatifs ; (2) le système des équipes, outil de participation et de formation à la citoyenneté; (3) la Loi et la Promesse et l'engagement sur des valeurs communes.

DES OBJECTIFS ÉDUCATIFS PERSONNALISÉS

Dans *Le guide du chef éclaireur*, B.P. écrit : *«Le secret d'une éducation saine c'est de mettre chaque élève en condition d'apprendre par lui-même, au lieu de l'instruire en canalisant en lui des connaissances conformément à un modèle stéréotypé»*.
RAP propose des séries d'objectifs éducatifs progressifs depuis la branche cadette (Louveteaux) jusqu'à la branche aînée (Routiers), dans chacun des domaines de croissance du Scoutisme : développement physique ; développement intellectuel, ou créativité ; développement affectif ; développement social ; développement spirituel et développement du caractère. Ces séries d'objectifs sont proposées aux jeunes comme un guide qui va leur permettre, avec le soutien de leurs pairs et des responsables adultes, d'évaluer leur développement et de se donner des objectifs éducatifs personnels.

LE JEUNES CONSEILLERS DU COMITÉ MONDIAL

Les recommandations votées par le Forum sont présentées par les jeunes au Comité Mondial du Scoutisme afin qu'il les étudie, les mette en œuvre et fasse rapport à la Conférence Mondiale. Depuis 2005, Le Forum élit 6 *«Jeunes Conseillers»*, qui avec les 6 Présidents des Forums ou Réseaux des jeunes régionaux, sont directement associés au travail du Comité Mondial du Scoutisme. Un forum permanent (*«ScoutPost»*) est créé sur Internet, pour permettre aux jeunes membres du Forum mondial et des forums ou réseaux régionaux de poursuivre leurs échanges pendant l'intervalle entre deux réunions du Forum mondial et contribuer au travail des Jeunes Conseillers.

On attend de ce système de participation de permettre au Comité Mondial d'associer directement des jeunes à son travail et de rester en lien avec un réseau important de jeunes issus des différentes régions afin de mieux connaître et comprendre les aspirations des nouvelles générations.

5. L'approche RAP est expliquée en détails dans le livret «Fiches Programmes Boite à Outils – Renouveau et Actualisation du Programme» (Bureau Mondial du Scoutisme 2005), téléchargeable sur www.scout.org et disponible à Score International, le magasin du Scoutisme Mondial. L'Ile Verte (Bureau Mondial du Scoutisme, 2005) raconte sous une forme romancée comment un Comité National au Programme peut utiliser RAP pour réviser et développer les programmes éducatifs de son association. On peut télécharger l'Ile verte sur www.scout.org et la commander en format papier à Score International : www.worldscoutshop.org/.

6. Voir «Fiches Programme Boîte à Outils – Participation des jeunes, Autonomisation des jeunes» (Bureau Mondial du Scoutisme 2005).

LES JEUNES CHARGÉS DE PROJET DU BUREAU MONDIAL

Au cours des trois dernières années, le Bureau Mondial a mis en place un système de jeunes partenaires en responsabilité, qui consiste à recruter des jeunes femmes et jeunes hommes qualifiés, âgés de moins de trente ans, issus des Organisations scoutes nationales, pour un poste de gestion d'un projet en cours, tandis que les «seniors» jouent un rôle de soutien à leur égard. Dénommés Chargés de projet, ces responsables apportent un dynamisme nouveau au Bureau mondial du Scoutisme dans des domaines aussi divers que les relations extérieures, la préparation des événements mondiaux, les méthodes éducatives, les publications, etc. Certains des chargés de projet ont été promus dans un poste de Responsable d'unité, avec un contrat prolongé.

UN ENSEMBLE D'INSTITUTIONS POUR LES JEUNES

Le deuxième élément clé de RAP est une vision retrouvée du système des équipes. Loin d'être seulement un système de travail en petits groupes, comme il est trop souvent présenté, le système des équipes est un véritable système de participation des jeunes aux décisions à travers un ensemble d'institutions :

- Les équipes, petits groupes de pairs où les jeunes peuvent facilement partager des rôles et des responsabilités, exprimer leurs centres d'intérêt et vivre l'amitié ;
- L'Assemblée d'unité, organe législatif, qui rassemble tous les Scouts pour prendre les grandes décisions concernant les activités, évaluer la vie du groupe et décider de règles communes ;
- Le Conseil d'unité, organe exécutif, qui rassemble les animateurs d'équipe et les responsables adultes pour planifier et organiser les activités et la vie commune.

Comme Baden-Powell le préconisait, cette approche fait véritablement du système des équipes un véritable effort de coopération et un outil concret et efficace de formation à la citoyenneté.

UN ENGAGEMENT SUR DES VALEURS

Le troisième élément clé de RAP est de remettre l'accent sur la Loi et la Promesse scoutes comme un outil concret d'évaluation de la vie du groupe et d'identification de valeurs de vie. L'unité scoute évalue régulièrement les activités et la vie du groupe en référence à la loi scoute. On décide ensemble de règles communes visant à améliorer la vie du groupe et à appliquer les valeurs découvertes. Ainsi, avec l'aide de ses pairs et des responsables adultes, chaque Scout apprend peu à peu à s'engager personnellement et à construire son autonomie morale. Un outil éducatif nouveau, le *«Cycle de programme»* est proposé aux responsables adultes pour les aider à impliquer les jeunes au sein du processus éducatif : évaluation de la progression personnelle, évaluation de la vie de l'unité et des équipes, définition des priorités éducatives et des objectifs éducatifs pour les semaines à venir, choix des activités en conséquence, planification et organisation des activités, etc.[6]

AU PLAN INSTITUTIONNEL

La Conférence mondiale a adopté en 2002 une résolution sur la participation des jeunes, qui exhorte chaque Association scoute nationale à assurer une représentation équitable des jeunes hommes et des jeunes femmes de moins de trente ans dans les instances décisionnelles nationales et dans les délégations aux Conférences régionales et mondiales, et invite chaque Association nationale à rendre compte des efforts entrepris et des progrès réalisés sur cette question dans son rapport annuel au Bureau Mondial du Scoutisme.

La même résolution demande au Comité Mondial du Scoutisme de donner priorité, à niveau égal de compétence, aux jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à des personnes plus âgées dans les nominations des membres des comités techniques et des groupes de travail dans l'OMMS au niveau mondial, et demande aux régions d'appliquer le même principe.

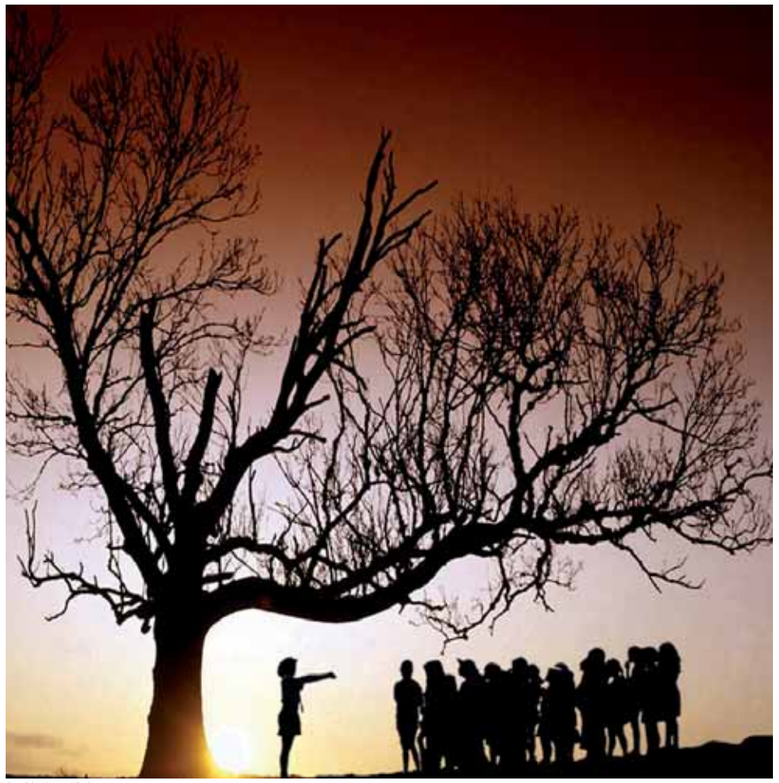
Pour mettre en œuvre cette résolution, le Comité Mondial et le Bureau Mondial du Scoutisme ont développé trois orientations déterminantes : le nouveau format du Forum des Jeunes du Scoutisme mondial, et les jeunes conseillers du Comité Mondial, le système des jeunes Chargés de projet au Bureau Mondial du Scoutisme (voir encadrés).

Toute cette politique vise à prouver la capacité des jeunes à contribuer de manière positive au dynamisme et au fonctionnement du Mouvement mondial et encourager les Organisations scoutes nationales à mettre en œuvre une politique audacieuse de participation des jeunes incluant la présentation de jeunes candidats aux élections aux comités nationaux, régionaux et mondial de l'organisation.

DÉVELOPPEMENT SPIRITUEL

DONNER DU SENS À SA VIE

Le développement physique, intellectuel, émotionnel, social et du caractère forment un tout. Il s'agit d'une approche holistique qui aide à donner un sens à sa vie et qui protége de toute récupération sectaire.



© WOSM/B.VILLEGAS

QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT SPIRITUEL ?

Le développement spirituel se distingue clairement de l'éducation religieuse. Les termes de développement de la foi, d'éducation religieuse, de développement spirituel ont chacun un sens différent. Or, ils sont très souvent employés de manière interchangeable.

Le développement de la foi est le développement d'une croyance en un dieu. L'éducation religieuse «implique une adhésion progressive de l'individu à un ensemble de propositions de valeurs, de croyances et de pratiques dans le cadre d'une religion organisée»[1]. Le développement spirituel «concerne la recherche en général de la signification transcendentale qui peut être aussi simple que les demandes d'un jeune enfant sur comment le monde est devenu, ou aussi complexe qu'une analyse métaphysique d'un théologien»[2].

Les adultes ne savent pas comment aborder la question du développement spirituel. Cela vient du fait que durant de nombreuses années, la tradition du Mouvement scout était de déléguer la responsabilité de l'éducation spirituelle à des confessions religieuses associées. Les ministres de ces confessions associées étaient alors en charge d'éduquer les Scouts selon la religion de chacun. La partie religieuse du programme venait en plus des activités scoutes. Avec la nouvelle approche du Programme[3], le Mouvement scout souhaite revenir à la voie originelle qui consiste à montrer comment les activités récréatives et éducatives peuvent guider le jeune dans la quête de son propre développement spirituel.

Les jeunes gens d'aujourd'hui se trouvent face à trois principaux enjeux dans ce domaine: le danger de perdre toute dimension spirituelle ; le danger d'être récupérés par différentes sectes qui profitent du manque de dimension spirituelle ressenti par beaucoup de gens afin de les manipuler ; le danger du fondamentalisme religieux, qui est une tendance dans diverses religions, une réaction contre le sécularisme. Les confessions religieuses associées au Scoutisme mondial réfléchissent à toutes ces questions.

SCOUTISME ET DÉVELOPPEMENT SPIRITUEL

Le Scoutisme propose aux jeunes une approche du développement spirituel en cinq étapes:

- Avoir une expérience spirituelle à travers des activités scoutes, la plupart du temps en lien avec la nature.
- Prendre le temps pour découvrir et exprimer le sens de la vie.
- S'identifier par rapport à son héritage spirituel.
- Prendre des engagements internationaux et personnels.
- Chercher une attitude d'ouverture et de respect.

1. Thompson, R.A & Randall,B. (1999). "A standard for living adequate for children's spiritual development". In A.B Andrews & N.Kaufman, (Eds). Implementing the U.N Convention on the Rights of the Child. A standard.

2. Ibid.

3. Voir chapitre précédent, page spéciale sur la participation des jeunes.

© WOSM/P.POUTEAU

UN LIEU DE DIALOGUE INTERRELIGIEUX

Un premier Symposium interreligieux scout mondial s'est tenu en Espagne fin novembre 2003 avec la participation de 115 responsables scouts de 33 pays et 12 religions ou dénominations. Le thème était «Apprendre à vivre ensemble : *Tolérance et solidarité*». Ce sujet exprimait l'inquiétude du Mouvement scout face aux tendances les plus préoccupantes qui mélangent montée de la violence, intolérance et extrémisme. Le Scoutisme partage avec les grandes religions du monde le désir de construire un monde de fraternité et d'amour en bannissant de la vie collective toutes les tentations de domination et de haine. De leurs côtés, les différentes religions appellent leurs fidèles à devenir des artisans de paix et de justice dans le monde. Il était donc normal que le deuxième symposium qui s'est tenu en mai 2006, à Taiwan, au temple de Fo Guang Shan, porte sur le thème *«Ensemble pour l'harmonie et la paix»* ■

JAMBOREE MONDIAL

Les explorateurs de l'invisible

Le Jamboree scout mondial est un événement exceptionnel car il rassemble tous les quatre ans des milliers de jeunes adolescents du monde entier. En Thaïlande, en 2003, le Bureau Mondial du Scoutisme a offert la possibilité à tous les participants d'utiliser un petit livre intitulé *«Les explorateurs de l'invisible»* afin de les accompagner sur le chemin de leur quête spirituelle. Ce livret accompagnait leur visite à l'espace multiconfessionnel où ils pouvaient découvrir les religions et spiritualités qui font la diversité du Mouvement scout.

PARTENARIATS ET ALLIANCES

COOPÉRER POUR ÊTRE EFFICACE

Les Scouts savent que dans un monde interdépendant les problèmes ne peuvent être surmontés que par une coopération entre plusieurs acteurs. Pour remplir leur mission, leurs partenariats s'organisent selon des accords de principes bien précis.

Baden-Powell déclarait : «*…la bonne volonté et la coopération sont le mot de passe de notre Mouvement*»[1]. A propos des Scouts et des Guides, le Fondateur indiquait d'ailleurs clairement qu'ils «*devraient travailler ensemble comme l'équipage d'un navire*»[2]. Dans le domaine du développement, l'idée de coopération a progressivement évolué vers celle d'un partenariat dans lequel la spécification des droits et des devoirs réciproques entre les partenaires et l'établissement d'objectifs clairs qui sont bénéfiques aux deux parties sont devenus des conditions nécessaires à la relation entre pays riches et pays pauvres[3]. Plus tard, l'approche fut étendue à une relation qui réunissait «*les ressources, l'énergie et l'engagement des institutions et des individus au gouvernement à tous les niveaux, dans le secteur privé, dans les organisations non-gouvernementales, dans les pays industrialisés et en voie de développement et dans les organisations internationales*»[4].

La promesse de développer de «*solides partenariats avec le secteur privé et les organisations de la société civile afin de poursuivre le développement et l'éradication de la pauvreté*» était énoncée dans la Déclaration du Millénaire adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2000. La mise en place d'un partenariat mondial pour le développement représente le huitième objectif du Millénaire.

©VVOMAV.CORTEGA

1. Mario Sica ,«Footsteps of the Founder», n° 553, Edizioni scout nuova fiordaliso Centenary edition 2006 - (Source: Jamboree, October 1923).

2. Mario Sica ,«Footsteps of the Founder», n° 608, Edizioni scout nuova fiordaliso edition 2002 - (Quoted in: M. De Beaumont, The Wolf Thant Never sleeps, London, 1953, p.47-48).

3. Pearson LB. Partners in development: Report of the Commission on International Development, London, Commission on International Development, 1969.

4. DAC, Shaping the 21st Century: The Contribution of Development Co-operation, OECD, Paris, 1996.

5. Rapport mondial sur la jeunesse, 2005.

LES JEUNES, FORCE D'ACTION

Partout, les jeunes constituent un élément important au sein des organisations de la société civile engagées à faire agir ou à agir aux niveaux local et mondial. Le maillage (réseautage) entre individus, groupes et associations plus ou moins organisés et autonomes est un phénomène grandissant rendu possible grâce aux nouvelles technologies. Les jeunes gens jouent un rôle fondamental dans le développement de ces nouvelles formes d'activisme, souvent façonnées au sein d'alliances transnationales plus ou moins structurées[5]. Ils sont également un composant fondamental de nombreux partenariats existants entre des groupes locaux partout dans le monde. Ils assument également des rôles importants dans le cadre d'initiatives de coopération internationale institutionnelle, en tant que bénévoles ou permanents.

NATIONS UNIES

Les ambassadeurs du Mouvement scout

Pour maintenir le contact avec les organisations internationales, le Bureau Mondial du Scoutisme coordonne une équipe de plus de 25 jeunes volontaires spécifiquement formés (la majorité a moins de 30 ans) et accrédités en tant que représentants de l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout auprès du système onusien.

Pour aider les associations scoutes nationales à mieux comprendre le fonctionnement du système des Nations unies, identifier les opportunités créées par le partenariat à un niveau mondial et faciliter leur collaboration avec les bureaux locaux des Nations unies, le Bureau Mondial du Scoutisme a publié «Le Scoutisme et les Nations Unies : un guide pour les Organisations scoutes nationales»[9].

LA CHARTE DE MARRAKECH

Pour une force sociale telle que le Scoutisme, atteindre l'impact désiré signifie aussi unir les forces. Lorsque la Conférence Mondiale du Scoutisme adopta la Charte de Marrakech en 1996, l'idée du partenariat s'établissait définitivement au sein du Scoutisme mondial au nom de l'idée suivante : *«les hommes et femmes sont capables d'agir en partenariat pour un monde sans frontières, au nom de la justice, de la solidarité et de la paix»*. Parmi les critères concernant l'établissement de partenariats entre les associations scoutes et d'autres organisations gouvernementales ou non-gouvernementales locales, nationales ou internationales, la Charte, révisée en 2005, indique les principes d' «égalité, d'autonomie, de réciprocité et de fraternité». Ainsi, un véritable partenariat ne peut être établi qu'au sein de groupes et d'organisations partageant les mêmes idéaux et les mêmes buts. C'est évidemment le cas pour les partenariats créés dans le Scoutisme, mais cela n'était pas forcément clair pour les relations avec les groupes extérieurs au Mouvement. La question de l'interaction avec les acteurs non-scouts a donc été discutée en 2005 lors du séminaire du Scoutisme mondial sur le partenariat – «Marrakech +10» - qui s'est tenu à Bangalore, en Inde. La version révisée de cette Charte a été adoptée à la Conférence Mondiale du Scoutisme en Tunisie la même année[6]. Le nouveau document précise que *«le terme de partenariat est souvent utilisé d'une manière conventionnelle, mais inappropriée, pour décrire une interaction ou une collaboration plus ou moins structurée»* et classifie les interactions possibles avec les autres acteurs du secteur privé (à but lucratif ou non) et du secteur public (les institutions et les autorités locales et nationales, ainsi que des organisations intergouvernementales à plusieurs niveaux) : *«En fonction des caractéristiques de cette identité extérieure ainsi que du type et du niveau de son implication, la qualité de l'interaction peut varier d'un soutien purement financier ou matériel, à un réel partenariat fondé sur une vision commune et des valeurs semblables, ainsi que sur des processus de décision, de mise en œuvre et d'évaluation pleinement partagés»*.

© WOSM/V.ORTEGA

Dans le cas spécifique d'une collaboration entre des associations scoutes et le secteur public, à un niveau national ou international, les partenariats ont pour but d'encourager la participation des Scouts aux consultations collectives pour le développement de politiques de jeunesse. Depuis 1947, date à laquelle l'OMMS reçut le statut consultatif auprès du Conseil économique et social, les relations avec les Nations unies sont devenues une priorité. C'est notamment pour cela que des protocoles d'accords ont été signés et que l'OMMS collabore avec plusieurs programmes onusiens, des fonds et des institutions spécialisés, y compris la Banque mondiale.

MOUVEMENT DE LA CROIX ROUGE

Raid Cross, un jeu sur le droit humanitaire

L'OMMS et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont lancé en septembre 2005 un jeu de rôle d'extérieur intitulé «Raid Cross», destiné à faire découvrir les normes et les principes du Droit humanitaire international aux jeunes Scouts. En effet, la mission du Scoutisme étant de contribuer à bâtir une paix durable, il est apparu important de s'associer au Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge afin de rappeler que «même la guerre a des limites». Ces limites sont fixées par les Conventions de Genève qui définissent le Droit humanitaire international.

6. http://www.scout.org/wse/conf05docs/confdoc11_f.pd

7. Pour que les engagements aient un sens: un guide pour aider les jeunes à évaluer la politique de la jeunesse dans leur pays, Daes, Nations unies Making Commitments Matter: a Toolkit for young people to evaluate national youth policy (UNDESA), p. 5

8. International coordination meeting of youth organisations

9. «Scoutisme et Nations Unies : Relations, Partenariats et Initiatives.» Genève, OMMS, 2005. http://www.scout.org/front/partners/UN_report_e.pdf

UNE RELATION PRIVILÉGIÉE AVEC LES NATIONS UNIES

En 1995, à l'occasion du 10ème anniversaire de l'Année internationale de la Jeunesse, les Nations unies ont renforcé leur engagement vis-à-vis des jeunes en orientant la réponse de la communauté internationale vers les défis auxquels aurait à faire face la jeunesse d'ici au prochain millénaire. Elles ont accompli cela en adoptant une stratégie internationale - le Programme mondial d'action pour la jeunesse de l'an 2000 et au-delà (PAMJ) - pour aborder de façon plus efficace les problèmes des jeunes et augmenter leurs possibilités de participation sociale. Ce programme encourage les gouvernements à être plus responsables par rapport aux aspirations des jeunes, et inverser la tendance qui veut que la jeunesse soit un problème, pour en faire une ressource pour l'avenir[7]. Le Scoutisme mondial a soutenu le programme en jouant un rôle actif pendant l'Assemblée générale des Nations unies et au sein de ses différentes commissions.

Il en est de même avec le groupe consultatif du Réseau pour l'Emploi des Jeunes. Cette relation est abordée dans le chapitre sur l'emploi des jeunes, et explique pourquoi l'OMMS est devenue membre du Groupe consultatif du Réseau pour l'Emploi des Jeunes créé entre les Nations unies, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du Travail (OIT). Cette initiative montre aussi comment les Scouts participent au développement des politiques de jeunesse.

UN TRAVAIL GLOBAL DE PLAIDOYER

L'OMMS contribue à renforcer le secteur de la jeunesse dans la société civile internationale en s'associant à d'autres organisations de jeunesse internationales et à d'autre organisations non-gouvernementales en abordant les questions de la jeunesse et en apportant ses conseils en faveur de politiques appropriées la concernant.

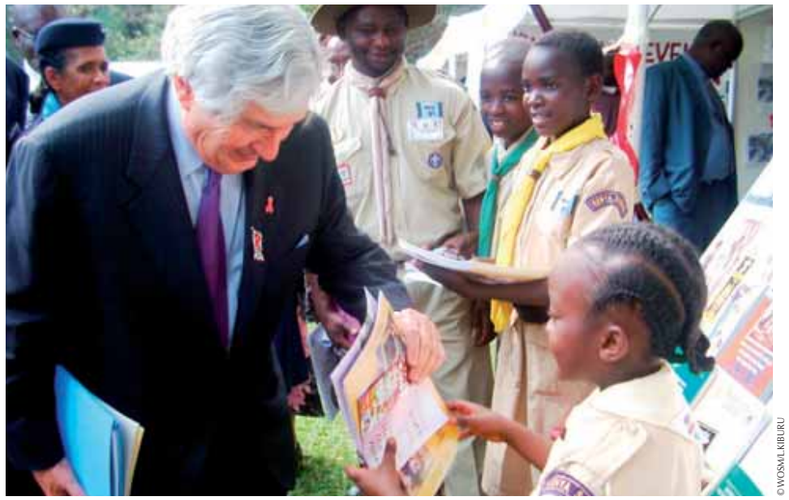
Par exemple, cela a été accompli lors de la campagne de reconnaissance de l'éducation non formelle organisée par l'Alliance des dirigeants d'organisations de jeunesse. Ce groupe est composé des dirigeants des sept plus grandes organisations de jeunesse: l'Association Mondiale des Guides et des Eclaireuses, l'Alliance Universelle des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens, l'Alliance Mondiale des Unions Chrétiennes Féminines, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'International Award Association, et l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout (OMMS).

L'Organisation Mondiale du Mouvement Scout est l'une des organisations leaders de la Réunion de coordination des organisations de jeunesse (ICMYO[8]). ICMYO est un réseau d'organisations de jeunesse démocratiques et non-gouvernementales ainsi que de plateformes régionales continentales. Ses principaux objectifs sont de renforcer la collaboration entre les organisations de jeunesse aux niveaux régional et mondial et de coordonner les décisions

BANQUE MONDIALE

Une action de leader pour créer la politique pour la jeunesse

Quand en mars 2003, l'OMMS décide de collaborer avec la Banque mondiale, elle s'attache à s'assurer qu'il s'agira bien d'un exercice utile et porteur de changement dans un système critiqué. Le pari est directement lancé au Président James Wolfensohn, auquel le Scoutisme mondial donne l'occasion de rencontrer un panel de représentants des plus grandes organisations de jeunesse : mettre en place une politique pour la Jeunesse qui n'existe pas. La rencontre a lieu à Athènes. L'enthousiasme du président accélère le processus avec le soutien de l'unité chargée de la thématique à Washington. Le Dialogue avec la société civile, basé au siège de la vice-présidence Europe à Paris, organise une série de consultations avec les organisations de jeunesse autour du thème: *«Jeunesse, développement et paix»*. Enthousiasmé par cette expérience, James Wolfensohn donne rendez-vous aux participants à la même période de l'année à Sarajevo en 2004. Il décide alors de laisser un cadre politique avant son départ de la Banque mondiale, pour stabiliser l'initiative. Le Scoutisme mondial a contribué à toutes les étapes de l'élaboration de cette politique pour la jeunesse qui existe depuis mai 2005.



©WOSM/L.KIRURU

James Wolfensohn, ancien président de la Banque mondiale, reçu par les Scouts en Afrique.

politiques prises dans le cadre du processus de la politique mondiale de la jeunesse, essentiellement auprès du système des Nations unies.

Il existe aussi des collaborations avec des fondations spécialisées, telles que la Fondation Jacobs (voir histoire page 85), qui parient sur la capacité du Scoutisme à pouvoir augmenter le nombre de dirigeants en Afrique. La Fondation Jacobs soutient la première publication de ce rapport. L'Université Bocconi de Milan est la première institution académique qui s'intéresse à la méthode de formation au management du Mouvement scout et a signé un accord de partenariat prometteur du point de vue de la validation des acquis (voir encadré page 61).

S'ASSOCIER SUR UNE BASE ÉTHIQUE

Enfin, concernant l'interaction avec les acteurs non-scouts, la Charte de Marrakech recommande également l'adoption d'un code d'éthique et des critères opérationnels spécifiques. Et ceci spécialement dans le cadre des interactions accentuées avec le secteur privé : des preuves que chacun des partenaires présente le même niveau de responsabilité sociale sauvegarderont la mission et les valeurs scoutes. Cela vise à éliminer les abus d'utilisation des valeurs du Scoutisme, ou les associations inappropriées avec l'image du Mouvement. Pour le partenaire, une approche éthique partagée offre des garanties supplémentaires sur la qualité de son association avec le Mouvement scout. C'est surtout un gage de confiance et de crédibilité. Une collaboration saine avec le secteur des entreprises représente en fait aujourd'hui un défi passionnant pour le Scoutisme qui impose ainsi sa stature d'agent de changement social.

10. Aujourd'hui, 10% du personnel appartient au milieu scout.

11. Annual Report 2005, Jacobs Foundation. pages 42-46. www.jacobsfoundation.org

ITALIE

Investir dans des solutions financières éthiques

La Banca Etica est la première institution de finance éthique italienne. Née en 1999, elle est l'héritière des MAG, mutuelles d'autogestion, et le fruit de la collaboration de 21 organisations à but non lucratif qui se sont regroupées afin de récolter les fonds nécessaires pour donner vie à une véritable banque populaire. L'Association des Guides et Scouts Catholiques Italiens (Agesci) a été l'un de ses membres fondateurs. Son but était lié à un engagement pédagogique bien précis: sensibiliser aussi bien les responsables adultes que les Scouts à être des citoyens responsables, à utiliser les ressources de façon plus modérée et à protéger davantage l'environnement.

Agesci a contribué de façon remarquable au développement du projet, portant une attention particulière à la dimension culturelle et sociale de la banque. Aujourd'hui, on y trouve un grand nombre de chefs de l'Agesci qui ont soutenu et diffusé les valeurs de la finance éthique, en travaillant au sein même de la banque[10], ou en faisant partie de l'organisation territoriale des Groupes d'intérêts territoriaux. Agesci bénéficie des services de la banque aussi bien au niveau local que national : plusieurs comptes bancaires, l'accès au crédit pour la réalisation de différents projets et la création d'une carte d'affiliation assignée à l'Association. Il s'agit d'une véritable carte de crédit qui permet d'attribuer une partie de la valeur des commissions liées à l'utilisation de la carte, à une organisation sans but lucratif. Enfin, en tant que membre fondateur, Agesci peut proposer un candidat pour le Comité éthique.

FONDATION JACOBS

RENFORCER LE LEADERSHIP DANS LES ASSOCIATIONS AFRICAINES

Klaus J.Jacobs, célèbre homme d'affaires à l'origine de la Fondation Jacobs, s'intéresse de près au Scoutisme et soutient depuis des années certains de ses projets. Membre de la Fondation du Scoutisme Mondial, il est convaincu de la capacité du Mouvement à pouvoir aider les jeunes à jouer un rôle actif dans la construction de leur propre avenir et à former des jeunes dirigeants capables de participer au développement et au progrès social, culturel et économique dans leur pays. C'est pourquoi, en 2004, le mécène d'origine allemande a accepté de financer la première phase d'un projet pilote de renforcement du leadership des jeunes en Afrique, à hauteur d'un million de dollars sur trois ans. La Région africaine du Scoutisme a ainsi pu lancer son projet intitulé, «Former des jeunes leaders, assurer l'avenir de l'Afrique» dans six pays: Burundi, Ethiopie, Gambie, Ile Maurice, Niger et Afrique du Sud. L'objectif est ambitieux mais s'il est atteint, le projet sera étendu d'ici à 2007 à l'Angola, au Rwanda, aux Seychelles puis au Cameroun, au Mozambique et à la Tanzanie.

Pour cela, les résultats de la première phase devront être satisfaisants. La Fondation Jacobs a donc mandaté un organisme externe, Human Sciences Research Council (HSRC), afin de procéder à une évaluation scientifique. Les conclusions du rapport, attendues pour la fin 2006, détermineront la décision de la Fondation de poursuivre ou non le financement du projet dans sa totalité sur une période de dix ans.

Le HSRC devra évaluer le niveau acquis par les participants au programme de formation et déterminer si leurs connaissances et leurs compétences en leadership ont été améliorées. Pour l'heure, le rapport de la Fondation Jacobs fait d'ores et déjà état des progrès significatifs enregistrés dans les six pays mentionnés ci-dessus[11].

© WOSM/V ORTEGA

INTRODUCTION

LE SCOUTISME AUJOURD'HUI

Comment le Scoutisme est-il organisé ? Quelle est sa répartition géographique, sa démographie ? Pourquoi est-il toujours interdit dans certains pays ? Comment un mouvement centenaire est-il toujours en mesure de répondre aux défis de notre temps ? En définissant une vision claire, il a adapté sa stratégie de croissance et de développement et entreprend une révision de sa gouvernance au niveau international. Il vise aussi à jouer un rôle dans le renouvellement de la gouvernance globale. Ainsi, il pourra affronter un nouveau siècle en gardant son intuition originelle et en cherchant une innovation qui est sa marque de fabrique.

En 2007, 28 millions de Scouts célèbreront le centenaire du Mouvement. Ils s'y préparent en organisant des dons pour la paix qu'ils offriront à l'aube du 1er août, en suivant les fuseaux horaires de l'Est vers l'Ouest, et sur toute la terre. Ils tourneront alors leur regard vers le soleil, en espérant entraîner avec eux tous ceux qui pensent que l'on peut créer une monde meilleur.

GÉOGRAPHIE, DÉMOGRAPHIE, GOUVERNANCE

UNE ORGANISATION POUR LE XXIe SIÈCLE

À quelques mois de son centenaire, le Scoutisme affronte ses défis pour maintenir son statut de premier mouvement de jeunesse mondial : analyse des effectifs, stratégie de marque, révision de sa gouvernance. Il adapte son management aux réalités d'aujourd'hui.

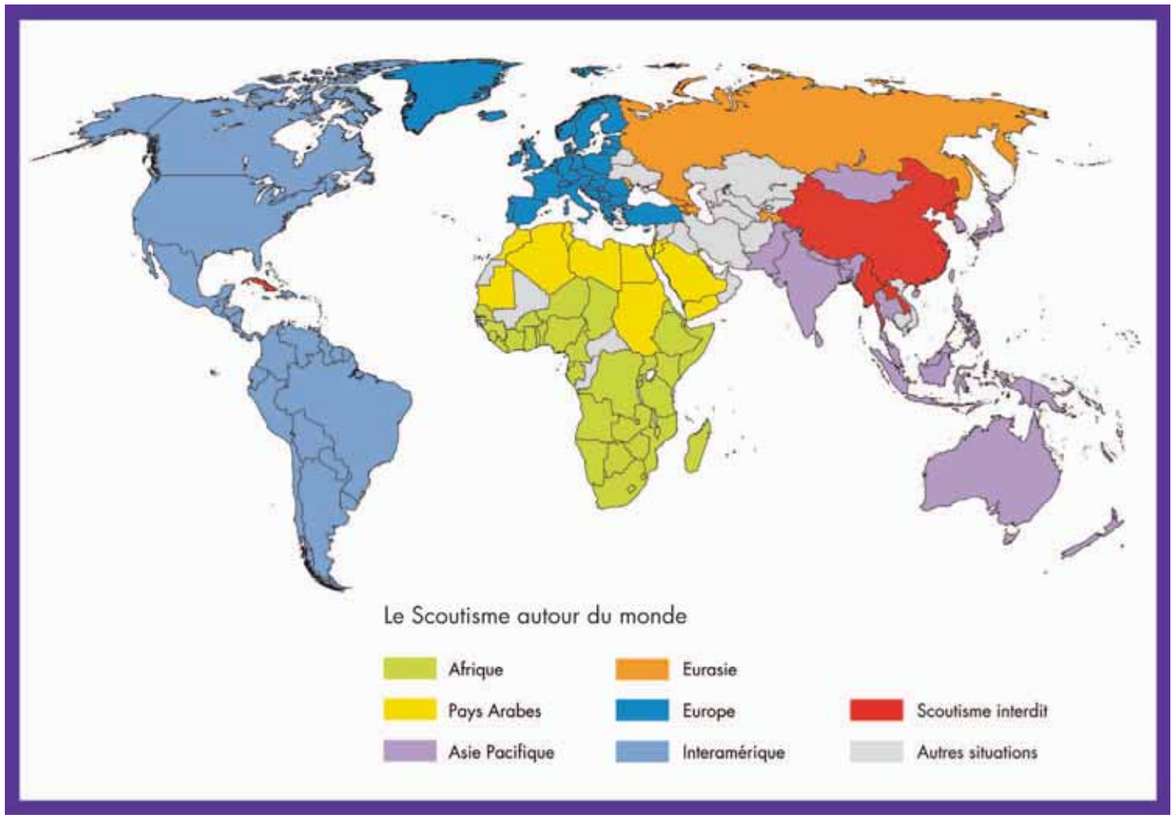
Le Scoutisme est un mouvement par nature. C'est bien dans le sens du mouvement, au sens propre du terme, qu'il s'est diffusé, tout d'abord au Royaume-Uni, puis rapidement dans les territoires de l'empire britannique : par des garçons conquis par l'invitation à l'aventure lancée par le général Baden-Powell, héros de Mafeking, et jeune retraité de 50 ans. Ce dernier transposa dans le cadre civil une méthode d'implication et de responsabilisation des adolescents, peaufinée par son expérience d'officier subalterne au contact des jeunes recrues. Revenu en Grande Bretagne couvert de gloire, il est taraudé par la défaillance du système éducatif de l'état. Il veut faire quelque chose. Les promoteurs de l'école nouvelle font aussi appel à lui. Il lance alors sa grande idée avec le soutien d'un éditeur audacieux qui distribue, en épisode et en kiosque, les éléments de méthode du général visionnaire. Ces pages réunies deviendront le livre culte *«Éclaireurs»*.

Baden-Powell est un empirique qui nourrit sa théorie par l'expérimentation : il teste sa méthode lors d'un premier camp scout sur l'île de Brownsea, où il invite une vingtaine d'adolescents de tous milieux, en juillet-août 1907. Au premier lever des couleurs, il ne se doute pas qu'il lance la mode du camping et de l'aventure en pleine nature.

LA GEOPOLITIQUE DU SCOUTISME

Le Scoutisme est planétaire, ou presque, puisqu'il reste quelques pays où il est interdit [1]. Ces pays sont les derniers à lui préférer une jeunesse embrigadée dans les sections jeunes des partis uniques. Cette tendance à interdire le mouvement scout, que la plupart des dictatures et des régimes totalitaires ont utilisée, montre à quel point il existe un lien direct entre le Scoutisme et la démocratie. Il aura fallu attendre la chute du mur de Berlin pour qu'il renaisse dans les pays de l'ancien bloc soviétique, et c'est depuis la chute du régime de Saddam Hussein (qui lui avait substitué la jeunesse du parti Baas) qu'il revient progressivement en Irak. Quoiqu'il en soit, sa répartition est vaste : il est présent dans environ 215 pays et territoires. Cette notion de territoires est importante car elle fait référence à des territoires d'outre-mer, et à des territoires autonomes comme ceux gérés par l'Autorité Palestinienne.

Il suffit d'arpenter les allées d'un Jamboree mondial, le rassemblement quadriennal des adolescents du Mouvement, pour se rendre compte que le Scoutisme est multiculturel. On trouve au Jamboree toute la géographie du monde, presque toutes les langues et presque toutes les religions. Véritable éponge sociologique, le Scoutisme reflète



1. Liste des pays où le Scoutisme est interdit à la date : République populaire de Chine, Corée du Nord, Cuba, Laos, Myanmar.

2. Brave of Heart, par Habibul Halam, membre du Comité mondial du Scoutisme aux éditions Academic Press & Publishers Library. Lire aussi le passionnant article de Jean-Jacque Gauthé «Le mouvement scout et nationalismes en Europe et aux colonies», dans l'ouvrage «le scoutisme, un mouvement d'éducation au XXème siècle, dimensions internationales» Éditions de l'université Paul Valéry, Montpellier.

les réalités socio-culturelles avec une acuité étonnante qui lui confère la capacité d'agir au niveau le plus local. C'est parce qu'il est respectueux des cultures et des identités, c'est parce qu'il fonde son action dans le cadre du développement communautaire endogène, que le Scoutisme est une force sociale, capable de faire émerger des leaders. Le Scoutisme aime les paradoxes : créé par un général ancien officier de l'armée des Indes, il a formé des cadres des mouvements indépendantistes dans les pays qui cherchaient à s'arracher de la tutelle coloniale des années 30 à 70. On trouve des exemples éclairants en Tunisie, en Algérie, au Bangladesh [2].

Le Scoutisme aime aussi les oxymores, tel celui-ci, qui reflète bien son goût pour l'avant-garde et sa nécessité d'être enraciné : *«il est traditionnel et moderne»*. C'est bien dans cet esprit de modernité et de tradition qu'il célèbrera son centième anniversaire en 2007. Mais c'est aussi au regard de la tradition et de la modernité – vieille querelle réthorique – qu'il lance le défi de la révision de sa gouvernance.

UN MOUVEMENT, UNE ORGANISATION

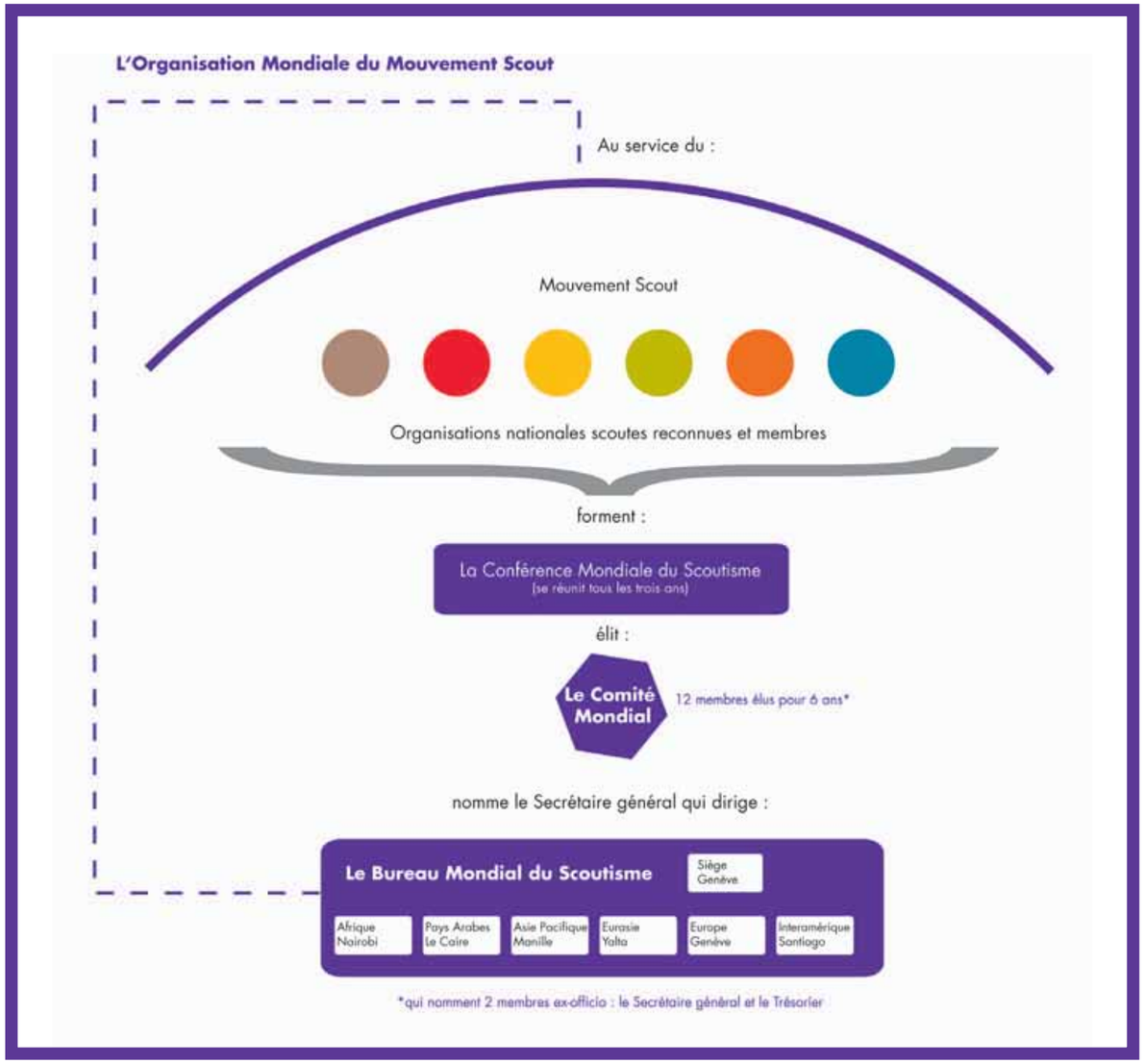
En 1922, les représentants des associations scoutes nationales accréditées se réunissent à Paris pour créer la Conférence internationale du Scoutisme. A partir de là, une organisation fédèrera et servira le Mouvement. Mais revenons tout d'abord à la source : le Mouvement.

Depuis 1907, c'est un mouvement éducatif pour les jeunes, accompagnés par des adultes volontaires. Cette notion de volontariat est importante pour expliquer le rôle des chefs scouts. Pour Baden-Powell, le Scoutisme n'est pas l'instruction militaire – qui s'adresse au collectif -, et le chef scout n'est pas un officier, c'est un grand frère. La Constitution définit le caractère non partisan et multiconfessionnel du mouvement, tout en rappelant qu'il est ouvert à tous sans distinction d'origine, de conditions sociales et de croyance, conformément aux buts, principes et méthodes conçus par son fondateur.

3. Le statut consultatif général pour la catégorie I a été accordé en 1998.

L'Organisation Mondiale du Mouvement Scout (OMMS) est une organisation non-gouvernementale internationale, sans but lucratif. Elle opère par l'intermédiaire d'un réseau de groupes locaux soutenus par des organisations nationales scoutes qui doivent être reconnues par l'OMMS avant d'en devenir membre. L'OMMS représente le Mouvement au niveau international. Jouissant du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies depuis 1947[3], son siège est à Genève. Le Bureau Mondial du Scoutisme est le secrétariat de l'OMMS et son représentant légal. Il est organisé dans six régions continentales (voir pages 98 et 99 la liste des Organisations scoutes nationales et la liste des bureaux régionaux).

Des raisons historiques sont à l'origine de la création de l'Association Mondiale des Guides et Eclaireuses (AMGE) dont le siège est à Londres. Au commencement de l'aventure, et pour des raisons socio-éducatives, les filles et les garçons étaient séparés dans le Scoutisme comme ils l'étaient à l'école. Le Guidisme, comme branche féminine, a été «inventé» dès 1910 comme une adaptation de la proposition scoute pour les filles. Le Mouvement scout s'est ouvert aux filles dans la plupart des Organisations scoutes nationales en suivant l'évolution des mentalités et de la société, et en adoptant la co-éducation, voire la mixité. En clair, on peut être garçon et fille chez les Scouts,



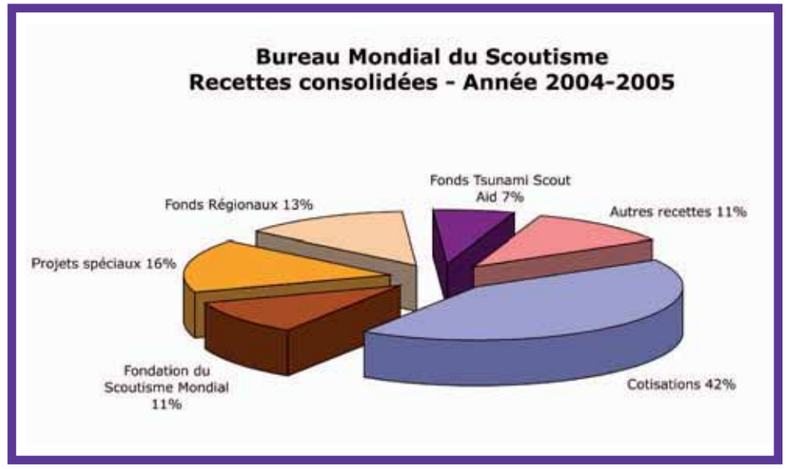
28 MILLIONS DE SCOUTS DANS LE MONDE

Selon le dernier recensement, il y a plus de 28.000.000 de membres, répartis dans 155 organisations nationales (soit 215 pays et territoires) coordonnés par six régions continentales qui reflètent les réalités socio-culturelles du Scoutisme Mondial dont (en milliers) : Afrique 791. Pays Arabes 250. Asie Pacifique 18.290. Eurasie 26. Europe 1.500. Interamérique 6.400. On peut ajouter au compteur des héritiers de Baden-Powell les 10 millions de membres de l'Association Mondiale des Guides et Eclaireuses. Elles ont aussi la même Loi et la même Promesse.

mais on est fille chez les Guides. Il y a toutefois quelques exceptions qui confirment la proximité héréditaire des Scouts et des Guides : il existe des organisations nationales adhérentes à la fois à l'OMMS et à l'AMGE, donc mixtes dans leur pratique éducative, dont les garçons sont Scouts et les filles sont Guides. L'AMGE pourrait donc faire mentir l'idée qu'il n'existe qu'une seule organisation pour représenter le Mouvement scout. Car si l'AMGE s'adresse spécifiquement aux filles, avec un leadership essentiellement féminin, elle possède au moins cinq points communs fondamentaux : le même fondateur, la même Loi, la même Promesse, la même méthode et la même vision : Construire un monde meilleur. Alors, la question reste toujours ouverte d'un rapprochement plus abouti entre les deux organisations, à l'instar d'associations nationales comme les Scouts et Guides de France, les derniers à avoir consommé un mariage réussi, en 2004.

FINANCES : INDEPENDANCE ET ETHIQUE

Les moyens financiers dont dispose le Scoutisme mondial proviennent essentiellement du mouvement par le biais des cotisations des organisations membres, et de la Fondation du Scoutisme Mondial, entité légale différente, dont le siège est aussi à Genève.
La fondation touche un public de donateurs privés et de mécènes scouts, anciens scouts ou amis du mouvement (voir page 93). Si la fondation focalise son action de recherche de fonds sur une augmentation de capital dont les intérêts permettent de financer l'aspect opérationnel de l'OMMS, le Bureau Mondial du Scoutisme mène une activité de recherche de fonds en direction de projets thématiques ou géographiques qui lui permet de s'adresser à des populations identifiées dans le cadre d'activités de développement et parfois d'urgence humanitaire. Cette recherche de fonds concerne aussi le budget opérationnel. L'essentiel réside dans l'indépendance financière basée sur une part d'autofinancement majoritaire et sur une captation de ressources extérieures équilibrées dans leur origine et fondée sur un code éthique bien établi.



MIEUX CONNAÎTRE BADEN-POWELL

Baden-Powell a tant écrit qu'il est impossible de ne pas connaître la moindre de ses pensées sur la nature profonde du Mouvement scout. Il a produit des manuels de méthodes à destination des jeunes et des chefs du mouvement mais aussi des récits passionnants de ses aventures, la plupart enrichis de ses propres dessins.

Deux ouvrages, à replacer dans leur contexte historique, sont précieux pour comprendre sa vision : «*Éclaireurs*», pour un public jeune, et «*Le guide du chef éclaireur*», pour les responsables. On trouve aussi un recueil de citations «*Jouer le jeu*», relevées par Mario Sica. Ces ouvrages sont disponibles au magasin scout mondial : www.worldscoutshop.org

Une excellente biographie «*Baden-Powell*» a été écrite par Philippe Maxence aux Editions Perrin.

LE SCOUTISME, A QUOI CELA SERT-IL ?

Mais la ressource qui compte aujourd'hui, ce sont les jeunes. L'analyse des effectifs montre que la fluctuation des effectifs varie selon la compréhension ou non par la société, du rôle social du Scoutisme. En bref, là où il démontre son utilité sociale, il progresse. C'est le cas dans la plupart des pays en voie de développement (Asie, Afrique), et dans les pays industrialisés où il conserve une proposition originale, différente des offres de ses compétiteurs les plus directs (Portugal, Belgique). Cette constatation amène le Mouvement à s'interroger sur sa capacité à atteindre des jeunes attirés par l'aventure scoute. C'est la raison pour laquelle l'OMMS lance en octobre 2006 une nouvelle stratégie de communication de marque qui vise à repositionner socialement le Scoutisme avant l'année du centenaire. Mais la communication et le marketing ne seront pas suffisants pour endiguer les pertes d'effectifs dans les pays industrialisés. Pour cette raison, le Mouvement travaille en parallèle à une refonte des programmes et des activités éducatives pour les rendre plus attrayants et pour s'assurer qu'ils atteignent leur but. Car le plus gros succès du Scoutisme, ce n'est pas la quantité de jeunes admis dans ses rangs, c'est plutôt la quantité de jeunes qu'il rend à la société au bout d'un parcours de formation qui s'achève à la fin de l'adolescence. Le défi est donc, non seulement d'atteindre les enfants et les jeunes, mais aussi de les garder suffisamment longtemps pour leur offrir les compétences qui feront d'eux des citoyens actifs et responsables prêts à prendre leur part dans la vie de leur communauté. C'est à cela que sert le Scoutisme.

POINT DE VUE

PHILIPPE DA COSTA

VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ MONDIAL DU SCOUTISME

GOUVERNER DANS L'UNITÉ

Le Comité mondial du Scoutisme a défini cinq principes pour la révision de la gouvenance, que vous avez présentés lors de la dernière Conférence mondiale.

Ouverture, participation, responsabilité, efficacité et cohérence sont les cinq principes retenus pour analyser notre gouvernance. Chacun de ces principes est essentiel pour l'instauration d'une pratique plus démocratique.

Pouvons-nous les détailler ?

L'organisation devrait fonctionner de façon plus transparente. C'est en cela que nous parlons d'ouverture. La participation quant à elle, dépend de l'adoption d'une approche faisant appel à la contribution de tous. La participation demande également un effort d'éducation pour que chacun prenne conscience des enjeux. Mais il faut aussi plus de clarté et une prise de responsabilité accrue de la part de tous ceux qui participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques à quelque niveau que ce soit. L'efficacité demande que les politiques produisent les résultats requis, à partir d'objectifs clairs et d'une évaluation de leur impact futur. Elle exige aussi une prise de décision au niveau le plus approprié. Enfin, la cohérence s'appuie sur la synchronisation des politiques menées avec les actions entreprises. L'éventail des tâches s'est étendu ; l'élargissement à de nouveaux membres ira dans le sens d'une plus grande diversité ; les défis à relever transcendent également les limites géographiques. Nous devons garantir l'unité du Mouvement dans un système complexe et diversifié.

C'est une tâche immense, comment allez-vous mettre en œuvre cette révision ?

Chacun de ces principes est important en soi. On ne peut pas travailler par actions séparées. Un groupe de travail indépendant sur la révision de la gouvernance a été mis en place pour faire des propositions coordonnées au Comité mondial. Nous reviendrons vers la Conférence mondiale en 2008 avec des résultats.

FONDATION DU SCOUTISME MONDIAL

AIDER LES JEUNES À RÉALISER LEURS RÊVES

© WOSM/J. INOSTROZA

Il y a un peu plus de vingt-cinq ans, un petit groupe d'amis du Scoutisme décidait de créer la Fondation du Scoutisme mondial. Parmi ces amis se trouvait sa Majesté le Roi de Suède - Carl XVI Gustaf - un ancien scout actif. La Fondation est à présent soutenue par 1.800 amis du Scoutisme, appelés les «Compagnons de Baden-Powell», qui apportent leur aide financière mais aussi leur renommée à la cause des jeunes à travers le monde. La Fondation fonctionne aujourd'hui comme une institution de droit suisse, totalement indépendante et à but non lucratif, basée en Suisse.

Les Compagnons de Baden-Powell travaillent étroitement avec Sa Majesté le Roi de Suède afin de soutenir le développement du Scoutisme dans leurs pays et dans les régions les plus pauvres du monde.

Depuis son origine, la Fondation s'est dotée de fonds propres à hauteur de plus de 25 millions de francs suisses. Elle a permis l'accès de plus de 30 millions de francs suisses au Scoutisme mondial, ce qui signifie que le siège du Bureau Mondial du Scoutisme reçoit entre 27 et 29% de son budget opérationnel annuel de la Fondation du Scoutisme Mondial. De plus, la Fondation a contribué pour des millions de francs suisses sous la forme de de fonds d'appui pour des projets et des programmes pendant des années. La plupart des ressources de la Fondation proviennent des dons des Compagnons de Baden-Powell eux-mêmes, mais de plus en plus, la Fondation reçoit également des subventions de la part des gouvernements, des sociétés ainsi que d'autres fondations.

www.scout.org/foundation

STRATÉGIE POUR LE SCOUTISME

UNE VISION POUR L'AVENIR

Face aux échecs et aux succès du passé, la Stratégie pour le Scoutisme est née de la volonté de renouveau du Mouvement. Elle s'articule autour de sept priorités qui doivent être réalisées selon la vision du Mouvement.

Le premier siècle du Scoutisme a été l'histoire d'un succès. Il figure aujourd'hui parmi les rares organisations à être véritablement mondiales et ayant réussi à s'adapter à tous les contextes culturels et économiques. Mais pour pouvoir se régénérer, tout mouvement doit redéfinir ses buts et dire comment il envisage son action pour l'avenir. Pour les membres du Scoutisme mondial, 2007, l'année du centenaire, est l'occasion de regarder tous ensemble dans la même direction. Ce moment-clé, porteur d'un grand enthousiasme, s'organise autour de la question suivante : quel est l'impact social que le Scoutisme souhaite avoir ce prochain siècle ?[1]

UNE ADAPTATION NÉCESSAIRE

Le but de la stratégie est de réaliser la mission du Scoutisme. Celle-ci consiste - en partant de valeurs énoncées dans la Promesse et la Loi scoutes - *à contribuer à l'éducation des jeunes afin de participer à la construction d'un monde meilleur peuplé de personnes épanouies, prêtes à jouer un rôle constructif dans la société*.

On constate cependant une baisse du nombre de membres dans les pays industrialisés car la société ainsi que les attentes des jeunes ont changé. Le Scoutisme doit s'adapter. C'est pourquoi le Mouvement s'est doté d'une stratégie[2], composée de sept priorités à réaliser dans trois domaines distincts : jeunes, adultes, structures et systèmes (voir encadré). La Stratégie énonce une vision pour le Scoutisme et définit les résultats attendus. Enfin, elle identifie les soutiens que l'OMMS doit fournir aux Organisations scoutes nationales pour réaliser la mission.

SE PROJETER DANS L'AVENIR

Aucune stratégie n'est possible sans une vision partagée de l'avenir. Celle-ci est vitale car elle permet de faire converger les efforts vers l'acquisition de connaissances nouvelles et donne l'énergie nécessaire pour surmonter les difficultés. Son importance vient également de ce qu'elle représente un puissant facteur émotionnel qui favorise l'engagement.

Ainsi, le Scoutisme se voit comme :

– Un mouvement éducatif influent et fondé sur des valeurs, engageant les jeunes à développer tout leur potentiel individuel ;

– Étant capable d'attirer un nombre toujours plus grand de jeunes des deux sexes et du monde entier ainsi que des hommes et des femmes de toutes les cultures désireux de contribuer au développement de la société par une action auprès des jeunes ;

– Un mouvement dynamique et innovant disposant de ressources suffisantes, bénéficiant de structures simples et de processus de décision démocratique dans lesquels l'organisation, la gestion et la communication sont efficaces à tous les niveaux.

UN PROCESSUS INSCRIT DANS LE TEMPS

- 1999 : début du processus de renouveau avec l'adoption de la déclaration de la Mission à la Conférence Mondiale du Scoutisme de Durban.
- 2002 : une vision pour le Scoutisme est adoptée à la Conférence Mondiale du Scoutisme de Thessalonique.
- 2003 : le matériel et les outils sont développés pour soutenir la plannification et tous les aspects de la stratégie.
- 2004 : les membres du Comité Mondial du Scoutisme rencontrent les représentants de chaque Association nationale scoute afin de discuter de l'application de la Stratégie au niveau national.
- 2005 : un rapport complet de tous les progrès accomplis est présenté lors de la Conférence Mondiale du Scoutisme en Tunisie en septembre et les projets pour le centenaire sont discutés.
- 2006 : l'accent est mis sur la réalisation de la Stratégie alors que les Organisations scoutes finalisent leur programme pour le centenaire.
- 2007 : le centenaire est un jalon important car il offre l'opportunité de mesurer les progrès effectués.
- 2008 : l'impact de la Stratégie sera mesuré dans la vie des jeunes et de leurs communautés.

1. Voir le chapitre suivant.

2. La Stratégie a été adoptée à la Conférence Mondiale du Scoutisme à Thessalonique en 2003.

LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES

La Stratégie se concentre autour de sept points qui ont été sélectionnés à partir des besoins des Organisations scoutes nationales. Favoriser la participation des jeunes au sein du Mouvement, les soutenir davantage lors du passage de l'adolescence à l'âge adulte, ouvrir le Mouvement à tous les segments de la société, élargir la base du soutien des adultes en motivant les volontaires, devenir une organisation flexible, innovante et participative et affirmer l'identité du Scoutisme en renforçant les communications, les partenariats et les ressources. L'objectif est que chaque Organisation nationale développe sa propre stratégie après avoir identifié deux ou trois priorités et qu'elle partage avec les autres les bonnes expériences. Il est ensuite de la responsabilité de l'OMMS et du Bureau Mondial du Scoutisme d'aider les Organisations nationales, en leur donnant des outils pour mettre en place leur stratégie et mesurer leurs progrès (ateliers, kit, site internet).

1/ Participation des jeunes - revitaliser la méthode scoute

La méthode scoute fait des jeunes le principal acteur de leur propre développement. C'est d'ailleurs cet aspect qui rend le Scoutisme particulièrement attirant aux yeux de la jeunesse. Or, la méthode scoute n'est pas toujours pleinement appliquée. Les jeunes ne sont pas toujours préparés de manière adéquate à la prise de responsabilité progressive et à une participation active.

Cette priorité stratégique vise à soutenir les Organisations scoutes nationales pour revitaliser cet élément fondamental du Mouvement pour maintenir son attractivité et sa capacité à réaliser sa mission.

2/ Adolescents – soutenir la transition vers l'âge adulte

Aider les jeunes à passer de l'enfance à l'âge adulte est au cœur de la mission du Scoutisme puisqu'il a été fondé précisément dans ce but. Aujourd'hui, les jeunes expriment des attentes auxquelles les systèmes traditionnels ne sont plus capables de répondre. Par conséquent, ils ne trouvent pas toujours le soutien dont ils ont besoin dans leur progression vers les rôles adultes. La capacité à répondre à ces besoins est un facteur clé pour le succès du Scoutisme. Dans certaines pays, cette mission n'est pas toujours remplie de manière satisfaisante.

Cette priorité stratégique vise à aider les Organisations scoutes nationales à répondre avec efficacité aux besoins des adolescents afin d'accroître le nombre d'adhérents et la réputation du Mouvement en tant qu'organisation capable d'aider les jeunes dans le passage à l'âge adulte.

3/ Filles et garçons, femmes et hommes – respecter les différences, promouvoir l'égalité et partager les responsabilités

Comme une société est composée de personnes des deux sexes, la vision pour le Scoutisme est de:

– permettre aux filles et aux garçons de développer tout leur potentiel dans le respect des différences individuelles et sans se limiter aux rôles sexuels traditionnels.

– rendre les femmes et les hommes capables de coopérer sur un pied d'égalité, en partageant les rôles d'animation à tous les niveaux des Associations.

Jusqu'à présent, le Mouvement n'a guère pris en compte les besoins et les attentes des filles et des femmes alors qu'elles adhèrent au Mouvement depuis longtemps.

Cette priorité stratégique vise donc à identifier le soutien et les outils nécessaires pour aider les Organisations scoutes nationales à offrir des chances égales aux filles et aux garçons, aux femmes et aux hommes à tous les niveaux dans le Scoutisme. Ceci pour créer un meilleur équilibre dans la répartition des sexes au sein des Associations.

4/ Ouverture – abattre les barrières et s'ouvrir à tous les segments de la société

Se focaliser sur un public cible limite le potentiel du Mouvement dans sa contribution à la construction d'un monde meilleur. Le Scoutisme doit s'assurer que son éducation soit accessible à tous ceux qui désirent adhérer aux principes du Mouvement. Cela d'autant plus que certains aspects extérieurs du Mouvement peuvent parfois s'avérer dissuasifs pour des membres potentiels.

Cette priorité stratégique vise à aider les Organisations scoutes nationales à identifier les besoins dans les secteurs de la société où le Mouvement n'est pas encore présent. Le résultat attendu est un accroissement du nombre d'adhérents et un développement de l'impact du Scoutisme dans la société.

5/ Volontaires dans les Scoutisme – développer des approches nouvelles pour élargir la base du soutien adulte

Dans de nombreux pays, une nouvelle conception du bénévolat s'impose si l'on veut attirer et retenir des adultes prêts à partager leur expérience, leurs connaissances et leurs valeurs avec les jeunes. Ainsi, celle-ci devrait tout aussi bien reconnaître la nécessité d'un engagement personnel que le besoin d'être reconnu dans la communauté pour l'action entreprise, sans exclure une compensation pour ce travail.

Cette priorité stratégique vise à redéfinir le concept de volontariat/bénévolat et à aider les Organisations scoutes nationales à recruter et à retenir de nouvelles catégories de responsables adultes.

6/ Une organisation pour le 21e siècle – devenir une organisation flexible, légère, innovante et participative

Pour réaliser sa mission, le Scoutisme doit agir de façon stratégique. S'engager dans une telle démarche suppose de réviser la manière dont le Mouvement est organisé. Or, dans beaucoup de pays, les organisations travaillent selon des méthodes lourdes et démodées qui ne favorisent ni la prise de décision rapide ni une large participation. L'organisation n'est alors pas capable d'anticiper les changements de la société.

Cette priorité stratégique vise à aider les Organisations scoutes nationales, aussi bien que l'OMMS, à réviser lses structures et ses méthodes de management afin de percevoir les besoins changeants de la société et d'y répondre avec plus d'efficacité.

7/ Profil du Scoutisme – renforcer les communications, les partenariats et les ressources

Ces trois domaines en interrelation que sont les communications, les partenariats et les ressources, jouent un rôle crucial dans le succès du Scoutisme. A tous les niveaux, une communication efficace est nécessaire afin d'intéresser de nouveaux membres et de motiver les animateurs professionnels afin d'obtenir les ressources financières dont le Mouvement a besoin. Celle-ci doit être planifiée et ciblée. D'autre part, le Scoutisme a besoin de travailler en partenariat avec d'autres organisations afin d'obtenir des résultats plus riches. Et pour tirer le meilleur parti de ces collaborations, il doit jouir d'une bonne image auprès du public. Enfin, le Scoutisme doit explorer toutes les pistes en matière de recherches de fonds grâce à une bonne communication.

Cette priorité stratégique vise à renforcer les communications, les partenariats et les ressources à tous les niveaux puisque ce sont des éléments vitaux pour le succès de la mission du Mouvement.

CENT ANS DE SCOUTISME

UN TREMPLIN POUR LE FUTUR

En 2007, le Scoutisme fête son centenaire : une occasion de s'ouvrir davantage vers l'extérieur, de rassembler tous ses membres autour d'une identité commune et d'un même idéal de paix, bénéficier d'une audience mondiale.

En organisant la célébration de son centième anniversaire, le Scoutisme mondial souhaite montrer ce qu'il représente aujourd'hui et surtout ce qu'il apportera demain. Car les résultats déjà obtenus et à venir sont autant d'atouts favorisant la reconnaissance du Mouvement scout comme un acteur indispensable à la création d'un monde meilleur. Ainsi, s'il est important pour tous ceux et celles qui ont fait leur Promesse de rappeler les valeurs et les traditions du Mouvement, élaborer des projets pour l'avenir apparaît aujourd'hui comme la priorité.

© WOSM/WORLD SCOUTING

PLUS QU'UNE SIMPLE ANNÉE DE CÉLÉBRATION

D'autre part, le centenaire est l'occasion pour le Scoutisme mondial de mettre en avant sa stratégie, née de la volonté d'assurer une forte unité ainsi qu'une plus grande cohérence. Enfin, le but est également de rendre le Scoutisme accessible à plus de jeunes et de pays et d'obtenir une plus grande reconnaissance de la force sociale que représente ce grand Mouvement éducatif.

LES DONS POUR LA PAIX, PREUVE DE L'IMPACT SOCIAL DU SCOUTISME

Le grand projet du centenaire est la participation des jeunes sous la forme de Dons pour la Paix. Il a débuté en 2005 et concerne toutes les Organisations scoutes nationales. Le concept est le suivant : tous les scouts du monde feront une contribution à la paix pour marquer le 100e anniversaire du Scoutisme[1]. L'éducation à la paix a toujours été un élément fondamental du Mouvement. Le Scoutisme cherche à favoriser la paix dans le monde grâce à une culture de la paix. Il joue un rôle immense en privilégiant le développement de l'individu et en visant un idéal de fraternité et de compréhension.

Les Dons pour la Paix doivent répondre à de réels besoins et contribuer à changer la vie de la communauté. Par la même occasion, ils intègrent les célébrations de 2007 à la Stratégie pour le Scoutisme[2]. Les domaines d'action dans lequels les dons se développent sont les suivants : la gestion des conflits sans violence, la lutte contre les préjugés et l'encouragement à une plus grande solidarité.

Enfin, les Dons pour la Paix permettent à 28 millions de jeunes de prendre part à une aventure formidable, un projet commun dont l'impact sera mondial. Une telle dimension ne peut qu'accroître le sentiment d'appartenance à une même identité et faire la preuve de la force de la jeunesse.

1. Ce projet a été décidé par la 36e Conférence Mondiale du Scoutisme à Thessalonique.

2. http://worldnet.scout.org/scoutpax/fr/2/2 _introduction_fr

3. Ce premier camp rassembla vingt-deux jeunes de différents lieux et milieux sociaux du 1 au 9 août 1907 sur l'île de Brownsea, située au sud de Londres. http://www.world.scouting2007.org/french/brownsea/index.php

4. Le 21 Jamboree Scout Mondial se déroulera du 27 juillet au 8 août 2007 à Hylands Park, Chelmsford, Royaume-Uni.

5. Voir le chapitre sur la Stratégie.

LEVER DU SOLEIL SUR LE SCOUTISME

Le 1er août 2007, soit exactement cent ans après l'expérience d'un premier camp par son fondateur, Robert Baden-Powell, deux scouts de chaque pays seront réunis sur l'île de Brownsea[3]. Le Lever du soleil de ce mercredi 1er août marquera l'aube d'un nouveau siècle du Scoutisme dans le monde. Tous les Scouts des pays membres de l'OMMS célèbreront le centenaire du Mouvement. En plus de la présentation des Dons pour la Paix dans leurs pays respectifs, chaque groupe scout préparera une bonne action afin de promouvoir l'image du Scoutisme auprès d'un public plus large. Ce jour offre l'opportunité de montrer ce qu'est le Scoutisme à tous ceux qui n'en font pas partie. Dans le même temps, se déroulera le 21e Jamboree à Hylands Park, au Royaume uni, où plus de 40.000 participants seront rassemblés[4]. Grâce aux nouvelles technologies (internet, radio amateur, télévision), les Scouts du monde entier pourront vivre ensemble ce jour de célébration, être reliés afin de voir ce que les uns et les autres ont réalisé.

2007 ET LA STRATÉGIE POUR LE SCOUTISME

Dans le cadre de la Stratégie pour le Scoutisme[5], le centenaire offre la possibilité de donner une forte impulsion au développement des jeunes à travers les Dons pour la Paix car ceux-ci impliquent directement la jeunesse dans le processus de prise de décision. Par ailleurs, tout en étant un outil pour le développement des programmes nationaux, 2007 sert également de repère dans le travail sur la Stratégie pour le Scoutisme. Cinq ans après son adoption, les résultats pourront être mesurés et le processus d'implication des Organisations scoutes nationales renforcé. La réalisation de chacune des sept priorités de la stratégie sera évaluée à travers les différents projets liés au centenaire tels que les Dons pour la Paix, le Lever du soleil sur le Scoutisme et le 21e Jamboree Scout Mondial.

© WOSM/WORLD SCOUTING

LISTE DES ORGANISATIONS SCOUTES NATIONALES ET DES BUREAUX RÉGIONAUX

Voici la liste des Organisations scoutes nationales classées par région et par pays de l'Organisation Mondiale du Mouvement Scout (à la date du 1er septembre 2006). Certaines organisations nationales peuvent être une fédération d'associations nationales reconnues.

Chaque région est soutenue par un Bureau régional, comme indiqué à la fin de chaque liste.

RÉGION AFRIQUE

Afrique du Sud South African Scout Association - **Angola** Associação de Escuteiros de Angola - **Bénin** Scoutisme Béninois - **Botswana** The Botswana Scouts Association - **Burkina Faso** Fédération Burkinabé du Scoutisme, Les Scouts du Burkina Faso, Les Eclaireurs du Burkina Faso - **Burundi** Association des Scouts du Burundi - **Cameroun** Les Scouts du Cameroun / Boy Scouts of Cameroon - **Cap-Vert** Associação dos Escuteiros de Cabo Verde - **Comores** Wezombeli - **Congo** Fédération des Scouts du Congo - **Côte d'Ivoire** Fédération Ivoirienne du Scoutisme, Les Eclaireurs Laïcs de Côte d'Ivoire, Les Eclaireurs Unionistes de Côte d'Ivoire, Les Scouts Catholiques de Côte d'Ivoire - **Ethiopie** Ethiopia Scout Association - **Gabon** Fédération Gabonaise du Scoutisme, Eclaireuses-Eclaireurs du Gabon, Eclaireurs et Eclaireuses Unionistes du Gabon, Scouts et Guides Catholiques du Gabon - **Gambie** The Gambia Scout Association - **Ghana** The Ghana Scout Association - **Guinée** Scouts de Guinée - **Kenya** The Kenya Scouts Association - **Lesotho** Lesotho Scouts Association - **Libéria** Boy Scouts of Liberia - **Madagascar** Firaisan'ny Skotisma eto Madagasikara, Kiadin'i Madagasikara, Tily Eto Madagasikara, Antilin'i Madagasikara - **Malawi** Scout Association of Malawi - **Maurice** The Mauritius Scout Association - **Mozambique** Liga dos Escuteiros de Moçambique - **Namibie** Scouts of Namibia - **Niger** Association des Scouts du Niger - **Nigéria** Boy Scouts of Nigeria - **Ouganda** The Uganda Scouts Association - **Rwanda** Association des Scouts du Rwanda - **Sénégal** Confédération Sénégalaise du Scoutisme, Les Scouts du Sénégal, Eclaireurs du Sénégal - **Seychelles** Seychelles Scout Association - **Sierra Leone** Sierra Leone Scouts Association - **Swaziland** Swaziland Boy Scouts Association - **Tanzanie** Tanzania Scouts Association - **Tchad** Fédération du Scoutisme Tchadien, Eclaireurs du Tchad, Scouts du Tchad - **Togo** Association Scoute du Togo - **Zambie** Zambia Scouts Association - **Zimbabwe** Boy Scouts Association of Zimbabwe

Bureau régional Afrique
1. Siège (Nairobi)
C.P. 63070
City Square
Nairobi
00200
Kenya
Tél. : (+254 20) 387 71 23
ou (+254 20) 387 34 36
Fax : (+254 20) 387 83 42
Courriel : afrscout@africa.scout.org
Site web : www.scout.org/africa

2. Centre opérationnel (Dakar)
C.P. 2495
Dakar R.P.
Sénégal
Tél. : (+221) 821 19 87
Fax : (+221) 822 88 73
Courriel : cod@africa.scout.org
Site web : www.scout.org/africa

3. Centre opérationnel (Le Cap)
C.P. 1906
Le Cap
8000
Afrique du Sud
Tél. : (+27 21) 683 39 10
Fax : (+27 21) 683 37 16
Courriel : wadams@africa.scout.org
Site web : www.scout.org/africa

RÉGION ARABE

Algérie Scouts Musulmans Algériens - **Arabie saoudite** Saudi Arabian Boy Scouts Association - **Autorité Palestinienne** Palestinian Scout Association - **Bahreïn** Boy Scouts of Bahrain - **Egypte** Egyptian Scout Federation - **Emirats arabes unis** Emirates Scout Association - **Jamahiriya arabe libyenne** Public Scout and Girl Guide Movement - **Jordanie** The Jordanian Association for Boy Scouts and Girl Guides - **Koweït** Kuwait Boy Scouts Association - **Liban** Fédération du Scoutisme Libanais - **Maroc** Fédération Nationale du Scoutisme Marocain - **Mauritanie** Association des Scouts et Guides de Mauritanie - **Oman** The National Organization for Scouts and Guides - **Qatar** Qatar Boy Scouts Association - **Soudan** Sudan Boy Scouts Association - **Tunisie** Les Scouts Tunisiens - **Yémen** Yemen Scout Association

Bureau régional Arabe
C.P. 1384
Le Caire
Egypte
Tél. : (+20 2) 263 30 11
Fax : (+20 2) 263 33 14
Courriel : wosmo@arab.scout.org
Site web : www.scout.org/arab

RÉGION ASIE-PACIFIQUE

Australie The Scout Association of Australia - **Bangladesh** Bangladesh Scouts - **Bhoutan** Bhutan Scout Association - **Brunéi Darussalam** Persekutuan Pengakap Negara Brunei Darussalam - **Chine** The General Association of the Scouts of China (Scouts of China) - **Corée** Korea Scout Association - **Fidji** Fiji Scouts Association - **Hong-Kong** The Scout Association of Hong Kong - **Inde** The Bharat Scouts and Guides - **Indonésie** Gerakan Pramuka - **Japon** Scout Association of Japan - **Kiribati** Kiribati Scout Association - **Malaisie** Persekutuan Pengakap Malaysia - **Maldives** The Scout Association of Maldives - **Mongolie** The Scout Association of Mongolia - **Népal** Nepal Scouts - **Nouvelle-Zélande** Scouting New Zealand - **Pakistan** Pakistan Boy Scouts Association - **Papouasie-Nouvelle-Guinée** The Scout Association of Papua New Guinea - **Philippines** Boy Scouts of the Philippines - **Singapour** The Singapore Scout Association - **Sri Lanka** Sri Lanka Scout Association - **Thaïlande** National Scout Organization of Thailand

Bureau régional Asie-Pacifique
C.P. 4050
MCPO 1280
Makati City
Metro Manila
Philippines
Tél. : (+63 2) 818 09 84 & 817 16 75
ou (+63 2) 760 07 19 & 760 07 20
Fax : (+63 2) 819 00 93 & 401 39 84
Courriel : wsb@worldnet.scout.org
Site web : www.scout.org/asiapacific

RÉGION EURASIE

Arménie Hayastani Azgayin Scautakan Sharjum Kazmakerputiun - **Azerbaïdjan** Azerbaycan Skautlar Associasiyasi - **Géorgie** sakartvelos skauturi modzraobis organizatsia - **Moldova** Organizatia Nationala A Scoutilor Din Moldova - **Russie** Russian Association of Scouts/Navigators - **Tadjikistan** Ittihodi Scouthoi Tochikiston Associatsia Skautov Tadjikistana

Bureau régional Eurasie
1. Siège (Yalta-Gurzuf)
C.P. 26
Yalta-Gurzuf
98646
Ukraine
Tél. : (+380 654) 36 39 40
Fax : (+380 654) 36 35 53 & 36 30 64
Courriel : yalta@eurasia.scout.org
Site web : www.scout.org/eurasia

2. Annexe de Moscou
C.P. 33
Moscou
109180
RUSSIE
Tél. : (+7 495) 238 68 09
Fax : (+7 495) 238 68 09
Courriel : moscow@eurasia.scout.org
Site web : www.scout.org/eurasia

RÉGION EUROPÉENNE

Albanie Beselidhja Scout Albania - **Allemagne** Ring deutscher Pfadfinderverbände, Bund der Pfadfinderinnen und Pfadfinder, Deutsche Pfadfinderschaft Sankt Georg, Verband Christlicher Pfadfinderinnen und Pfadfinder - **Autriche** Pfadfinder und Pfadfinderinnen Österreichs - **Belgique** Guidisme et Scoutisme en Belgique, Les Scouts - Fédération Catholique des Scouts Baden-Powell de Belgique, Vlaams Verbond van Katholieke Scouts en Meisjesgidsen, Scouts et Guides Pluralistes de Belgique, Federatie voor Open Scoutisme - **Bosnie-Herzégovine** The Council of Scout Associations in Bosnia and Herzegovina, Scout Association of Federation Bosnia and Herzegovina, Scout Association of Republica Srpska - **Bulgarie** Organizatsia Na Bulgarskite Skauty - **Chypre** Cyprus Scouts Association - **Croatie** Savez izvidaca Hrvatske - **Danemark** Fællesrådet for Danmarks Drengespejdere, Det Danske Spejderkorps, KFUM - Spejderne i Danmark, Danske Baptisters Spejderkorps, Føroya Skótarád, Groenlands Spejderkorps - **Espagne** Federación de Escultismo en España, ASDE-Scouts de España, Federació Catalana d'Escoltisme i Guiatge, Movimiento Scout Católico - **Estonie** Eesti Skautide Ühing - **Finlande** The Guides and Scouts of Finland - **France** Scoutisme Français, Les Eclaireuses et Eclaireurs de France, Les Eclaireuses et Eclaireurs Israélites de France, Eclaireuses et Eclaireurs Unionistes de France, Scouts et Guides de France, Scouts Musulmans de France - **Grèce** Soma Hellinon Proskopon - **Hongrie** Magyar Cserkészszövetség - **Irlande** Scouting Ireland - **Islande** Bandalag Íslenskra Skáta - **Israël** Hitachdut Hatsofim Ve Hatsofot Be Israel, The Hebrew Scout Association, The Arab School Scout Association, The Druze Scouts Association, The Israeli Catholic Scouts Association, The Orthodox Scout Association, The Israeli Arab Scouts Association - **Italie** Federazione Italiana dello Scautismo, Associazione Guide e Scouts Cattolici Italiani, Corpo Nazionale Giovani Esploratori ed Esploratrici Italiani - **Lettonie** Latvijas Skautu un Gaidu centrala organizacija - **Liechtenstein** Pfadfinder und Pfadfinderinnen Liechtensteins - **Lituanie** Lietuvos Skautija - **Luxembourg** Luxembourg Boy Scouts Association, Lëtzebuerger Guiden a Scouten, Fédération Nationale des Eclaireurs et Eclaireuses du Luxembourg - **Macédoine** Sojuz na Izvidnici na Makedonija - **Malte** The Scout Association of Malta - **Monaco** Association des Guides et Scouts de Monaco - **Norvège** The Guides and Scouts of Norway, The Norwegian Guide and Scout Association, YWCA-YMCA Guides and Scouts of Norway - **Pays-Bas** Scouting Nederland - **Pologne** Zwiazek Harcerstwa Polskiego - **Portugal** Federação Escutista de Portugal, Associação dos Escoteiros de Portugal, Corpo Nacional de Escutas - **République tchèque** Junák - svaz skautu a skautek CR - **Roumanie** Cercetasii României - **Royaume-Uni** The Scout Association - **Saint-Marin** Associazione Guide e Esploratori Cattolici Sammarinesi - **Serbie et Monténégro** Scout Association of Serbia and Montenegro - **Slovaquie** Slovensky skauting - **Slovénie** Zveza tabornikov Slovenije - **Suède** Svenska Scoutrådet, Frälsningsarméns Scoutförbund, KFUK-KFUMs scoutförbund, Nykterhetsrörelsens Scoutförbund, SMU-scout, Svenska Scoutförbundet - **Suisse** Mouvement Scout de Suisse - **Turquie** Turkiye Izcilik Federasyonu

Bureau régional européen
1. Genève
Rue Henri-Christiné 5
C.P. 327
1211 Genève 4 Plainpalais
Suisse
Tél. : (+ 41 22) 705 11 00
Fax : (+ 41 22) 705 11 09
Courriel : eurobureau@euro.scout.org
Site web : www.scout.org/europe

2. Bruxelles
Bureau mondial du Scoutisme
Avenue Porte de Hal, 38
1060 Bruxelles
Belgique
Tél. : (+ 32 2) 534 33 15
Fax : (+ 32 2) 534 16 54
Courriel : eurobureau@euro.scout.org
Site web : www.scout.org/europe

3. Belgrade
Cvijiceva 85/13
11000 Belgrade
République de Serbie
Tél. : (+ 381 11) 275 93 04
Fax : (+381 11) 275 41 75
Courriel : eurobureau@euro.scout.org
Site web : www.scout.org/europe

RÉGION INTER-AMÉRIQUE

Argentine Scouts de Argentina - **Bahamas** The Scout Association of The Bahamas - **Barbade** Barbados Boy Scouts Association - **Belize** The Scout Association of Belize - **Bolivie** Asociación de Scouts de Bolivia - **Brésil** União dos Escoteiros do Brasil - **Canada** Scouts Canada, Association des Scouts du Canada - **Chili** Asociación de Guías y Scouts de Chile - **Colombie** Asociación Scouts de Colombia - **Costa Rica** Asociación de Guías y Scouts de Costa Rica - **Dominique** The Scout Association of Dominica - **El Salvador** Asociación de Scouts de El Salvador - **Equateur** Asociación de Scouts del Ecuador - **Etats-Unis** Boy Scouts of America - **Grenade** The Scout Association of Grenada - **Guatemala** Asociación de Scouts de Guatemala - **Guyana** The Scout Association of Guyana - **Haïti** Scouts d'Haïti - **Honduras** Asociación de Scouts de Honduras - **Jamaïque** The Scout Association of Jamaica - **Mexique** Asociación de Scouts de México, A.C. - **Nicaragua** Asociación de Scouts de Nicaragua - **Panama** Asociación Nacional de Scouts de Panamá - **Paraguay** Asociación de Scouts del Paraguay - **Pérou** Asociación de Scouts del Perú - **République dominicaine** Asociación de Scouts Dominicanos - **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** The Scout Association of St. Vincent and the Grenadines - **Sainte-Lucie** The St. Lucia Scout Association - **Suriname** Boy Scouts van Suriname - **Trinité-et-Tobago** The Scout Association of Trinidad and Tobago - **Uruguay** Movimiento Scout del Uruguay - **Venezuela** Asociación de Scouts de Venezuela

Bureau régional Inter-Amérique
Avenida Ricardo Lyon 1085
Providencia
6650426 Santiago
Chili
Tél. : (+56 2) 225 75 61 & 209 49 44
Fax : (+56 2) 225 65 51
Courriel : wscoutinteramerica.scout.org
Site web : www.scout.org/interamerica

SCOUTS®
Créer un Monde Meilleur

© Droits réservés Bureau Mondial du Scoutisme
Septembre 2006

Siège :
5, rue du Pré-Jérôme
CH - 1205 Genève
Suisse

Tel : + 41 22 705 10 10
Fax : + 41 22 705 10 20
worldbureau@world.scout.org
www.scout.org